

2019

# PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE

DÉCEMBRE 2018

**NIGER**

Credit photo : OCHA

POPULATION  
TOTALE

22M

PERSONNES  
DANS LE BESOIN

2,3M

PERSONNES  
CIBLÉES

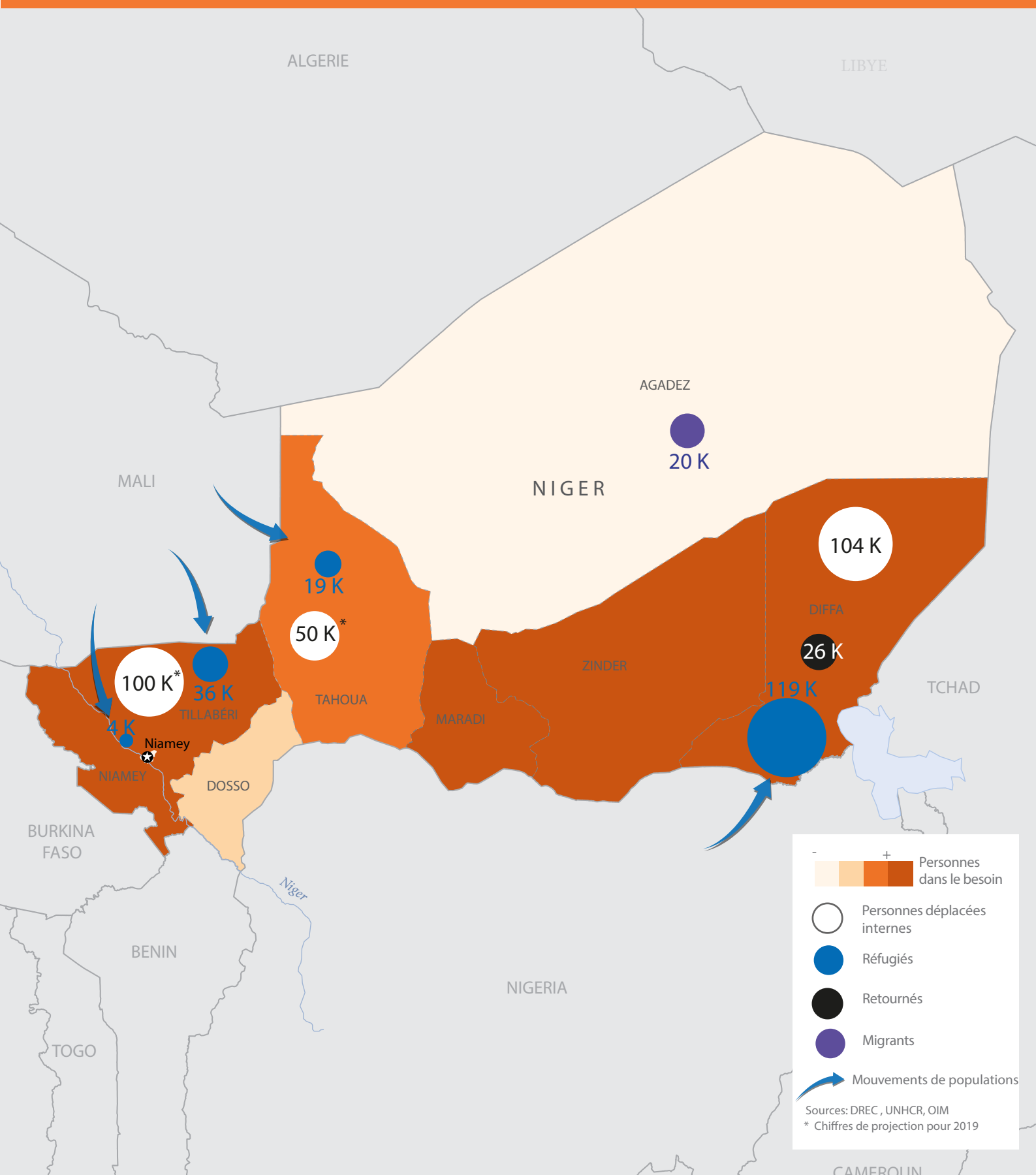
1,6M

BUDGET  
(US\$)

383M

# PARTENAIRES  
HUMANITAIRES

164



# TABLE DES MATIÈRES

Préface par la coordonnatrice humanitaire .....	04
Le plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil .....	05
Aperçu de la crise .....	06
Objectifs stratégiques .....	08
Stratégie de réponse .....	09
Capacité opérationnelle .....	13
Accès humanitaire - National .....	14
Accès humanitaire - Diffa .....	15
Accès humanitaire - Bande frontalière Mali/Burkina....	17
Suivi de la réponse .....	19
Résumé des besoins, cibles et budgets - National .....	21
Résumé des besoins, cibles et budgets - Diffa.....	22
Résumé des besoins, cibles et budgets - Bande frontalière Mali/Burkina.....	23

PART II: Plan de réponse opérationnelle .....	24
PART III: Annexes .....	78



## PRÉFACE PAR

## LA COORDONNATRICE HUMANITAIRE

Depuis plusieurs années, la République du Niger fait face à des problématiques conjoncturelles, structurelles et chroniques qui affectent de manière continue différents groupes de populations et nécessitent une réponse humanitaire d'urgence accompagnée de stratégies visant à renforcer la résilience des populations affectées. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) de 2019, 2,3 millions de personnes, soit 10,4% de la population, ont besoin d'assistance.

Des situations de détresse humanitaire perdurent à l'intérieur du pays, le plus souvent en zone rurale difficilement accessible. Les vulnérabilités persistantes des populations liées aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont conséquentes. Les atteintes répétées à la dignité humaine des populations et à la jouissance de leurs droits du fait d'actes de violences intercommunautaires ou de groupes armés non étatiques, aggravent encore davantage leur fragilité. Les femmes et les enfants sont les premières victimes de ces violences et souffrent de traumatismes importants. Malgré une sensible amélioration de la situation dans la région de Diffa, il n'y a cependant pas de perspective de retour des ménages déplacés pour le moment. A cette situation d'insécurité et de conflit s'est adjoint en 2018 une crise très préoccupante dans les régions de Tahoua et de Tillabéri qui risque de s'aggraver encore davantage en 2019.

Pour répondre efficacement à ces problématiques complexes et à leurs répercussions, un consensus existe entre le plus haut niveau du Gouvernement du Niger, la communauté humanitaire et les acteurs de l'aide au développement. Ces trois parties sont unanimes à reconnaître que les profondes vulnérabilités chroniques et aiguës qui affectent le Niger nécessitent une action concertée et simultanée de l'ensemble des acteurs afin de pouvoir concomitamment s'attaquer aux causes profondes structurelles des vulnérabilités, assurer l'assistance humanitaire nécessaire pour sauver des vies et favoriser le relèvement et le renforcement de la résilience dans les communautés affectées.

L'ensemble des acteurs travaillent ainsi à appliquer une nouvelle façon de travailler (New Way of Working -NWoW) qui implique une collaboration accrue et une coordination pratique entre l'ensemble des acteurs humanitaires, de la stabilisation et du développement. De ce fait, les interventions

permettront une réponse intégrée et efficace aux besoins et aux vulnérabilités des personnes assistées afin de, sur la durée, de sauver des vies, réduire les vulnérabilités et faciliter le relèvement précoce pour offrir aux populations bénéficiaires un environnement plus stable et protecteur.

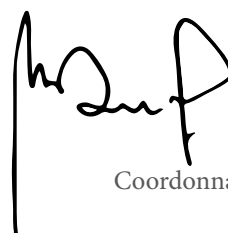
En ce sens, une stratégie trisannuelle (avec révisions annuelles) a été choisie et posera les bases d'un développement durable dans des communautés jusqu'alors fragilisées.

Cette approche coordonnée continuera à se faire sous le leadership des autorités communales, départementales, régionales et nationales afin qu'elles puissent orienter nos mécanismes d'aide et capitaliser sur les acquis de nos interventions. Cela implique de renforcer les mécanismes nationaux de coordination et la redevabilité de notre action.

Les besoins humanitaires restent fortement élevés et les populations les plus vulnérables ont besoin, plus que par le passé, de notre accompagnement. Nos besoins financiers ont en conséquence connu une hausse de 13% pour se situer à 383 millions de dollars américains. Je veux croire que la solidarité internationale et nationale sera plus que jamais au rendez-vous pour l'atteinte de nos objectifs et des résultats escomptés en 2019.

J'exprime, au nom de la communauté humanitaire du Niger ma reconnaissance aux plus hautes autorités de la République du Niger, au Gouvernement, aux autorités administratives civiles et militaires ainsi qu'aux populations qui nous appuient quotidiennement et qui nous offrent un environnement et un accompagnement administratif propices à nos actions sur le terrain.

A nos partenaires financiers qui nous ont toujours renouvelé leur confiance ainsi qu'à toutes les bonnes volontés qui n'ont pas failli à la tradition d'un appui non seulement financier mais aussi moral, je redis toute notre gratitude.



Fatoumata Bintou Djibo.

Coordonnatrice Humanitaire pour le Niger.

## LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE EN UN COUP D'OEIL

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Renforcer la protection  
de la population civile  
vulnérable

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Sauver et préserver la  
vie des populations

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Améliorer les conditions  
de vie des personnes  
vulnérables

### PERS. DANS LE BESOIN



2,3 M

### PERSONNES CIBLÉES



1,6 M

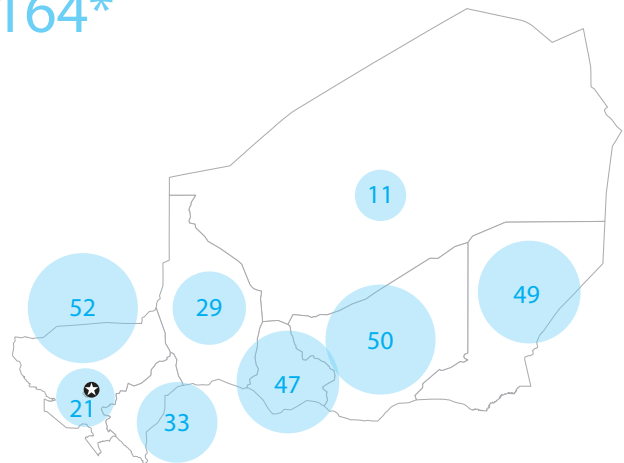
### BUDGET (US\$)



383 M

### PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES

164\*

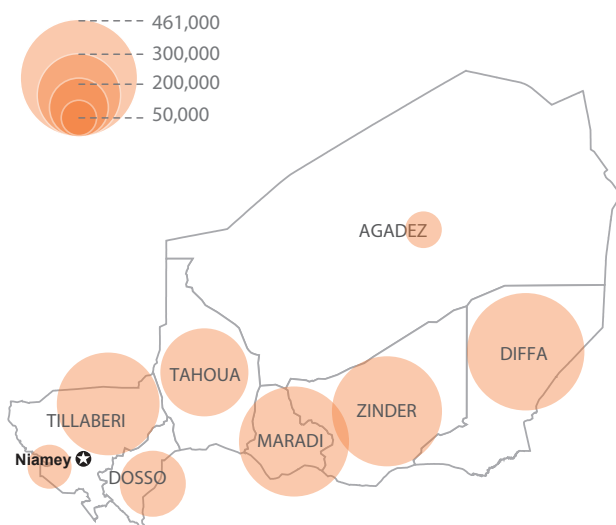


\*Source: 3W Niger Décembre 2018.

Noter que certains partenaires interviennent dans plusieurs régions et secteurs à la fois.

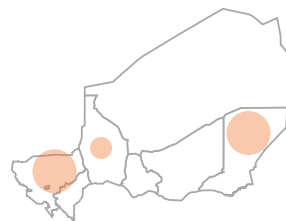
### PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

2,3 M



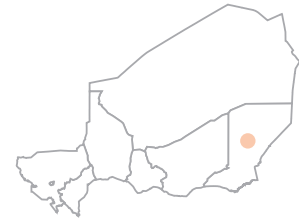
### DEPLACÉS INTERNES

254 K



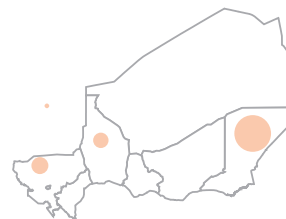
### RETOURNÉS

26 K



### REFUGIÉS

152 K



### MIGRANTS

20 K



## APERÇU DE

## LA CRISE

Les crises humanitaires au Niger résultent de causes structurelles et conjoncturelles. La malnutrition, l'insécurité alimentaire, les épidémies, les inondations et les mouvements de population augmentent la vulnérabilité de plusieurs millions de personnes déjà confrontées à la pauvreté. En 2019, il est estimé que 2,3 millions de personnes, dont 51% de femmes auront besoin d'une assistance humanitaire, soit 10,4% de la population du Niger. Parmi elles, 1,6 million seront ciblées pour recevoir l'assistance humanitaire.

Le Niger a enregistré des progrès notables au cours de la dernière décennie dans la réduction des inégalités, mais l'incidence de la pauvreté, qui affecte 45,41% de la population, reste encore très élevée. Les crises structurelles et conjoncturelles ainsi que la persistance de l'insécurité dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua ont pour conséquence l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les mouvements de populations et les urgences sanitaires exacerbant ainsi la vulnérabilité de plusieurs millions de personnes, déjà confrontées à la pauvreté et au faible développement local.

### L'insécurité alimentaire et la malnutrition restent toujours pressantes

La malnutrition et l'insécurité alimentaire restent des problématiques chroniques en raison de leurs causes multiples (HNO 2019). Il est estimé qu'en 2019, 1 750 000 personnes pourraient avoir besoin d'une prise en charge nutritionnelle,

dont la quasi-totalité des cas étant constitué de femmes et d'enfants de moins de cinq ans. 42,2% des enfants de moins de cinq ans ont un retard de croissance dû à la malnutrition chronique, et 10,3% sont atteints de malnutrition aiguë globale. Concernant l'insécurité alimentaire, et malgré une saison agricole jugée bonne dans l'ensemble, des poches de déficits céréaliers et agropastoraux persisteront. Selon les données du Cadre Harmonisé de Novembre 2018, près de 1,2 million de personnes souffriront d'insécurité alimentaire et des conséquences de la crise pastorale durant la période de soudure entre juin et août 2018. En plus, 4,8 millions de personnes se retrouvent en Phase 2 (sous pression) et risquent de basculer en situation d'insécurité alimentaire en cas de choc.

### Une situation sécuritaire très volatile à Diffa

Le conflit dans la région du lac Tchad est l'une des pires



Source : DREC, Juillet 2018

Source : Monitoring Cluster

Protection Niger, Octobre 2018

crises humanitaires de la planète. Neuf ans après le début de la crise, la situation humanitaire reste grave dans une région déjà touchée par un sous-développement important, la pauvreté et le changement climatique. Les femmes, les jeunes et les enfants en sont les principales victimes. En 2019, plus de 450 000 personnes auront besoin d'aide humanitaire et de protection dans la Région de Diffa. Bien que la situation sécuritaire se soit sensiblement améliorée et les mouvements de population se soient considérablement réduits suite aux opérations militaires et aux mesures liées à l'état d'urgence, les besoins restent conséquents et persisteront à grande échelle en 2019 et au-delà. Pour la population déplacée, estimée à près de 250 000 personnes, il y n'a pas de perspective de retour dans un futur proche.

### Une nouvelle crise émergente sur la frontière avec le Mali et Burkina Faso

Depuis 2017, la population de la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso fait face aux conséquences de conflits armés entre groupes armés et de conflits intercommunautaires, ce qui provoquent des déplacements de populations récurrents. La détérioration récente de la situation dans le Liptako-Gourma, marquée par la prolifération des groupes armés, la recrudescence des affrontements communautaires et la montée de l'extrémisme violent, soulève de profondes inquiétudes. Une dégradation de la situation humanitaire dans les régions de Tillabéri et Tahoua est attendue en 2019. Selon les estimations, plus de 716 000 personnes auront besoin d'assistance humanitaire dans ces deux régions. 42 000 personnes seraient actuellement déplacées, et il est attendu une augmentation des mouvements de population en 2019. Plus de 55 500 réfugiés maliens vivent déjà dans les régions de Tillabéri et de Tahoua.

### Inondations et épidémies

Le Niger est exposé au risque d'inondations. 170 000 personnes pourraient être sinistrées ou victimes d'inondations en 2019. Ce chiffre tient compte des estimations faites par le Gouvernement, qui met actuellement en œuvre des programmes de réduction des risques à travers la construction et le renforcement des digues de protection et le curage des caniveaux.

Aussi, le Niger fait face de façon récurrente aux maladies à potentiel épidémique, et notamment le choléra, le paludisme, la rougeole, la méningite et la diphtérie. Ces maladies sont dues à des problèmes de qualité et de disponibilité de l'eau potable, à des connaissances sanitaires insuffisantes et à un système de santé défaillant. Le risque de choléra restera présent en 2019, et plus particulièrement dans les départements frontaliers avec le Nigeria. Une attention spéciale sera accordée à la région de Tillabéri, qui est considérée comme l'une des plus à risque du Niger puisqu'une flambée compliquerait encore davantage la situation déjà fragile de la région. Par ailleurs, le problème d'accès actuel augmenterait le risque de propagation si les mesures de prévention nécessaires ne sont pas mises en place. Les crises épidémiques et les inondations exigeront donc une réponse humanitaire d'urgence en 2019.

#### Mai 2018

16 mai: Levée des restrictions d'accès des acteurs humanitaires dans le département de Bosso  
21 mai: Assouplissement des heures de couvre-feu dans la région de Diffa.

#### Juin 2018

04 juin Triple Attaque Kamikazes avec bilan de 6 morts et 37 blessés à Diffa Koura/Quartier de Diffa.

#### Août 2018

Ouverture du premier corridor humanitaire à Tahoua qui a permis d'assister plus de 9 000 personnes (1 089 ménages).

#### Novembre 2018

30 novembre: proclamation de l'état d'urgence dans les départements de Say, de Torodi et de Téra dans la région de Tillabéri.

#### Avril 2018

Mouvements de population observés dans le département de Tillia (Tahoua) en provenance du Mali suite aux conflits inter-communautaires et groupes armés au nord Mali. Le bilan: 200 morts et plus de 10 000 personnes déplacés dans le département.

#### Juin 2018

Mise en place de l'opération Koufra 5 (Barkane + Dongo + G5) le long de la frontière Mali-Niger.

#### Juillet 2018

Premier corridor humanitaire dans la région de Tillabéri avec une assistance pour plus de 5 600 personnes dans les secteurs EHA, ABNA, nutrition et sécurité alimentaire. Opérationnalisation de la cellule civilo militaire CMCOORD Ouallam.

#### Septembre 2018

Environ 32 000 personnes déplacées internes ont été enregistrés dans la région de Tillabéri.

#### Décembre 2018

18 décembre: prorogation de l'état d'urgence dans les départements de Ouallam, Ayorou, Bankilaré, Abala et Banibongou (région de Tillabéri) et ceux de Tassara et de Tillia (région de Tahoua). L'état d'urgence pour la première fois dans les départements de Tillabéri et de Gothéye (région de Tillabéri).

## OBJECTIFS

## STRATÉGIQUES

La stratégie humanitaire cherche à répondre à trois objectifs stratégiques principaux axés sur le renforcement de la protection de la population civile vulnérable, l'intervention d'urgence pour sauver des vies, l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables ainsi que la restauration et le renforcement des moyens de subsistance. Elle vise en outre à réduire efficacement les vulnérabilités et conséquemment à ramener l'action humanitaire à ses fondamentaux, à travers une action conjointe, concertée et collective entre les différents acteurs du nexus humanitaire -développement.

## BESOINS HUMANITAIRES



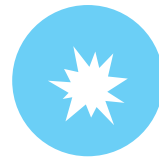
### 1 RENFORCER LA PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE VULNÉRABLE DANS LES ZONES D'INTERVENTION HUMANITAIRE

- Prévenir les abus et violations qui pourraient être commis sur les civils, et apporter une réponse aux exactions commises sur ces populations, ainsi que les mécanismes permettant une réparation en faveur des victimes
- Porter une attention particulière aux vulnérabilités spécifiques de certains groupes de personnes dans le besoin : les enfants (garçons ou filles) exposés ou victimes de violations graves de leurs droits, les migrants vulnérables, les victimes de violences sexuelles, les populations exposées aux risques liés aux mines et engins non explosés, les personnes victimes de déplacements forcés ou encore personnes retournées, les femmes seules et les personnes âgées des deux sexes.



### 2 SAUVER ET PRÉSERVER LA VIE DES POPULATIONS, EN RÉDUISANT LA MORBIDITÉ ET LA MORTALITÉ AU SEIN DES POPULATIONS CIBLES

- Fournir une assistance ciblée rapide et coordonnée aux personnes les plus vulnérables en situation d'urgence, adaptée à leurs besoins, selon les normes et standards et dans le respect des principes humanitaires.
- Prévenir et répondre aux épidémies.
- Lutter contre la malnutrition, la mortalité maternelle et infantile par le renforcement de la couverture de soins maternels, obstétricaux, infanto juvéniles, le VIH-sida, la couverture en eau, hygiène et assainissement pour réduire le risque de maladies d'origine hydrique.



### 3 AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNÉRABLES ET RESTAURER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE

- Faciliter l'accès des personnes affectées par les crises aux services sociaux de base.
- Fournir une assistance ciblée aux personnes les plus vulnérables à travers la préservation, la restauration et le renforcement des moyens de subsistance.
- Favoriser la coordination des programmes et activités humanitaires et de développement.



## STRATÉGIE DE RÉPONSE

Les vulnérabilités chroniques au Niger sont importantes et nécessitent une action simultanée de tous les acteurs pour s'attaquer aux causes structurelles et assurer, dans le même temps, l'assistance nécessaire pour protéger la vie des populations. La stratégie de réponse 2019-2021 priorise les besoins de protection des populations vulnérables et maintient au premier plan la réponse d'urgence visant à sauver des vies ainsi que des activités de préservation ou de restauration des moyens de subsistance. Aussi, cette stratégie sur trois ans accordera une place particulière à la consolidation de la collaboration entre les acteurs humanitaires, de développement et de construction de la paix ainsi qu'à l'opérationnalisation du Triple Nexus Humanitaire – Développement – Paix.

### Opérationnalisation des objectifs stratégiques

Les interventions humanitaires au Niger visent l'atteinte de trois objectifs stratégiques sur une période de trois ans (2019-2021) afin de garantir une assistance coordonnée et efficiente tout en assurant la participation des populations affectées et en intégrant le renforcement de leur résilience. Protéger la population civile vulnérable, sauver et préserver la vie des populations affectées sont les priorités qui doivent guider la planification et la mise en œuvre des interventions ainsi que le suivi de la réponse. Compte tenu de la fragilité de la situation qui peut évoluer assez rapidement, la stratégie sera révisée annuellement en parallèle des analyses de situation et des besoins et des ajustements pourront être faits si nécessaires.

### Opérationnalisation de l'approche multisectorielle

Durant la période 2019-2021, la dimension multisectorielle sera renforcée, et surtout opérationnalisée, afin de favoriser une assistance toujours plus adaptée aux besoins holistiques des personnes vulnérables ciblées. Certains secteurs ont élaboré des stratégies de réponse conjointes, comme la WASH in Nut ou la réponse aux épidémies de choléra, et il y a des initiatives multisectorielles porteuses comme le Mécanisme de Réponse Rapide (MRR), qui en étroite collaboration avec les clusters, utilise un outil multisectoriel (MSA) permettant une analyse standardisée des besoins des communautés.

Les actions à envisager pendant la période 2019-2021 pour une opérationnalisation plus efficace de la multisectorialité sont notamment : (1) La conduite des missions inter secteurs

et inter-agences, (2) l'amélioration de la collecte et la gestion de l'information, (3) la promotion de la redevabilité envers les bénéficiaires ainsi que (4) le suivi de la problématique de l'accès et la coordination civilo-militaire.

### La centralité de la protection

La question de la protection des personnes touchées ou menacées va guider les prises de décision et l'intervention humanitaire, y compris la collaboration avec les parties au conflit. Cette question figurera au cœur de l'action de planification, des activités immédiates de secours et tout au long de la mise en œuvre du plan de réponse.

La protection sera intégrée dans les activités, avec l'appui du Cluster Protection, notamment pour les aspects de « ne pas nuire », en tenant compte du contexte de conflit ainsi que des relations intra/intercommunautaires.

#### POINTS CLÉS

Leadership de la partie nationale  
Approche multisectorielle  
Centralité de la protection  
Nouvelle façon de travailler  
Résultats collectifs

Basée sur les principes fondamentaux de l'assistance humanitaire, la stratégie de protection Equipe

Humanitaire Pays au Niger établit une vision partagée par tous ses membres et les guide individuellement et collectivement avec pour objectif principal de veiller à ce que les personnes déplacées, personnes affectées par la crise et populations à risques soient en mesure de jouir de leurs droits.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'EHP a validé le 2 mai 2018 les objectifs stratégiques suivants :

Objectif 1: Garantir que la protection soit transversale dans la réponse humanitaire au Niger et assurer que ce soit le cas à tous les niveaux de la réponse sectorielle

Objectif 2 : Garantir un environnement protecteur

Objectif 3: La réponse humanitaire cible les personnes et les communautés les plus vulnérables - adresser les problèmes de protection critiques à travers des solutions appropriées.

## La prise en compte du genre

La prise en compte du genre se fera à toutes les étapes du cycle de projet en vue d'un équilibre entre les hommes, les femmes, les filles et les garçons.

La désagrégation des données par sexe et âge est appliquée systématiquement lors de l'évaluation des besoins et de l'élaboration des stratégies sectorielles et projets. Il est toutefois nécessaire d'affiner cette analyse en tenant compte du rôle que joue chaque individu au sein du ménage, tout en sachant que les rôles peuvent changer lors des conflits et des déplacements. L'intégration du genre signifie également de surmonter des défis qui se posent lors de l'analyse des besoins, l'accès aux services et le suivi de la réponse. Ces défis sont dus à un accès parfois limité des acteurs humanitaires aux groupes vulnérables, tels que les femmes, et une capacité de prise de décisions limitée des personnes affectées, en particulier des femmes.

## Le leadership du Gouvernement

Le PRH constitue une partie de la réponse humanitaire au Niger. Il est complémentaire aux plans du Gouvernement du Niger visant à assister les populations vulnérables. Le Gouvernement dispose d'un Plan de soutien préliminaire qui a pour objectif d'assister 1,4 million de personnes dans le secteur de la sécurité alimentaire en période de soudure. En outre, ce dernier a aussi mis en place un Plan de relèvement multisectoriel pour assister les populations de Diffa. D'autres plans ad hoc existent également pour répondre aux urgences

liées aux inondations et aux épidémies. Les mécanismes de coordination actuellement en place ou prévus permettent une concertation régulière entre les autorités et les humanitaires afin que chacun se positionne en fonction de ses capacités opérationnelles.

## Modalités des transferts monétaires

Pour toute la durée du Plan de réponse humanitaire, l'Equipe humanitaire pays a intégré depuis 2017 les transferts monétaires comme composante de la stratégie de réponse. En ce sens, les partenaires financiers se sont engagés aux côtés des partenaires techniques afin de renforcer la réponse en transferts monétaires.

La modalité des transferts monétaires (espèces, coupons ou les deux ensemble) et les interventions humanitaires seront conçues pour être adaptées au contexte afin de maximiser l'efficacité ainsi que l'éventail des choix offerts aux bénéficiaires. S'il est clair que les transferts monétaires ont le potentiel d'accroître l'efficacité et le choix, ces modalités ne peuvent être efficaces que si les personnes touchées par une crise peuvent se procurer les biens et les services nécessaires à travers les marchés locaux. Le soutien à l'émergence de marchés peut également être considéré comme pouvant conduire à un rapide relèvement précoce et à une résilience accrue des communautés. Une analyse des marchés devrait être toujours un préalable pour appréhender tous les éléments de la chaîne d'approvisionnement, y compris ceux ayant trait à la logistique.

Alors que de nombreuses organisations utilisent les transferts monétaires, ces derniers ciblent principalement des interventions sectorielles, notamment la sécurité alimentaire et l'éducation. Une approche plus coordonnée pourrait certainement conduire à une plus grande efficacité grâce à une programmation et à un usage multiple permettant de répondre collectivement à un plus grand nombre de besoins. Une réflexion est en cours au sein du groupe de travail sur les transferts monétaires multisectoriels pour déterminer le panier de dépenses minimales.

## Niger: Les interventions en transfert monétaire en cours ou programmées (De janvier à octobre 2018)



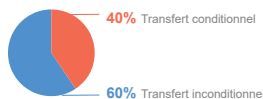
### APERÇU DE LA SITUATION

Le groupe de travail sur les transferts monétaires coordonne la mise en œuvre des programmes de transferts monétaires au Niger. Ce Dashboard fournit une vue de l'ensemble des projets et programmes en transfert monétaire en cours ou planifiés dans le cadre de la réponse humanitaire au Niger. Il reflète les données reçues des organisations.

### BÉNÉFICIAIRES

**158 552** Ménages

Bénéficiaires par conditionnalité

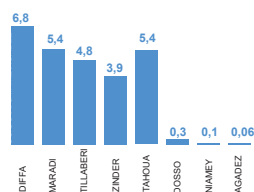


### MONTANT TOTAL DISTRIBUÉ

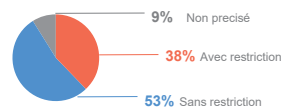
**25,4 millions**

(dont 3,5 millions pour les filets sociaux)

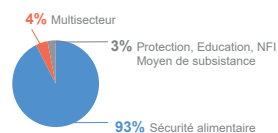
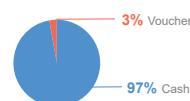
Montants distribués par région (en millions US\$) Montants distribués par secteur (en millions US\$)



### Restriction par ménage



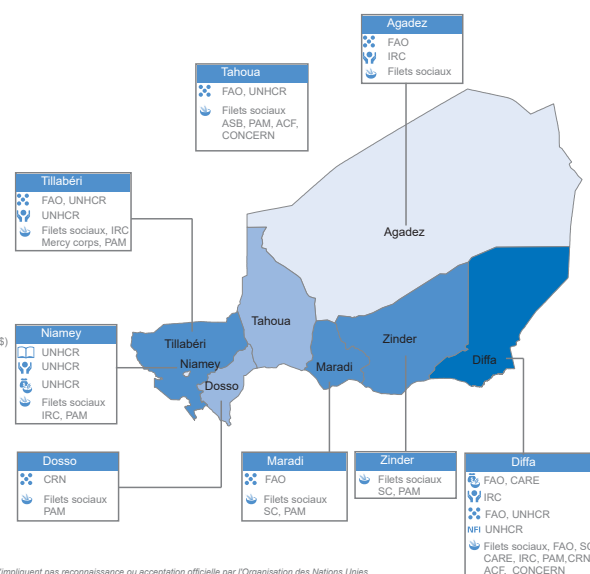
### Modalité par ménage



**8** Régions

**40** Départements

<b>Sécurité alimentaire</b> 11 partenaires d'implémentation	<b>Moyens de subsistance</b> 3 partenaires d'implémentation	<b>Multisecteur</b> 3 partenaires d'implémentation
<b>Protection</b> 2 partenaires d'implémentation	<b>Education</b> 1 partenaire d'implémentation	<b>NFI BNA</b> 1 partenaire d'implémentation



Date de création: 13 novembre 2018

Sources: Groupe de Travail multi sectoriel sur le Cash.

Commentaires: ochaniger@un.org www.unocha.org/niger www.reliefweb.int

## Triple Nexus Humanitaire - Développement - Construction de la paix

S'appuyant sur les conclusions du Sommet humanitaire mondial de 2016, en particulier sur l'engagement pris pour surmonter le clivage humanitaire-développement par le biais d'une Nouvelle façon de travailler, une Commission Tripartite de Haut Niveau a été créée au Niger en juin 2018 par le Premier Ministre, qui associe le Gouvernement du Niger à des acteurs humanitaires et de développement. Par la suite, un Comité Technique Tripartite, sous l'égide du Ministre de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, a été créé en octobre 2018 pour développer les orientations stratégiques et proposer une feuille de route assortie d'un plan d'action opérationnel pour la mise en œuvre du nexus. La communauté humanitaire supporte une telle approche et s'emploie déjà à son plein succès. La nouvelle façon de travailler se base sur l'idée d'obtenir des résultats collectifs en s'appuyant sur les avantages comparatifs d'un éventail diversifié d'acteurs, sur plusieurs années. Elle a pour objectif de créer cohérence et harmonie entre les différents cadres de programmation et les différents acteurs.

Les étapes pour l'opérationnalisation du Nexus incluront l'identification des zones prioritaires sur la base d'une analyse commune de situation (Gouvernement, acteurs humanitaires

et acteurs de développement), l'identification conjointe des thématiques clés ainsi que des résultats collectifs à atteindre sur une période donnée, l'identification des activités à mettre en œuvre et les rôles des différents partenaires, l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources et l'identification et la mise en œuvre des mécanismes de coordination adaptés.

## Coordination et gestion du plan de réponse humanitaire

Les mécanismes de coordination et de gestion du Plan réaffirment, comme par le passé, la participation du Gouvernement et l'alignement avec les différents plans nationaux.

Au niveau stratégique, la coordination de la réponse humanitaire mise en œuvre à travers le présent plan sera réalisée à travers l'Equipe humanitaire pays en lien avec les différentes structures nationales - Ministère de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes, Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires, Structures ministérielles sectorielles au niveau national, régional et départemental.

Au niveau technique et opérationnel, la coordination du PRH

se fera au niveau national par les clusters (co-coordonnés par les agences lead et les structures techniques nationales sectorielles) et par l'inter-cluster élargi (ICE) en vue d'assurer une orientation multisectorielle intégrée des interventions sur le terrain et en recherchant constamment à combler les lacunes dans la réponse et à éviter les doublons et les chevauchements.

- La structure actuelle de l'inter-cluster pourra être élargie aux co-coordonnateurs sectoriels et aux services techniques étatiques compétents, afin de leur permettre d'avoir une vision globale des interventions des différents secteurs pour mieux les prendre en compte dans leurs stratégies et politiques et en assurer la pérennité.

Au niveau régional ou départemental, cette coordination sera assurée par les services techniques appropriés, tout en assurant une coordination intersectorielle sous le leadership de l'autorité régionale ou départementale. L'opérationnalisation de la coordination au niveau décentralisée reste un défi.





## CAPACITÉ

## OPÉRATIONNELLE

La capacité opérationnelle des acteurs humanitaires du Niger continue de s'accroître. Aussi, la complexité et la persistance des problématiques humanitaires dans le pays contribuent à renforcer leur expertise. En plus de Diffa, les organisations humanitaires se sont étendues à la zone frontalière avec le Mali et le Burkina Faso, qui constitue le nouveau théâtre de conflits intercommunautaires et d'activités de groupes armés non-étatiques.

Le Niger compte 164 organisations humanitaires, dont 11 entités des Nations Unies, 143 ONGs nationales et internationales et 10 sociétés de la Croix-Rouge.

Quelques 78 organisations humanitaires sont présentes à Diffa (10 agences des Nations Unies, 34 ONG internationales, 30 ONG nationales et 4 membres du Mouvement de la Croix-Rouge).

On dénombre également 51 organisations qui interviennent à Tillabéri et 29 à Tahoua (source : partenaires humanitaires – «3W Niger, décembre 2018). L'existence d'un mécanisme de réponse rapide (RRM) permet aux acteurs humanitaires de répondre rapidement aux besoins les plus urgents à chaque mouvement de population au sein de ces trois régions à travers des évaluations multisectorielles et la mise en œuvre de réponses conjointes. Avec le soutien des autorités étatiques, d'OCHA, du PAM et de l'UNICEF, le mécanisme est mis

en œuvre par IRC, DRC et ACTED à Diffa et à Tillabéri et par ACF à Tahoua. Le déplacement d'une partie des capacités du mécanisme RRM de Diffa vers la zone frontalière Mali/Burkina en 2018, a permis de renforcer la réponse humanitaire dans la région.

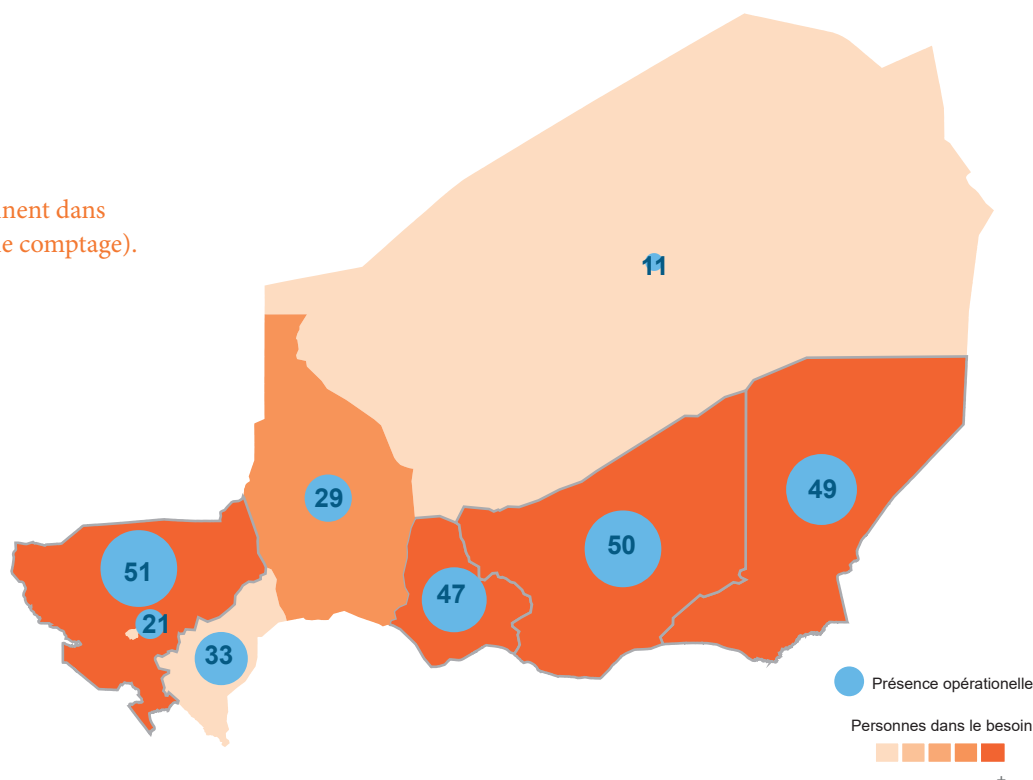
En 2018, l'ouverture ponctuelle de corridors humanitaires (sécurisation des axes et zones d'interventions) a pu être faite. Ainsi, suite à des négociations menées par OCHA Niger et au nom de la communauté humanitaire cinq « corridors » (trois à Tillabéri et deux à Tahoua) ont été provisoirement établis en 2018 par les forces de sécurité (FDS) du Niger en vue d'améliorer l'accès et la distribution de l'assistance humanitaire. Ces accès ont permis à la communauté humanitaire d'effectuer des évaluations des besoins dans la région et de planifier l'assistance.

13

#### # DE PARTENAIRES HUMANITAIRES

# 164

(Certains partenaires interviennent dans plusieurs régions, d'où le double comptage).



## ACCÈS

# HUMANITAIRE

## National

Les multiples incursions de groupes armés non étatiques sur le territoire nigérien, les conflits intercommunautaires, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les menaces dirigées contre la population civile (pillage, expulsions, etc) ainsi que l'Etat d'urgence déclaré dans certains départements des régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua ont eu pour conséquence une restriction de l'accès humanitaire dans ces zones.

Dans une sous-région de plus en plus militarisée, des mesures intermédiaires ont été prises par l'Equipe humanitaire pays qui a également décidé de la mise en place d'un mécanisme de coordination civilo-militaire depuis 2015 au niveau de Diffa et 2018 à Niamey, Tillabéri et Tahoua. Ces efforts ont facilité l'accès aux acteurs humanitaires afin de porter assistance aux populations affectées. OCHA assure un travail de plaidoyer auprès des autorités dans le but de parvenir à une harmonisation des coûts des escortes lors de leur utilisation

en dernier recours.

Le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a été mis en place pour parer aux problèmes d'insécurité sur certains axes routiers et l'impraticabilité de certaines voies terrestres, surtout durant la saison des pluies, et pour contribuer à une réponse humanitaire rapide sur le terrain. Aujourd'hui, ce service mérite d'être renforcé.

## ACCÈS

# HUMANITAIRE

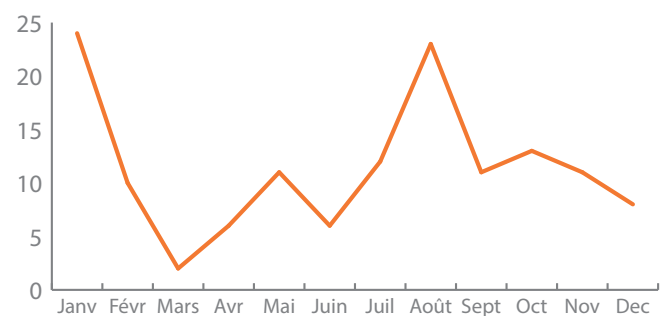
## Diffa

Une situation sécuritaire extrêmement volatile et imprévisible persiste dans la région de Diffa. L'opération militaire Amni Farkhat qui s'est achevée en juin 2018 au niveau du bassin du Lac Tchad a permis aux acteurs humanitaires d'accéder temporairement aux zones difficiles dans le département de Bosso. La saison hivernale a également permis l'amélioration de la situation sécuritaire car l'impraticabilité de plusieurs axes en raison des pluies a limité les mouvements et les actions des groupes armés non étatiques. Il est néanmoins à craindre que les activités de ces groupes reprennent avec l'assèchement de la rivière Komandougou.

La situation sécuritaire dans la région de Diffa reste principalement liée à l'activisme de Boko Haram au Nord-Est du Nigéria. Celle-ci est extrêmement volatile avec un niveau de risque que l'ONU place à 4 sur une échelle de 5. De plus, l'état d'urgence, déclaré en février 2015 reste toujours en vigueur dans la région. L'utilisation d'escortes militaires par les agences de l'ONU n'est plus obligatoire sur les axes routiers Diffa-Nguigmi et Diffa-Bosso, cependant il est fortement recommandé aux acteurs humanitaires de se déplacer avec des véhicules en convoi.

Si l'accès humanitaire continue d'être un défi dans la région, la coordination civilo-militaire a toutefois facilité l'interaction

INCIDENTS SÉCURITAIRES RAPPORTÉS PAR MOIS (UNDSS), DECEMBRE 2018



# D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ EN 2018 À DIFFA (UNDSS)

# 137

15

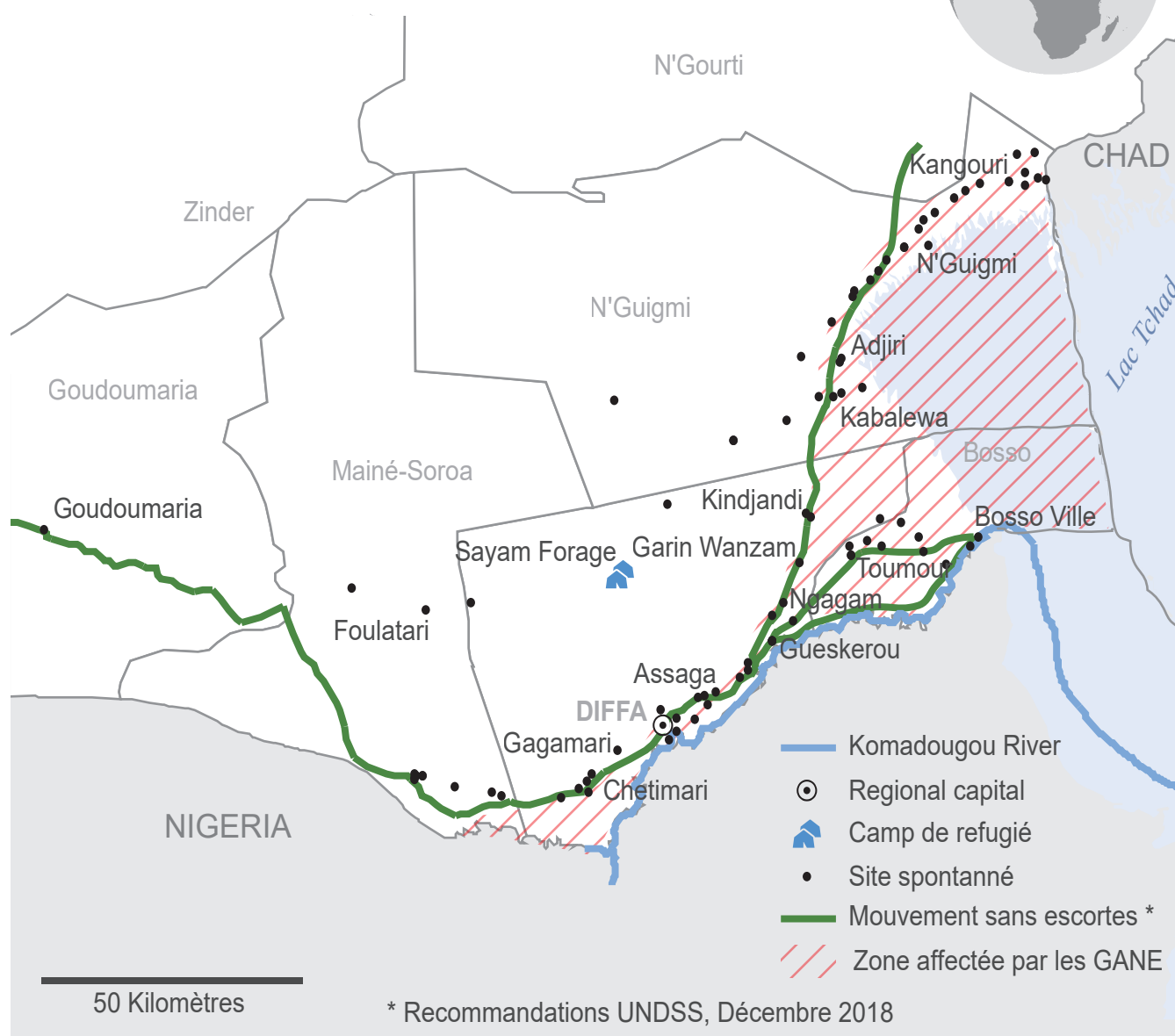
entre les acteurs humanitaires et les forces militaires. En parallèle, l'équipe de coordination humanitaire continue son travail de plaidoyer pour que la sécurisation de l'espace humanitaire et la protection des civils soient davantage renforcées.



## ACCÈS

HUMANITAIRE  
Diffa

## ACCÈS HUMANITAIRE À DIFFA





## ACCÈS

# HUMANITAIRE

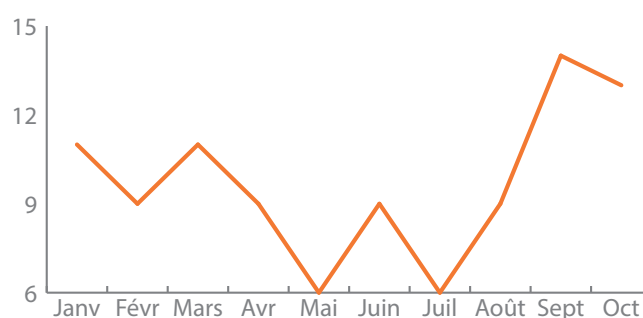
## Bande frontalière Mali/Burkina Faso

Depuis janvier 2018, on assiste à une détérioration sensible de la sécurité dans les régions de Tillabéri et de Tahoua. La problématique de l'accès se complexifie en raison d'une augmentation des attaques et des menaces dirigées contre la population civile par des groupes armés non étatiques, des conflits intercommunautaires et des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les opérations des forces Dongo et alliées ont permis de stabiliser sensiblement la situation mais elle reste tout de même extrêmement imprévisible. Les risques sécuritaires sont élevés y compris pour les acteurs humanitaires. L'ONU a classé le niveau de risque à 4 sur une échelle de 5.

Résulte de cette insécurité croissante, le nombre de personnes déplacées dans les régions de Tillabéri et de Tahoua qui est passé de 540 en janvier 2018 à 51 848 au 30 novembre 2018. La zone d'Inates est la plus préoccupante car des incidents sécuritaires se produisent régulièrement. Selon la préfecture du département d'Ayorou, plusieurs attaques se sont produites entre février et juin 2018, dont deux majeures enregistrées respectivement le 18 avril 2018 à Agay peuhl (17 personnes tuées et destruction délibérée de 12 cases incendiées) et le 1er mai 2018 à Tindabawene (18 personnes tuées dont un chef de tribu). A cela s'ajoutent des menaces d'enlèvement et des intimidations diverses dans les zones de Intikane, Tallafattate Sabara, Tilloukan, Tamako et leurs environs.

L'état d'urgence déclaré en mars 2017 à la suite des attaques répétées de groupes armés non étatiques en provenance du Mali est toujours en vigueur dans les sept départements des régions de Tahoua (deux départements) et de Tillabéri (cinq départements qui bordent le Mali). A ces départements ont été ajoutés, depuis le 30 novembre 2018, trois départements de la région de Tillabéri frontaliers avec le Burkina Faso et situés sur la rive droite du Fleuve Niger. Le 8 décembre 2018 le Gouvernement a décrété l'état d'urgence dans deux autres départements de la région de Tillabéri, frontalières avec le Burkina Faso. Au total, 12 départements sur un total de 26

INCIDENTS SÉCURITAIRE RAPPORTÉS PAR MOIS À TAHOUA ET TILLABÉRI (UNDSS), NOVEMBRE 2018



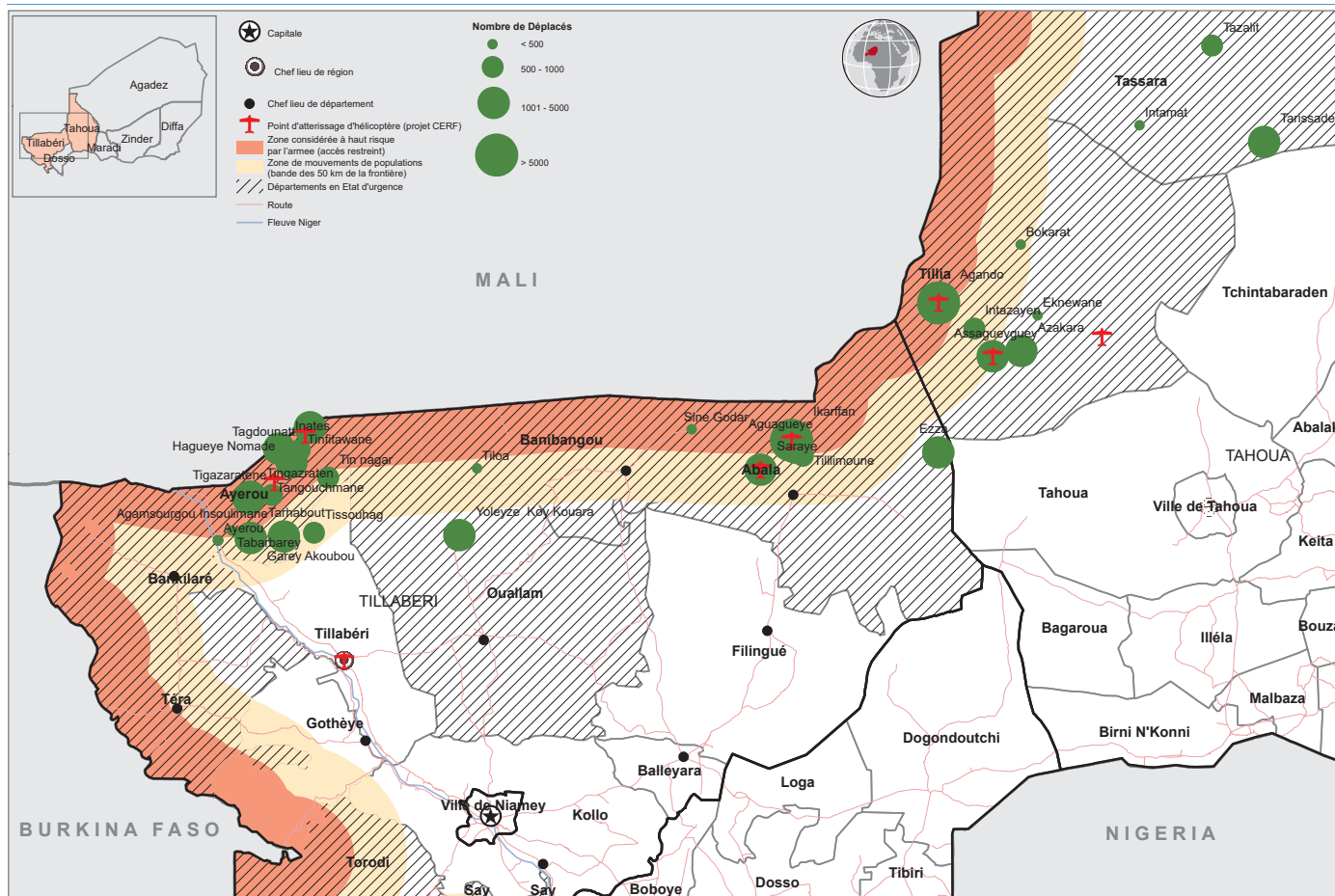
# D'INCIDENTS DE PROTECTION EN 2018 À TAHOUA ET TILLABÉRI (MONITORING DE PROTECTION)

97

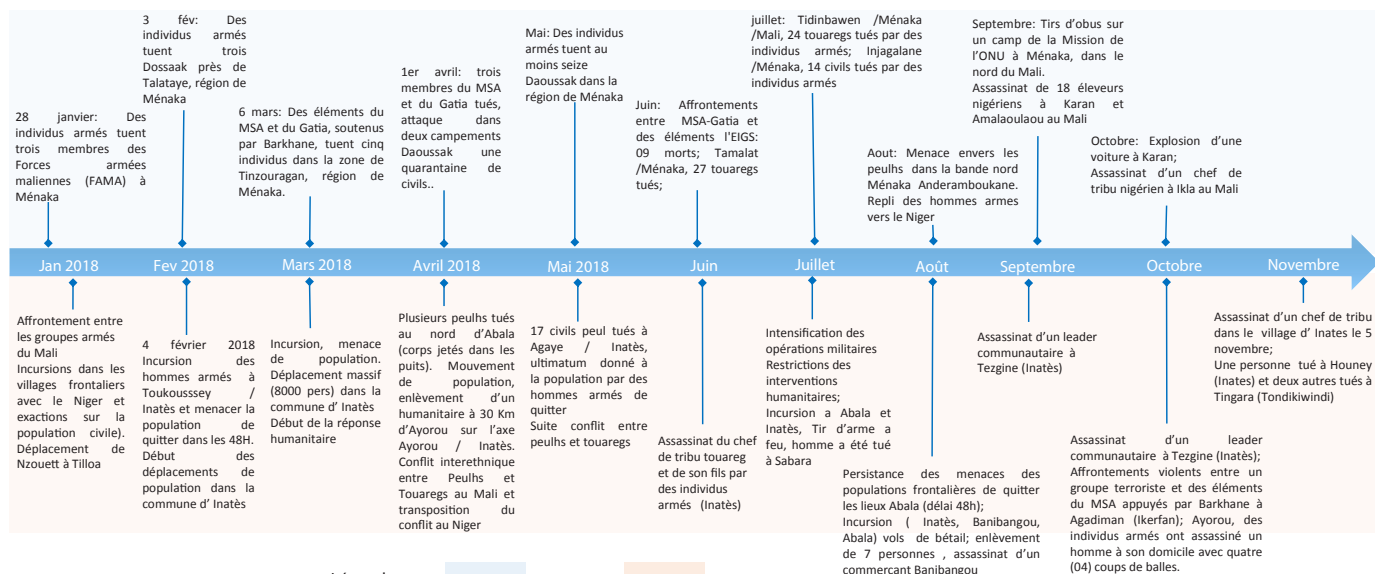
dans les deux régions sont sous état d'urgence au 31 décembre 2018 (soit un département sur trois).

L'état d'urgence induit des mesures particulières et renforce les pouvoirs des Forces de défense et de sécurité. En plus de l'activisme des groupes armés non étatiques, l'état d'urgence limite grandement le champ d'accès des humanitaires dans les zones concernées pour y conduire des évaluations des besoins et mener les opérations d'assistance de façon appropriée. Face à cette situation, l'Equipe humanitaire du Niger a décidé en mars 2018 de mettre en place un mécanisme de coordination civilo-militaire pour les deux régions.

## ACCÈS HUMANITAIRE (DÉCEMBRE 2018)



## INTERCONNEXION INCIDENTS MALI-NIGER (JANVIER À NOVEMBRE 2018)/ SOURCE CLUSTER PROTECTION



## SUIVI DE LA RÉPONSE

L'organisation de la mise en œuvre et du suivi de la réponse humanitaire est une affaire de tous qui permet de garantir une analyse régulière de la mise en œuvre du Plan de Réponse. Ce cadre de suivi met à la disposition de tous les acteurs un système solide pour éclairer la prise de décision et renforcer la réponse humanitaire.

Le suivi de la réponse humanitaire, à travers des outils harmonisés, reste crucial à toutes les étapes du cycle programmatique. Un suivi constant permet d'identifier les gaps, de mesurer l'impact de l'action humanitaire et de réajuster les activités et priorités.

### Le cadre de suivi

Le cadre de suivi de la réponse humanitaire s'insère dans la logique de renforcement de la redevabilité de la communauté humanitaire à l'égard des populations affectées, des partenaires étatiques et locaux et des bailleurs de fonds. Ce suivi permettra de collecter et analyser les informations afin d'évaluer la mise en œuvre du Plan de Réponse Humanitaire, d'identifier les défaillances ou les points forts et d'adapter la réponse humanitaire si nécessaire. Par ailleurs les analyses qui en découleront serviront aussi à renforcer le plaidoyer envers le Gouvernement et les acteurs de développement à pleinement s'engager aux côtés des acteurs humanitaires pour optimiser l'impact de la réponse. Le suivi et l'évaluation des interventions sont aujourd'hui un point faible du cycle de programmation et de planification au Niger. C'est pourquoi un effort additionnel sera fait au cours du présent cycle pour le renforcer.

Ce cadre de suivi est élaboré par l'Inter-cluster et ensuite approuvé par l'EHP. Le cadre définit les indicateurs, la méthodologie, la périodicité et les rôles et responsabilités des différents intervenants dans le suivi et l'analyse. Il fournit un calendrier clair pour la production des rapports, notamment les rapports périodiques de suivi (Periodic Monitoring Report, PMR) et les tableaux de bord humanitaires (Humanitarian Dashboard, HD). Les rapports périodiques seront élaborés grâce aux données enregistrées sur le système de suivi en ligne (Response Planning and Monitoring - RPM). RPM est un nouvel outil de la gamme d'outils de

planification HPC créés pour faciliter la prise de décision aux niveaux stratégique et opérationnel et fondé sur des données concrètes. RPM permet de structurer les informations autour du cadre de planification stratégique du HRP (création de plans, objectifs et activités) et permet de suivre l'évolution des besoins et de la réponse grâce aux données de monitoring collectées sur le terrain, notamment à travers la désagrégation des indicateurs.

Les contributions financières sont enregistrées par le Service de suivi financier (Financial Tracking Service, FTS) géré par OCHA.

Des missions périodiques de suivi et évaluation, conjointement avec la partie nationale, seront organisées par les Clusters, l'Inter cluster élargi et/ou l'Equipe humanitaire pays pour regarder l'impact des interventions sur le terrain. Ces missions incluront des représentants des bénéficiaires et des autorités administratives et communales au niveau le plus décentralisé. Aussi, un mécanisme de partage périodique d'information et d'échange avec les donateurs et l'organisation de différentes visites sur le terrain sera mis en place.

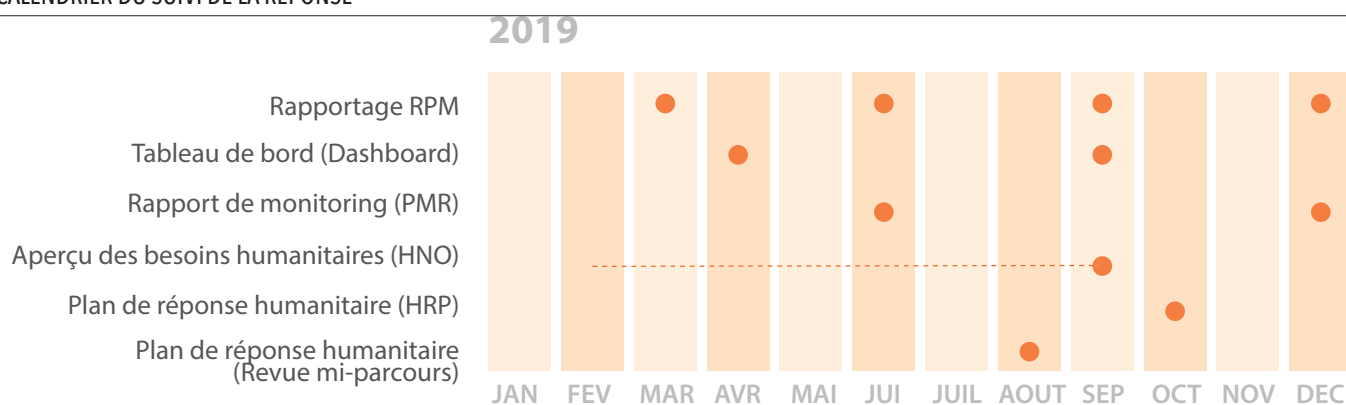
### Responsabilités dans le suivi de la réponse

Différents acteurs sont responsables du suivi et du rapportage de l'état d'avancement de la réponse humanitaire. Les clusters sont responsables du suivi des plans sectoriels, ainsi que de l'identification des lacunes et en assurant couverture géographique appropriée des acteurs, en fonction des priorités

et des besoins. Les différents clusters doivent élaborer des cadres de suivi spécifiques à leurs secteurs respectifs, afin de suivre ses plans de réponse sectoriels tels que définis auparavant et qui seront intégrés dans l'outil PMR. L'Inter-cluster (ICC) a la responsabilité d'un suivi optimal des aspects multisectoriels de la réponse. L'Équipe humanitaire pays

(EHP) est responsable d'assurer un suivi régulier conjoint des actions sur le terrain, d'assurer la redevabilité collective et de chercher des solutions aux défis rencontrés.

## CALENDRIER DU SUIVI DE LA RÉPONSE





## RÉSUMÉ DES

BESOINS, CIBLES ET BUDGETS  
National

## PERSONNES DANS LE BESOIN



2,3M

## PERSONNES CIBLEES



1,6M

## BUDGET (US\$)



383M

En 2019 la population dans le besoin au Niger est estimée à 2,3 millions de personnes. Le plan de réponse humanitaire cible environ 1,6 million de personnes soit 74% de la population estimée être dans le besoin. Le nombre total de personnes ciblées représente la somme des secteurs ayant le plus grand nombre de personnes ciblées par région.

Pour l'année 2019, 209 projets ont été postés dans le Project Module pour un montant de 383 millions de dollars américains contre 338 millions en 2018, soit une

augmentation de 13,3% représentant un montant de 45 millions. Parmi ces projets, 46 intègrent le transfert monétaire comme modalité de réponse pour un montant estimé à 182 millions (47,5% du budget global).

21

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
Sécurité Alim.	1,5M	676K	176K	-	-	26K	474K	-	50%	52   45   3%	\$91,2M
Santé	991K	728K	56K	4K	150K	5K	184K	330K	51%	61   30   9%	\$12,1M
Abris/BNA	583K	336K	83K	-	182K	12K	59K	-	51%	52   45   3%	\$21,3M
Education	344K	219K	76K	-	105K	11K	27K	-	51%	100%	\$12,4M
Protection	867K	546K	173K	3K	147K	26K	197K	-	52%	73   24   3%	\$28,5M
EHA	1,7M	1,1M	21K	5K	158K	4K	27K	966K	51%	55   42   3%	\$22,1M
Nutrition	1,8M	1,2M	2K	-	7K	-	164K	1M	62%	78   22%	\$76,3M
Réponse réfugiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	\$104,6M
Logistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	\$9,8M
Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	\$4,5M
TOTAL	2,3M	1,6M									\$383,1M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

\*NOTER QUE CERTAINS PROJETS CONCERNENT PLUSIEURS RÉGIONS À LA FOIS.

## RÉSUMÉ DES

BESOINS, CIBLES ET BUDGETS  
Diffa

## PERSONNES DANS LE BESOIN



461 000

## PERSONNES CIBLEES



346 000

## BUDGET (US\$)



235,8M

En 2019 les partenaires humanitaires estiment que 469 000 personnes réfugiées, retournées, déplacées internes et populations hôtes auront besoin d'une assistance humanitaire dans au moins un secteur dans la région de Diffa. Toutes ces personnes constituent la cible retenue par la communauté humanitaire pour 2019 soit 100% des personnes dans le besoin.

235,8 millions de dollars, soit 61,5% du montant global du PRH 2019, sont nécessaires pour l'assistance humanitaire et la résilience des communautés de la région de Diffa.

Parmi les 209 projets postés dans le Project Module, 114 seront mis en œuvre dans la région de Diffa qui traverse une crise humanitaire depuis 2015.

La communauté humanitaire estime qu'en 2019,

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautes d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
Séc. Alim.	289K	145K	59K	-	-	13K	72K	-	<div><div>50%</div></div>	<div><div>52   45   3%</div></div>	\$49,4M
Santé	134K	134K	120K	-	-	-	14K	-	<div><div>51%</div></div>	<div><div>61   30   9%</div></div>	\$8M
Abris	255K	125K	26K	-	37K	6K	56K	-	<div><div>51%</div></div>	<div><div>52   45   3%</div></div>	\$11,9M
Education	144K	115K	49K	-	43K	-	23K	-	<div><div>51%</div></div>	<div><div>100%</div></div>	\$7,8M
Protection	461K	346K	119K	-	104K	26K	97K	-	<div><div>52%</div></div>	<div><div>73   24   3%</div></div>	\$20,5M
EHA	274K	269K	21K	-	18K	4K	5K	221K	<div><div>51%</div></div>	<div><div>55   42   3%</div></div>	\$12,5M
Nutrition	101K	83K	-	-	7K	-	76K	-	<div><div>62%</div></div>	<div><div>78   22%</div></div>	\$72M
Réponse réfugiés	-	-	-	-	-	-	-	-	<div><div>-</div></div>	<div><div>-</div></div>	55M
Logistique	-	-	-	-	-	-	-	-	<div><div>-</div></div>	<div><div>-</div></div>	-
Coordination											-
TOTAL	461K	346K									\$235,8M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

\*NOTER QUE CERTAINS PROJETS CONCERNENT PLUSIEURS RÉGIONS À LA FOIS.

## RÉSUMÉ DES

BESOINS, CIBLES ET BUDGETS  
Bande Frontalière Mali/Burkina Faso

## PERSONNES DANS LE BESOIN



717 000

## PERSONNES CIBLEES



463 000

## BUDGET (US\$)



205,6M











Les partenaires humanitaires estiment qu'en 2019, 717 000 personnes réfugiées, retournées, déplacées internes et populations hôtes auront besoin d'une assistance humanitaire dans au moins un secteur dans la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso (régions de Tahoua et Tillabéri). La communauté humanitaire cible 463 000 personnes vulnérables soit 64,5% des personnes dans le besoin.

Pour l'année 2019, la communauté humanitaire estime que 205,6 M USD, soit 67,7% du montant global du PRH 2019,

sont nécessaires pour l'assistance humanitaire et la résilience des communautés de la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso.

Parmi les 209 projets postés dans Project Module 87 seront mis en œuvre dans les régions de Tahoua et Tillabéri.

23

	TOTAL	Pers. ciblées	PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin		Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Séc. Alim.	516K	250K	27K	-	-	-	223K	-	50%	52   45   3%	\$39,2M
 Santé	398K	319K	55K	4K	150K	-	-	126K	51%	61   30   9%	\$8,7M
 Abris	178K	125K	-	-	70K	-	-	55K	51%	52   45   3%	\$8M
 Education	114K	91K	27K	-	62K	-	2K	-	51%	100%	\$4M
 Protection	400K	195K	55K	-	42K	-	98K	-	52%	73   24   3%	\$15,1M
 EHA	661K	397K	-	-	140K	-	22K	235K	51%	55   42   3%	\$14,1M
 Nutrition	517K	352K	1K	-	-	-	-	351K	62%	78   22%	\$73,1M
 Réponse réfugiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49,3M
 Logistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
 Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	717K	463K									\$205,6M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

\*NOTER QUE CERTAINS PROJETS CONCERNENT PLUSIEURS RÉGIONS À LA FOIS.

# PARTIE II : PLAN DE RÉPONSE OPÉRATIONNELLE



Sécurité Alimentaire



Santé



Abris / NFI



Éducation



Protection



Nutrition



Eau, Hygiène & Assainissement (EHA)



Logistique



Coordination



Plan de Réponse pour les Réfugiés



## PERS. DANS LE BESOIN



1,5M

SECURITÉ ALIMENTAIRE  
SITUATION NATIONALE

## PERSONNES CIBLÉES



676K

## BUDGET (US\$)



91,2 M

## # DE PARTENAIRES



68

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 1:

**1** Apporter une assistance alimentaire et agricole coordonnée pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence

APPUI L' OS3

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 2:

**2** Renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs dans les zones affectées par les crises

APPUI L' OS2

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités des structures nationales pour assurer l'évaluation, le suivi des activités et l'analyse de la réponse sensible au genre et la protection

APPUI L' OS1

Malgré une campagne agro-pastorale moyenne à bonne en 2018, près de 1,5 million de personnes ont besoin d'assistance alimentaire au Niger, surtout dans les zones affectées par l'insécurité, notamment Diffa et les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso dans l'Ouest du pays. Le plan de réponse 2019 du Cluster sécurité alimentaire a pour objectif global de fournir une assistance d'urgence coordonnée à 676 000 personnes sur les 1,5 million de personnes dans le besoin. Quelque 145 000 personnes sont ciblées à Diffa, et 250 000 à Tahoua et Tillabéri.

Le plan de réponse 2019 du Cluster sécurité alimentaire a trois objectifs principaux, notamment d'apporter une assistance alimentaire et agricole coordonnée pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence ; de renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs dans les zones affectées par les crises ; et de renforcer les capacités des structures du Cluster et de la contrepartie nationale pour assurer l'évaluation, le suivi des activités et l'analyse de la réponse sensible au genre et à la protection.

## Activités prévues

Pour atteindre les objectifs fixés et appuyer les efforts du Gouvernement, le Cluster sécurité alimentaire et les groupes techniques régionaux mèneront les activités suivantes :

- Distribution gratuite ciblée sous forme de vivres et /ou de transferts monétaires (cash ou coupons) aux personnes en insécurité alimentaire aiguë en période de soudure ;
- Distribution conditionnelle sous forme de vivres ou de transferts monétaires aux personnes en insécurité alimentaire afin de sécuriser leurs moyens d'existence et

renforcer leur résilience ;

- Appui aux ménages d'agriculteurs et d'éleveurs vulnérables à travers la distribution d'intrants agricoles, zootechniques et vétérinaires de qualité et/ou de cash pour soutenir leurs activités ;
- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenu et distribution de kits alternatifs de protection de l'environnement aux ménages vulnérables ;

Ces activités seront accompagnées de programmes de renforcement des capacités des structures nationales, du Cluster et des groupes techniques sectoriels dans l'analyse et la conduite d'enquêtes sectorielles et multisectorielles, le suivi et évaluation et l'analyse de la réponse et le ciblage sensible aux aspects de genre et de protection.

## Grandes lignes de la stratégie

L'assistance alimentaire et agricole sera fournie aux ménages sur la base de la vulnérabilité socioéconomique selon la catégorisation de l'approche HEA (*Household Economy Approach*/Analyse de l'économie des ménages). Cette approche, basée sur une perception communautaire de la pauvreté, vise à ce que ce soient les membres de la communauté qui ciblent les ménages ayant besoin d'assistance. Comme en 2018, une attention particulière sera portée en 2019 à l'inclusion des critères de vulnérabilité sociale, tels que les femmes cheffes de ménages avec enfants, les personnes à besoins spécifiques et les personnes âgées.

Dans le cadre du renforcement progressif du rôle des structures nationales dans la coordination des actions du secteur, un accent particulier sera accordé à l'inclusion



## CONTACT


Genot Luc  
FAO  
luc.genot@fao.org

Doehnert Federico  
PAM  
federico.doehnert@wfp.org

de la contrepartie gouvernementale. Le Cluster renforcera son appui au Gouvernement et à ses partenaires en termes de collecte et analyse des données sectorielles et multisectorielles, afin de continuer à améliorer la coordination et la qualité de la réponse. Il renforcera également la collaboration et la coordination avec les groupes techniques régionaux en

intégrant des outils de planification, de suivi et d'analyse de la réponse, notamment à travers l'outil de gestion de l'information en ligne développé avec REACH. De plus, il continuera à améliorer les mécanismes de redevabilité vis-à-vis des populations assistées à travers le renforcement des systèmes de plaintes.

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Séc. Alim.	1,5M	676K	176K	-	-	26K	474K	-	50%	52   45   3%	\$91,2M

## PERS. DANS LE BESOIN



290K

SECURITÉ ALIMENTAIRE  
ZOOM SUR DIFFA

## PERSONNES CIBLEES



145K

## BUDGET (US\$)



49,4M

## # DE PARTENAIRES



40

Le contexte de crise prolongée à Diffa continue d'affecter la sécurité alimentaire de la population, et près de 250 000 personnes restent en état de déplacement forcé, y compris les déplacés internes, réfugiés et retournés. En 2019, autour de 289 000 personnes restent en besoin d'assistance alimentaire. Le Cluster sécurité alimentaire cible 145 000 personnes à travers une assistance d'urgence coordonnée dans la région. Cette assistance vise également à permettre le relèvement précoce des populations dont la sécurité alimentaire est affectée par la crise prolongée dans la région du Lac Tchad, ainsi que par d'autres chocs (inondations, sécheresses, dégradation des terres etc.).

## Activités prévues

En coordination et en appui au Plan de soutien du Gouvernement, le Cluster et le Groupe technique sécurité alimentaire de Diffa mèneront les activités suivantes qui contribueront à atteindre les objectifs fixés

- Distribution gratuite ciblée de vivres et transferts monétaires aux personnes affectées par le conflit dans les camps et hors camps ;
- Distribution conditionnelle sous formes de vivres ou de cash aux personnes en insécurité alimentaire afin de sécuriser leurs moyens d'existence ;
- Distribution d'intrants agricoles,

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 1:

**1** Apporter une assistance alimentaire et agricole coordonnée pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence.

**APPUI L' OS3**

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 2:

**2** Renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs dans les zones affectées par les crises.

**APPUI L' OS2**

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités des structures nationales pour assurer l'évaluation, le suivi des activités et l'analyse de la réponse sensible au genre et la protection

**APPUI L' OS1**

zootechniques et vétérinaires et / ou cash aux ménages affectés par la crise / ayant eu un déficit de production ;

- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenu et distribution de kits alternatifs de protection de l'environnement aux ménages vulnérables ;
- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenu et distribution de kits alternatifs de protection de l'environnement aux ménages vulnérables ;
- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenu et distribution de kits alternatifs de protection de l'environnement aux ménages vulnérables ;
- Enquêtes de sécurité alimentaire, particulièrement en situation d'urgence ;
- Renforcement du système de suivi et d'évaluation de la réponse, à travers un partage d'expérience, un échange et une valorisation des données existantes.

## Grandes lignes de la stratégie

- L'assistance vise à répondre aux besoins alimentaires de 145 000 personnes en insécurité alimentaire situées dans des départements et communes vulnérables touchées par la crise sécuritaire ainsi que par les déficits de divers ordres que connaît la région de Diffa. L'assistance inconditionnelle touchera les ménages dans les zones vulnérables sujettes à l'insécurité.
- Au niveau des ménages, l'assistance alimentaire et agricole sera fournie aux ménages sur la base de la
- Le Cluster et le GTSA continueront d'appuyer les autorités régionales et leurs partenaires dans la collecte et l'analyse des données des évaluations en situation d'urgence, particulièrement à travers le système de Mécanisme de réponse rapide (MRR/RRM)) et autres enquêtes de sécurité alimentaire afin d'assurer une meilleure qualité de la réponse.
- Les grands axes des priorités du Groupe de travail seront de faciliter le consensus sur les priorités, créer des synergies de réponse ; générer des informations et des évidences afin d'enrichir la qualité de la réponse alimentaire, de s'assurer de la prise en compte des aspects de protection, de redevabilité et du genre dans la mise en œuvre de la réponse.


vulnérabilité socio-économique selon la catégorisation de l'approche HEA (Household Economy Approach / Analyse de l'économie des ménages). Cette approche, basée sur une perception communautaire de la pauvreté, vise à cibler les ménages par les : membres de la communauté elle-même. En 2019, une attention particulière sera portée à l'inclusion des critères de vulnérabilités sociales, telles que les femmes cheffes de ménages avec enfants, les enfants séparés et mineurs non accompagnés et les personnes à besoins spécifiques et les personnes âgées. Pour les bénéficiaires dans le camp de Sayam Forage, un ciblage basé sur la vulnérabilité spécifique des réfugiés sera mis en place graduellement au cours de l'année 2019.

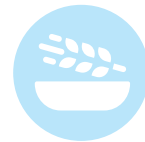
## CONTACT

Genot Luc  
FAO  
luc.genot@fao.org

Doehnert Federico  
PAM  
federico.doehnert@wfp.org

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL	Pers. ciblées	PAR STATUT					REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES		PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin		Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
 Séc. Alim.	289K	145K	59K	-	-	13K	72K	-	50%	52   45   3%		\$49,4M



## PERS. DANS LE BESOIN



516k

## SECURITÉ ALIMENTAIRE

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA

## PERSONNES CIBLÉES



250k

## BUDGET (US\$)



39,1 M

## # DE PARTENAIRES



10

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 1:

**1** Apporter une assistance alimentaire et agricole coordonnée pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence

APPUI L' OS3

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 2:

**2** Renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs dans les zones affectées par les crises

APPUI L' OS2

## SEC. ALIMENTAIRE OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités des structures nationales pour assurer l'évaluation, le suivi des activités et l'analyse de la réponse sensible au genre et la protection

APPUI L' OS1

Au cours de l'année 2018, la situation sécuritaire dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Mali dans les régions de Tahoua et Tillabéri s'est dégradée sensiblement, avec une intensification des conflits intercommunautaires, qui sont exacerbés par la présence de groupes armés non-étatiques. L'insécurité et les mesures mise en place par les autorités suite à la déclaration de l'état d'urgence ont un impact important sur le libre mouvement des populations, le fonctionnement des marchés et l'accès aux moyens d'existence. De plus, les tensions intercommunautaires dans la bande frontalière avec le Mali ont engendré d'importants mouvements de populations. Selon le Cluster Protection, près de 50 000 personnes ont été déplacées au cours de l'année 2018. De plus, environ 55 000 réfugiés maliens continuent à résider dans trois camps de réfugiés dans le nord de la région de Tillabéri, ainsi que dans la zone d'accueil de réfugiés (ZAR) d'Intikane dans la région de Tahoua. La situation de la sécurité alimentaire reflète la détérioration de la situation sécuritaire, avec une augmentation importante du nombre de personnes en phase crise et urgence (selon la classification du Cadre Harmonisé) projetée pour 2019. Autour de 50% de la population en insécurité alimentaire dans les régions de Tahoua et Tillabéri réside dans les dix départements le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso. L'accès humanitaire dans ces zones reste très limité et n'est possible qu'à travers des mesures sécuritaires importantes telles que l'utilisation d'escortes armées, ou dans le cadre de couloirs humanitaires.

## Activités prévues

- Distribution gratuite ciblée de vivres et transferts monétaires aux personnes affectées par le conflit dans les camps et hors camps ;
- Là où la situation sécuritaire et l'accès humanitaire le permettent, distribution conditionnelle sous formes de vivres ou de cash aux personnes en insécurité alimentaire afin de sécuriser leurs moyens d'existence ;
- Distribution d'intrants agricoles, zootechniques et vétérinaires et / ou cash aux ménages affectés par la crise /ayant eu un déficit de production ;
- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenu et distribution de kits alternatifs de protection de l'environnement aux ménages vulnérables ;
- Renforcement des capacités des autorités régionales dans l'analyse et la conduite d'enquêtes de sécurité alimentaire, particulièrement en situation d'urgence ;
- Renforcement du système de suivi et d'évaluation de la réponse, à travers un partage d'expérience, un échange et une valorisation des données existantes.

## Grandes lignes de la stratégie

- L'assistance vise à répondre aux besoins alimentaires de 250 000 personnes en insécurité alimentaire situées dans les deux régions, dont 190 000 dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso. L'assistance alimentaire sous forme de vivre et/ou de cash vise à

sauver des vies et sécuriser les moyens d'existence des populations affectées par la crise.

- Au niveau des ménages, l'assistance alimentaire et agricole sera fournie aux ménages sur la base de la vulnérabilité socio-économique selon la catégorisation de l'approche HEA (Household Economy Approach / Analyse de l'économie des ménages). Cette approche, basée sur une perception communautaire de la pauvreté, vise à cibler les ménages par les membres de la communauté elle-même. En 2019, une attention particulière sera portée à l'inclusion des critères de vulnérabilités sociales, telles que les femmes cheffes de ménages avec enfants, les enfants séparés et mineurs non accompagnés et personnes à besoins spécifiques et les personnes âgées. Pour les réfugiés,

le ciblage basé sur la vulnérabilité introduit en 2018 se poursuivra en 2019.

- Le Cluster continuera son appui aux autorités régionales et à leurs partenaires dans la collecte et l'analyse des données des évaluations en situation d'urgence, particulièrement à travers le système de Mécanisme de réponse rapide (MRR/RRM) et autres enquêtes de sécurité alimentaire afin d'assurer une meilleure qualité de la réponse et la redynamisation des GTSA pour faciliter l'alerte et la coordination de la réponse.

Les grands axes des priorités du Cluster seront de faciliter le consensus sur les priorités, créer des synergies de réponse ; générer des informations et des évidences afin d'enrichir la qualité de la réponse alimentaire, de s'assurer de la prise en compte des aspects de protection, de redevabilité et du genre dans la mise en œuvre de la réponse.

#### CONTACT

Genot Luc  
FAO  
luc.genot@fao.org

Doehnert Federico  
PAM  
federico.doehnert@wfp.org

#### REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
sc. Alim.	1,5M	676K	176K	-	-	26K	474K	-	50%	52   45   3%	\$91,2I

## PERS. DANS LE BESOIN



991k

## PERSONNES CIBLÉES



728k

## BUDGET (US\$)



12,1M

## # DE PARTENAIRES



12

## SANTÉ OBJECTIF 1:

**1** Améliorer l'accès et la qualité des SSP et de référence, y compris la SSR et le VIH/Sida, les complications médicales de la malnutrition aiguë sévère, le traumatisme physique et psychologique pour les populations vulnérables des zones ciblées **APPUI L' OS1 et L' OS2**

## SANTÉ OBJECTIF 2:

**2** Assurer la prévention, la préparation et la réponse appropriées aux maladies à potentiel épidémique, aux autres catastrophes et urgences sanitaires. **APPUI L' OS1 et L' OS3**

## SANTÉ OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités du pays dans la coordination des interventions sanitaires d'urgence et le système de santé aussi bien au niveau national que régional. **APPUI L' OS1 et L' OS2**

## SANTÉ

## SITUATION NATIONALE

En 2019, le Cluster Santé visera à réduire au maximum la morbidité, la mortalité et les incapacités qui pourraient être évitées car liées à la faible accessibilité aux soins de santé ainsi qu'aux conséquences sanitaires des mouvements de populations. Une riposte coordonnée et appropriée des principales épidémies dans le pays au cours de ces cinq dernières années sera menée. Des activités spécifiques à l'accès aux soins des réfugiés et déplacés internes, à la santé sexuelle et reproductive et également à la santé infantile et des personnes âgées seront menées. Le nexus humanitaire-développement permettra au Cluster de renforcer le système de santé en mettant notamment l'accent sur l'affectation de ressources humaines en quantité et de qualité, le renforcement des capacités des agents et la dotation en matériels et équipements sanitaires.

## Activités prévues

- 1) l'appui à la surveillance épidémiologique par la formation en Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR) ainsi que par la collecte et l'analyse des données de notification
- 2) l'organisation des campagnes de riposte vaccinale contre les flambées de maladies évitables par la vaccination qui ne sont pas couvertes par les programmes réguliers
- 3) l'élaboration ou la mise à jour des plans de préparation et de riposte aux urgences sanitaires y compris la fièvre de la vallée du Rift et les fièvres hémorragiques.
- 4) la mise en place d'un dispositif minimum en santé sexuelle et reproductive en situation d'urgence (DMU/SR) y compris le VIH/Sida, les maladies sexuellement transmissibles (IST) et les violences basées sur le genre
- 5) le pré positionnement des kits sanitaires d'urgence dans les districts sanitaires affectés par les crises

6) l'accès aux soins de santé (primaires et de référence) pour les populations vulnérables et la formation du personnel de santé à la gestion des risques sanitaires courants et des risques de catastrophes en santé ainsi que l'appui au Gouvernement pour la coordination des interventions sanitaires d'urgence au niveau national.

## Grandes lignes de la stratégie

Les données sur les maladies à potentiel épidémiques seront collectées chaque semaine, par sexe et par âge, à travers le système de surveillance épidémiologique du Ministère de la santé publique qui sera renforcé.

La stratégie visera à renforcer la prévention, la préparation, la surveillance/confirmation et la riposte aux pics épidémiques ainsi que la résilience du système de santé et des communautés à faire face à ces flambées épidémiques et aux conséquences sanitaires dans les situations d'urgence. Elle visera également à améliorer l'accessibilité aux soins de santé primaires et de référence pour les populations vulnérables. Le travail en synergie avec les autres secteurs (Wash, Secal, Nutrition, Protection) se fera dès que nécessaire.

La gratuité de certains soins chez certaines cibles spécifiques sera élargie (enfants de moins de 5 ans, les PDI et les réfugiés, les accouchements assistés et le référencement des complications obstétricales etc.).






**CONTACT**

Rosine Sama K.  
Cluster coordinator  
samak@who.int  
Sécurité sanitaire et Urgence  
baruaningoy@who.int

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Santé	991K	728K	56K	4K	150K	5K	184K	330K	<div><div>51%</div></div>	<div><div>61</div><div>30</div><div>9%</div></div>	\$12,1M

## PERS. DANS LE BESOIN



134k

## PERSONNES CIBLÉES



134k

## BUDGET (US\$)



3,4M

## # DE PARTENAIRES



10

## SANTÉ OBJECTIF 1:

**1** Améliorer l'accès et la qualité des SSP et de référence, y compris la SSR et le VIH/Sida, les complications médicales de la malnutrition aiguë sévère, le traumatisme physique et psychologique pour les populations vulnérables des zones ciblées **APPUI L'OS1 et L'OS2**

## SANTÉ OBJECTIF 2:

**2** Assurer la prévention, la préparation et la réponse appropriées aux maladies à potentiel épidémique, aux autres catastrophes et urgences sanitaires. **APPUI L'OS1 et L'OS3**

## SANTÉ OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités du pays dans la coordination des interventions sanitaires d'urgence et le système de santé aussi bien au niveau national que régional. **APPUI L'OS1 et L'OS2**

## SANTÉ

## ZOOM SUR DIFFA

La réponse dans la région de Diffa suit le plan de réponse national avec toutefois une particularité du fait du caractère prolongé de la crise. Même si la situation à Diffa tend à se normaliser, ce processus reste fragile.

## Activités prévues

1) l'appui à la surveillance épidémiologique par la formation en Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR) ainsi que par la collecte et l'analyse des données de notification (2) l'organisation des campagnes de riposte vaccinale contre les flambées de maladies évitables par la vaccination qui ne sont pas couvertes par les programmes réguliers (3) l'élaboration ou la mise à jour des plans de préparation et de riposte aux urgences sanitaires y compris les fièvres hémorragiques que la région a connu en 2017. (4) la mise en place d'un dispositif minimum en santé sexuelle et reproductive en situation d'urgence (DMU/SR) y compris le VIH/Sida, les IST et les violences basées sur le genre (5) le pré positionnement des kits sanitaires d'urgence (IEKH, kits SR) dans les districts sanitaires affectés par les crises (6) l'accès aux soins de santé (primaires et de référence) pour les populations vulnérables et (7) la formation du personnel de santé à la gestion des risques sanitaires courants et des risques de catastrophes en santé ainsi que l'appui au Gouvernement pour la coordination des interventions sanitaires d'urgence au niveau national.

## Grandes lignes de la stratégie

Ces grandes lignes sont identiques sur le plan national. Un appui à l'élaboration de la nouvelle carte sanitaire de Diffa s'avèrera nécessaire. Les autres stratégies de réponse en urgence vont continuer :

- Renforcement des capacités des agents pour une meilleure surveillance épidémiologique ;

- Mise en place des intrants pour une riposte appropriée des épidémies ;
- Appui en personnel de santé conformément aux normes du Ministère de la santé selon les typologies de formations sanitaires tout en plaçant pour que le Gouvernement assure la mise en place du personnel ;
- Déploiement des cliniques mobiles pour les personnes n'ayant pas accès aux formations sanitaires
- Gratuité des soins et des services de santé pour les plus vulnérables (enfants de moins de cinq ans, accouchements assistés, évacuations des complications obstétricales et autres blessés graves, prise en charge médicale des violences sexuelles) ;
- Dotation en médicaments essentiels, et en kits d'urgence (IEHK, Kits SR) ;
- Collaboration avec les autres clusters pour une prise en charge holistique (WASH, protection, nutrition et insécurité alimentaire, etc.) ;
- Appui pour le référencement des malades avec des ambulances ;
- Renforcement de la coordination (réunions du Cluster et groupe technique de travail santé/ nutrition).



CONTACT

Rosine Sama K.  
Cluster coordinator  
samak@who.int

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL	Pers. ciblées	PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin		Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautes d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Santé	134K	134K	120K	-	-	-	14K	-	51% <div><div></div></div>	61% <div><div></div></div> 30% <div><div></div></div> 9% <div><div></div></div>	\$8M

## PERS. DANS LE BESOIN



398k

## PERSONNES CIBLÉES



319k

## BUDGET (US\$)



8,7M

## # DE PARTENAIRES



8

## SANTÉ OBJECTIF 1:

**1** Améliorer l'accès et la qualité des SSP et de référence, y compris la SSR et le VIH/Sida, les complications médicales de la malnutrition aiguë sévère, le traumatisme physique et psychologique pour les populations vulnérables des zones ciblées **APPUI L'OS1 et L'OS2**

## SANTÉ OBJECTIF 2:

**2** Assurer la prévention, la préparation et la réponse appropriées aux maladies à potentiel épidémique, aux autres catastrophes et urgences sanitaires. **APPUI L'OS1 et L'OS3**

## SANTÉ OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités du pays dans la coordination des interventions sanitaires d'urgence et le système de santé aussi bien au niveau national que régional. **APPUI L'OS1 et L'OS2**

## SANTÉ

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA



La réponse dans les régions de Tillabéri et Tahoua en matière de surveillance épidémiologique est identique à celle mise en œuvre au plan national. Cependant certaines activités spécifiques en matière d'accès aux soins de santé et certaines thématiques spécifiques telle que la santé de la reproduction et la santé infanto-juvénile seront particulièrement renforcées dans les régions frontalières avec le Mali et le Burkina Faso où sévit une situation d'insécurité pouvant aggraver le fonctionnement du système de santé.

## Activités prévues

1) l'appui à la surveillance épidémiologique par la formation en Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR) ainsi que par la collecte et l'analyse des données de notification (2) l'organisation des campagnes de riposte vaccinale contre les flambées de maladies évitables par la vaccination qui ne sont pas couvertes par les programmes réguliers (3) l'élaboration ou la mise à jour des plans de préparation et de riposte aux urgences sanitaires y compris les fièvres hémorragiques que la région a connues en 2017. (4) la mise en place d'un dispositif minimum en santé sexuelle et reproductive en situation d'urgence (DMU/SR) y compris le VIH/Sida, les IST et les violences basées sur le genre (5) le pré positionnement des kits sanitaires d'urgence (IEKH, kits SR) dans les districts sanitaires affectés par les crises et (6) la formation du personnel de santé à la gestion des risques sanitaires courants et des risques de catastrophes en santé ainsi que l'appui au Gouvernement pour la coordination des interventions sanitaires d'urgence au niveau national.

## Grandes lignes de la stratégie


- Renforcement des capacités des agents pour une meilleure surveillance épidémiologique ;

- Mise en place des intrants pour une riposte appropriée aux épidémies ;
- Appui en personnel de santé conformément aux normes du Ministère de la Santé selon les typologies de formations sanitaires tout en plaçant pour que le gouvernement assure la mise en place du personnel ;
- Déploiement des cliniques mobiles pour les personnes n'ayant pas accès aux formations sanitaires ;
- Gratuité des soins et des services de santé pour les plus vulnérables (enfants de moins de cinq ans, les accouchements assistés, évacuations des complications obstétricales et autres blessés graves, prise en charge médicale des violences sexuelles) ;
- Dotation en médicaments essentiels, et en kits d'urgences (IEHK, Kits SR) ;
- Collaboration avec les autres clusters pour une prise en charge holistique (WASH, protection, nutrition et insécurité alimentaire, etc.) ;
- Appui pour le référencement des malades avec des ambulances ;
- Renforcement de la coordination (réunions du cluster et groupe technique de travail santé/nutrition).

CONTACT

Rosine Sama K.  
Cluster coordinator  
samak@who.int

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Santé	398K	319K	55K	4K	150K	-	-	126K	51% <div><div></div></div>	61   30   9% <div><div></div><div></div><div></div></div>	\$8,7M



## PERS. DANS LE BESOIN



583K

## PERSONNES CIBLÉES



336K

## BUDGET (US\$)



21,3M

## # DE PARTENAIRES



24

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 1:

**1** Assister de manière coordonnée à ce que chaque ménage vulnérable bénéficie d'un kit BNB nécessaire à la protection de sa dignité

**APPUI L' OS1 et L' OS3**

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 2:

**2** Assister de manière coordonnée à fournir à chaque ménage vulnérable un abri nécessaire à sa protection et à la préservation de sa dignité

**APPUI L' OS1 et L' OS3**

## CONTACT

Peter KIOY  
Chargé de programme  
pkioy@iom.int

## ABRIS/BNB

## SITUATION NATIONALE

## Contexte

L' année 2019 s' annonce avec davantage de défis pour le Groupe de travail abris et bien non alimentaires (GTABNA). En effet, avec la déclaration de l'état d'urgence en 2018 dans certaines localités des régions de Tahoua et de Tillabéri, situées le long de la frontière avec le Mali et les nouvelles attaques à la frontière du Burkina Faso, une montée continue des affrontements entre FDS et groupes armés non étatiques, déclenchant des mouvements de population forcées, est observée. Parallèlement, les mêmes populations déplacées du fait de l'instabilité dans la zone se livrent à des conflits inter-ethniques, des razzias avec des représailles sanglantes qui déstabilisent davantage les populations.

Au même moment, du côté de Diffa, les défis sont importants. Malgré une relative accalmie en 2018, la situation sécuritaire reste incertaine avec des cas d'enlèvements de personnes et des demandes de rançon, des vols et des pillages. Cette situation n'encourage pas les ménages à envisager un retour dans leurs villages d'origine et laisse alors entrevoir la possibilité de nouveaux déplacements ou de re-déplacements en 2019. D'autre part, faute de financement, beaucoup de besoins sont restés sans réponse depuis 2017.

La stratégie de réponse du GTABNA aux populations affectées par les deux crises citées ci-dessus (Diffa, Tillabéri/Tahoua), diffère en fonction de la nature de la crise.

Tenant compte de la durée de la crise au niveau du Bassin du Lac Tchad, de la faiblesse des perspectives de retour des ménages dans leurs villages d'origine et de la rareté des ressources financières pour continuer dans l'urgence, le GTABNA a

orienté sa stratégie vers le renforcement de la résilience des personnes. Le GTABNA a orienté la quasi-totalité de ses réponses vers la résilience. Un stock de contingence sera mis en place pour les quelques cas d'urgence qui peuvent se présenter étant donné que la situation sécuritaire reste toujours fragile. Ainsi 12 000 ménages sont comptabilisés pour recevoir des BNB et 17 000 ménages pour bénéficier d'une assistance en abris. Ces derniers sont décomposés en 12 000 abris transitionnels et 5 000 abris d'urgence pour les zones toujours estimées à haut risque de mouvements secondaires.

La réponse à Tillabéri et Tahoua, compte tenue de la nature et de l'ampleur de la crise, sera essentiellement une assistance d'urgence. Pour les deux régions, 15 000 ménages seront assistés en BNB et 12 000 en abris. En effet, une bonne partie des ménages déplacés étant nomades et n'ayant donc pas de logement fixe, ils ont déjà adopté des mécanismes d'adaptation à leurs besoins en matière de logement.

En 2019, le GTABNA poursuivra son appui au Gouvernement pour la prise en charge des personnes sinistrées victimes des inondations sur l'ensemble du territoire du Niger. Le groupe propose une réponse constituée d'abris d'urgence et de biens non alimentaires car la cible est constituée de ménages dont la case ou la maison a été endommagée ou détruite. En 2019, la population ciblée est de 16 000 ménages pour une réponse en abri d'urgence ; soit en kit abris ou en cash ; soit en kits BNB. Cette réponse se fera en coordination avec les institutions de l'Etat en charge de la crise et réunies au sein de la cellule de coordination pour la gestion des crises liées aux inondations.



## Activités prévues

Les activités prévues en 2019 sont :

1. Renforcement de la coordination et du transfert de compétence avec les autorités étatiques ;
2. Evaluation des besoins;
3. Profilage/ciblage des bénéficiaires;
4. Achat et pré-positionnement de kits ;
5. Distribution de kits/transfert monétaire ;
6. Assistance pour la construction des abris et renforcement des capacités des bénéficiaires sur les techniques de construction ;
7. Suivi et évaluation des distributions ;
8. Renforcement des capacités des membres du GTABNA sur les besoins/ gaps identifiés.

## Grandes lignes de la stratégie

L'objectif stratégique est de réduire la vulnérabilité des ménages en matière d'abris et de biens non alimentaires en assurant une intervention rapide, cohérente et concertée. La stratégie développée vise à appuyer le Gouvernement à répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes déplacées, des familles hôtes vulnérables dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua ainsi que des personnes victimes de catastrophes (inondation, incendie, mouvement de population hors Diffa) dans toutes les régions du Niger.

Cette stratégie cadre parfaitement avec les objectifs stratégiques du PRH national.

1. Travailler de manière coordonnée pour que chaque ménage vulnérable bénéficie d'un kit BNA nécessaire à sa protection : réalisation d'évaluations des besoins, partage d'informations, profilage/ciblage des personnes dans le besoin, assistance BNA en transfert monétaire (bons d'achat, foire etc.) dans les zones plus stables, distribution de kits BNA composés dans le cadre des nouveaux déplacements, renouvellement de kits NFI allégés pour les ménages de zones plus ou moins instables.
2. Travailler de manière coordonnée à fournir à chaque ménage vulnérable un toit adéquat nécessaire à la protection de sa dignité : réalisation d'évaluations des besoins, partage d'informations, profilage/ciblage des personnes dans le besoin, formation/assistance pour la construction d'abris, construction d'abris d'urgence distribution de bâches et cordes pour le renforcement des abris détériorés, aménagement de sites, distribution de kits abris, construction d'abris transitoires, évaluation post distribution.
3. Coordonner une réponse rapide pour les ménages victimes de catastrophes en leur fournissant des abris d'urgence et des BNA : pré-positionner des kits d'abris d'urgence et de BNA, partager des zones de pré-positionnement, évaluer les besoins, distribuer des kits BNA et monter des abris d'urgence.

### CONTACT

Peter KIOY  
Chargé de programme  
pkioy@iom.int

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE			BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
 Abris et BNA	583K	336K	83K	-	182K	12K	59K	-	51%	52   45   3%		\$21,3M

## PERS. DANS LE BESOIN



255K

## PERSONNES CIBLÉES



125K

## BUDGET (US\$)



12M

## # DE PARTENAIRES



24

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 1:

**1** Assister de manière coordonnée à ce que chaque ménage vulnérable bénéficie d'un kit BNB nécessaire à la protection de sa dignité.

APPUI L' OS1 et L' OS3

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 2:

**2** Assister de manière coordonnée à fournir à chaque ménage vulnérable un abri nécessaire à sa protection et à la préservation de sa dignité.

APPUI L' OS1 et L' OS3

## CONTACT

Peter KIOY  
Chargé de programmes  
pkioy@iom.int

## ABRIS/BNB

## ZOOM SUR DIFFA

## Contexte de Diffa

La situation de déplacement dans la région de Diffa perdure et la probabilité pour que les familles déplacées (toutes catégories confondues) retournent dans leur village d'origine est faible. Le prolongement de cette situation nécessite donc une nouvelle réponse en abris et en BNB, plus adaptée à la protection des familles déplacées.

## Activités

En 2019, le GTABNA a l'ambition de renforcer la résilience des ménages en proposant davantage d'abris transitoires, là où c'est possible, en fonction des conditions de sécurité et de stabilité du site. Les abris d'urgence seront proposés uniquement dans le cadre de nouveaux mouvements, de renouvellement ou de renforcement sur les sites qui paraissent instables. Cette stratégie nécessite un recadrage des espaces alloués aux ménages en vue de prévenir certains problèmes tels que la promiscuité, le manque d'assainissement, les petits conflits de cohabitation, etc.

Dans le cadre des abris transitionnels, une possibilité d'accompagnement des ménages dans les zones de retour est une option à envisager pour les cas qui se présenteront en 2019.

Concernant les BNB, près de 31% des kits BNB seront alloués aux ménages à travers les transferts monétaires. En utilisant les transferts monétaires, le GTABNA espère réduire la revente des articles et offrir aux ménages d'avoir la possibilité de choisir ce qui répond à leurs besoins. Dans le même temps, des kits RRM et leur renouvellement

seront proposés pour les zones où la faisabilité de transfert monétaire n'est pas envisageable.

## Grandes lignes de la stratégie

Cette nouvelle façon d'aménager les sites s'accompagne d'une collaboration avec le Cluster EHA.

En effet, les abris transitoires doivent s'accompagner de toilettes. En plus des besoins en eau potable sur les sites, il est nécessaire de se concerter pour l'harmonisation et la distribution des kits d'hygiène.

L'intersectorialité s'étend aussi au domaine de la protection, avec la mise en place de mécanismes de gestion des plaintes, la participation au référencement des cas de protection identifiés lors des opérations, la prise de dispositions pour l'intégration transversale de la protection dans les activités du groupe, l'assistance au transport et à la construction pour les personnes ayant des besoins spécifiques.

Les sites stables sont des endroits qui permettent aux enfants de poursuivre leur scolarité dans de meilleures conditions. Ainsi, l'approche de classes évolutives entamée par le Cluster éducation pourra accompagner le GTABNA afin de créer des conditions d'apprentissage adéquates pour les enfants.



## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL	Pers. ciblées	PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin		Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
Abris et BNB	255K	125K	26K	-	37K	6K	56K	-	51%	52   45   3%	\$11,9M



## PERS. DANS LE BESOIN



178K

## PERSONNES CIBLÉES



125K

## BUDGET (US\$)



11,8M

## # DE PARTENAIRES



8

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 1:

**1** Assister de manière coordonnée à ce que chaque ménage vulnérable bénéficie d'un kit BNB nécessaire à la protection de sa dignité.

**APPUI L' OS1 et L' OS3**

## ABRIS/BNB. OBJECTIF 2:

**2** Assister de manière coordonnée à fournir à chaque ménage vulnérable un abri nécessaire à sa protection et à la préservation de sa dignité.

**APPUI L' OS1 et L' OS3**

## CONTACT

Peter KIOY  
Chargé de programmes  
pkioy@iom.int

## ABRIS/BNB

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA

## Contexte

La planification de la réponse Tillabéri/Tahoua intervient à un moment où la crise prend de l'ampleur. L'insécurité s'est étendue à la zone frontalière avec le Burkina Faso où des mouvements de population ont eu lieu dans de nouvelles localités. Les déplacements de population, la difficulté d'avoir accès aux personnes affectées ainsi que la nécessité de parvenir à une analyse des besoins pour une réponse adéquate constituent des problématiques auxquelles le secteur doit trouver des réponses appropriées.

La situation reste tendue en raison des attaques et conflits intercommunautaires qu'a connu la zone. La collecte d'information devient difficile (recensement exhaustif non disponible) et la peur de représailles fait qu'une partie de la population préfère rester dans l'anonymat. Le GTABNA reste prudent quant à la réalisation d'abris transitionnels dans ce genre de contexte. La réponse proposée est essentiellement composée de 12 000 abris d'urgence et de 15 000 kits en BNB.

Ici la centralité de la protection est essentielle pour le respect des principes humanitaires afin de ne pas heurter les sensibilités des uns et des autres.

## Activités

Les activités sont essentiellement la géolocalisation des bénéficiaires, les évaluations des besoins, le profilage et/ou le ciblage des bénéficiaires, l'achat et le stockage voire le pré positionnement des kits d'abris d'urgence et BNB, la distribution de kits et l'assistance dans la réalisation des abris.

Ces activités seront orientées sur la centralité de la protection avec l'intégration d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des autorités et des ONG locales sur les interventions en urgence, la gestion des informations et la gestion des camps.

## Grandes lignes de la stratégie

A Tillabéri et Tahoua, la stratégie consiste à s'appuyer sur la stratégie RRM afin de pouvoir apporter rapidement une réponse aux populations dans le besoin. Du fait des difficultés d'accès aux personnes dans le besoin (dispersion de la population, besoin de corridor humanitaire), le groupe compte s'appuyer sur les ONG nationales pour pouvoir atteindre le maximum de personnes dans le besoin. Le partage d'information avec le Cluster Protection constitue un pilier central de l'intervention dans les régions de Tillabéri et Tahoua.

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT						REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES			PAR SEXE & AGE			BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
Abris et BNB	178K	125K	-	-	70K	-	-	55K	51%	52   45   3%		51%	52   45   3%		\$8M

## PERS. DANS LE BESOIN



344K

## PERSONNES CIBLÉES



219K

## BUDGET (US\$)



12,4M

## # DE PARTENAIRES



30

## ÉDUCATION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès inclusif à des environnements d'apprentissages sûrs et protecteurs qui contribuent la protection et au bien-être développemental et psychosocial de toutes les filles et tous les garçons affectés par une crise humanitaire, ainsi qu'en situation de vulnérabilité.

APPUI L' OS1 et L' OS2

## ÉDUCATION OBJECTIF 2:

**2** Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation ainsi que les conditions d'apprentissage dans les contextes d'urgence.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## ÉDUCATION OBJECTIF 3:

**3** Les capacités des structures éducatives (y compris les parents, communautés et enfants) sont renforcées dans la prévention et la gestion des situations d'urgence et des risques de catastrophes.

APPUI L' OS3

## ÉDUCATION

## SITUATION NATIONALE

Les crises qui pourraient impacter le secteur de l'éducation en 2019 au Niger sont principalement les mouvements de populations liés aux conflits armés dans le Bassin du Lac Tchad (Diffa) et dans la bande frontalière au Mali et Burkina Faso (Tillabéri et Tahoua), les inondations et le déficit fourrager. Pour ce dernier, l'aspect considéré est l'impact de la sécheresse sur la scolarisation des enfants à travers le déplacement des éleveurs.

L'instabilité sécuritaire constitue le premier obstacle à l'accès à l'éducation : Selon la Direction régionale de l'enseignement primaire de Diffa et Tillabéri, 30 écoles dans la région de Diffa et 32 écoles à Tillabéri sont encore fermées et 265 écoles restent difficilement accessibles du fait de l'insécurité à Tillabéri. Les autres défis sont liés à la mobilisation des enseignants dans les communes affectées et à la capacité d'accueil des écoles, notamment le manque de cantines scolaires et de latrines.

Le Cluster Education considère les enfants de la tranche d'âge 4-17 ans et le personnel éducatif affecté par les trois crises comme personnes dans le besoin, soit 344 000 enfants (dont 175 000 filles). De ces personnes, le Cluster cible 219 000 enfants (51% filles). Il s'agit de 80% des enfants dans les régions affectées par les conflits (Diffa, Tahoua et Tillabéri) et 15% dans les régions affectées par les inondations et le déficit fourrager. Etant donné que les inondations et le déficit fourrager sont des problématiques récurrentes dans le pays, le Cluster Education mettra l'accent sur le renforcement des capacités des écoles à faire face aux chocs et, en collaboration avec les acteurs de développement, appuiera le Gouvernement à définir une stratégie plus durable pour répondre aux problématiques récurrentes.

## Activités prévues

Les activités prévues ont pour objectif la réouverture et le bon fonctionnement des écoles dans les zones directement affectées afin de promouvoir une éducation équitable et inclusive dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur. Cela se fera à travers des activités de mobilisation communautaire, la mise en place et l'équipement d'espaces d'apprentissage temporaire (EAT) afin d'améliorer la capacité d'accueil des écoles et faciliter un retour rapide des enfants dans le système éducatif. Dans les régions touchées par les conflits, un accent sera mis sur la préparation et la réponse aux risques à travers la formation des enseignants en C/DRR et l'appui psychosocial et la mise en place des plans de préparation et de réponse aux urgences au niveau des écoles. Dans les régions touchées par les inondations et le déficit fourrager le Cluster Education facilitera le retour à l'école des enfants à travers la réhabilitation basique des salles de classes légèrement endommagées, l'appui aux écoles en matériaux de construction d'urgence (bâches et cordes) pour faciliter la mise en place des EATs et la sensibilisation des sinistrés sur la protection des investissements scolaires. Un plaidoyer auprès des acteurs de développement est à renforcer pour des réponses durables en termes de reconstruction des salles de classe gravement endommagées et d'accompagnement du Gouvernement dans la mise en place d'une stratégie de prévention, de préparation et de réponse aux risques de conflits et de catastrophes. En outre, en 2019 une stratégie pour mieux répondre aux besoins éducatifs urgents des enfants de 13 à 17 ans sera élaborée en collaboration avec le Gouvernement. Le Cluster Education travaillera avec le Sous-cluster Protection de l'enfance pour s'assurer que le système de référencement pour les enfants dans les zones de conflit soit mis en place dans toutes les structures scolaires appuyées et que le système de monitoring et de documentation des attaques contre le système éducatif fonctionne.





## CONTACT

Boureima Daouda  
Coord. ai. Cluster Education  
bdaouda@unicef.org

## Grandes lignes de la stratégie et activités

Le Cluster Education orientera sa stratégie autour de trois axes prioritaires :

- 1) un environnement d'apprentissage sûr et protecteurs ;
- 2) une éducation de qualité dans les

contextes d'urgence et

3) la résilience des écoles, enfants, et personnels éducatifs.

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL	Pers. ciblées	PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin		Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
Education	344K	219K	76K	-	105K	11K	27K	-	51%	100%	\$12,4M

## PERS. DANS LE BESOIN



144K

## PERSONNES CIBLEES



115K

## BUDGET (US\$)



7,8M

## # DE PARTENAIRES



30

## ÉDUCATION

## ZOOM SUR DIFFA

La situation sécuritaire à Diffa s'est sensiblement améliorée, mais elle reste volatile. Depuis 2014, les interventions des partenaires ont permis d'assurer l'accès à l'éducation à 52 516 enfants (dont 26 735 filles) enfants affectées par la crise. Un total de 956 enseignants a été formés en appui psychosocial et à la pédagogie didactique. Plusieurs défis persistent et nécessitent encore un appui des partenaires. Les enfants de 13-17 ans sont faiblement concernés par ces interventions. L'insuffisance des enseignants dans les écoles d'urgence en raison de la concentration de ces derniers dans les zones urbaines continuent d'impacter la qualité de l'éducation. En outre l'évaluation des enseignants contractuels de juillet 2017 a mené au licenciement de plusieurs centaines d'entre eux, dont 783 à Diffa, créant ainsi un déficit qui n'a jusque-là pas été totalement comblé.

A l'heure actuelle, 30 écoles, sur les 151 fermées en 2015, demeurent fermées suite aux risques sécuritaires. Dans certaines écoles ouvertes, l'absence de cantines scolaires est un facteur limitant pour assurer le maintien et la fréquentation constante des enfants à l'école. Dans la région de Diffa, selon les derniers chiffres publiés par la DREC au mois de juillet 2018 le nombre de personnes en situation de déplacement est de 249 813 soit une diminution de 2 492 comparativement au chiffre d'octobre 2017 (252 305). Avec cette mise à jour, le Cluster Education estime le nombre de personnes dans le besoin à 144 000 enfants en âge scolaire (4- 17 ans). De ces personnes dans le besoin, le Cluster cible 115 000 enfants, dont 51% de filles.

## Activités prévues

La stratégie du Cluster Education est basée sur le renforcement des capacités d'accueil des structures formelles et non formelles

## ÉDUCATION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès inclusif à des environnements d'apprentissages sûrs et protecteurs qui contribuent la protection et au bien-être développemental et psychosocial de toutes les filles et tous les garçons affectés par une crise humanitaire, ainsi qu'en situation de vulnérabilité.

**APPUI L' OS1 et L' OS2**

## ÉDUCATION OBJECTIF 2:

**2** Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation ainsi que les conditions d'apprentissage dans les contextes d'urgence.

**APPUI L' OS2 et L' OS3**

## ÉDUCATION OBJECTIF 3:

**3** Les capacités des structures éducatives (y compris les parents, communautés et enfants) sont renforcées dans la prévention et la gestion des situations d'urgence et des risques de catastrophes.

**APPUI L' OS3**

afin de permettre l'intégration des enfants (déplacés, réfugiés, retournés, communautés d'accueil) et leur faciliter un retour rapide dans le système éducatif. Les acteurs de mise en œuvre exécuteront les activités suivantes : mise en place et équipement de salles de classe temporaires, sensibilisation sur les thématiques transversales (avec un accent particulier sur l'environnement protecteur du lieu d'apprentissage), distribution de fournitures scolaires, formation de nouveaux enseignants sur l'appui psychosocial et C/DRR et l'analyse des risques et de la vulnérabilité des écoles, mise en place de cantines scolaires, distribution de manuels aux enseignants et aux élèves, appui à l'encadrement pédagogique et la mise en place de plans de préparation et de réponse aux risques. Dans la région de Diffa un accent sera mis sur les adolescents car les activités de Cluster Education des années précédentes ciblaient les enfants du primaire.

## Grandes lignes de la stratégie


La coordination du Groupe de Travail Education (GTE) à Diffa est assurée par la Direction Régionale de l'Enseignement Primaire (DREP) et l'ONG Coopi comme co-facilitatrice. Le GTE à Diffa assurera les mécanismes de coordination, dans l'optique d'une transition éventuelle des activités aux acteurs de développement. En 2019 une stratégie pour mieux répondre aux besoins

éducatifs urgents des enfants de 13 à 17 ans sera élaborée en collaboration avec le Gouvernement.

## CONTACT

Boureima Daouda  
Coord. ai. Cluster Education  
bdaouda@unicef.org

## REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Education	144K	115K	49K	-	43K	-	23K	-	51%	100%	\$7,8M



## PERS. DANS LE BESOIN



114K

## PERSONNES CIBLÉES



91K

## BUDGET (US\$)



4M

## # DE PARTENAIRES



5

## ÉDUCATION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès inclusif à des environnements d'apprentissages sûrs et protecteurs qui contribuent la protection et au bien-être développemental et psychosocial de toutes les filles et tous les garçons affectés par une crise humanitaire, ainsi qu'en situation de vulnérabilité.

APPUI L' OS1 et L' OS2

## ÉDUCATION OBJECTIF 2:

**2** Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation ainsi que les conditions d'apprentissage dans les contextes d'urgence.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## ÉDUCATION OBJECTIF 3:

**3** Les capacités des structures éducatives (y compris les parents, communautés et enfants) sont renforcées dans la prévention et la gestion des situations d'urgence et des risques de catastrophes.

APPUI L' OS3

## ÉDUCATION

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA

## Contexte

La situation dans les régions de Tillabéri et Tahoua est considérée comme très fragile, et il est très probable que les mouvements de population s'accroissent et que les zones d'insécurité s'étendent à de nouveaux départements, notamment ceux à la frontière avec le Burkina Faso. L'état d'urgence en vigueur dans les zones affectées limite les possibilités de supervision des écoles par les inspecteurs et les conseillers pédagogiques dont la mobilité repose essentiellement sur des motos dont la circulation est interdite en raison de l'état d'urgence. Une multiplication des attaques est constatée dans des zones jusque-là épargnées telles que Torodi et Anzourou avec des menaces et des intimidations sur les acteurs de l'école (attaques des cinq écoles à Torodi en octobre 2018, menace sur le personnel enseignant de l'Anzourou). Selon l'Inspection de l'Enseignement Primaire de Tillabéri, 32 écoles restent toujours fermées et 265 écoles fonctionnelles restent difficilement accessibles aux autorités éducatives du fait de l'insécurité dans la région.

## Activités prévues

Le Cluster Education ciblera les écoles dans les zones d'accueil et les écoles d'urgence et se focalisera sur le renforcement des capacités d'accueil des structures formelles et non formelles afin de permettre l'intégration des enfants (déplacés, réfugiés, retournés, communautés d'accueil) et faciliter un retour rapide dans le système éducatif. Les acteurs de mise en œuvre exécuteront les activités suivantes : mise en place et équipement de salles de classes temporaires, sensibilisation sur les thématiques transversales (avec un accent particulier sur l'environnement protecteur du lieu d'apprentissage), distribution de fournitures scolaires, formation des enseignants sur l'appui psychosocial et C/DRR, l'analyse des

risques et la vulnérabilité des écoles face aux risques, mise en place de cantines scolaires, distribution de manuels aux enseignants et aux élèves, appui à l'encadrement pédagogique et à la mise en place de plans de préparation et de réponse aux risques notamment dans les écoles des zones à haut risque.

## Grandes lignes de la stratégie

La coordination dans les deux régions est assurée par les DREP de Tillabéri et Tahoua et les ONGs co-facilitatrices. Avec l'augmentation du nombre d'acteurs dans les deux régions, le Cluster Education Nationale continuera de renforcer les capacités de ces deux GTE afin de garantir une coordination et une réponse efficaces aux standards définis par le Cluster. Les GTE travailleront en synergie avec les autres secteurs notamment Eau hygiène et assainissement, la sécurité alimentaire et la Protection afin d'assurer une réponse holistique. En étroite collaboration avec le sous-cluster Protection de l'enfance, le GTE s'assurera qu'un système de référencement pour les enfants dans les zones de conflits est mis en place dans toutes les structures scolaires appuyées et que le système de monitoring et de documentation des attaques contre le système éducatif est fonctionnel.

CONTACT

Boureima Daouda  
Coord. ai. Cluster Education  
bdaouda@unicef.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Education	114K	91K	27K	-	62K	-	2K	-	51% <div><div></div></div>	100% <div><div></div></div>	\$4M



## PERS. DANS LE BESOIN



867K

## PERSONNES CIBLÉES



546K

## BUDGET (US\$)



28,5M

## # DE PARTENAIRES



51

## PROTECTION OBJECTIF 1:

**1** Assurer l'intégration de la protection comme un objectif collectif, contribuer à la réduction de la vulnérabilité et améliorer la capacité de résilience des populations exposées aux risques de protection par le renforcement des actions de prévention et réponse.

APPUI L' OS1 et L' OS3

## PROTECTION OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la protection des enfants affectés par la crise humanitaire et l'assurance du respect de leurs droits humains.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## PROTECTION OBJECTIF 3:

**3** La réponse à la violence basée sur le genre sauve des vies, est opportune et répond aux besoins, aux droits et à la dignité des survivantes et des personnes à risque.

APPUI L' OS1, L' OS2 et L' OS3

## PROTECTION

## SITUATION NATIONALE

## PROTECTION GÉNÉRALE

Selon les analyses du Cluster protection (87 en 2018), plus de 867 000 personnes ont besoin d'interventions de protection. Un total de 546 339 personnes seront ciblées en 2019, notamment les enfants, femmes, personnes âgées, personnes souffrant d'un handicap) qui sont les plus affectées par les conflits entre groupes armés non étatiques. Au-delà des atteintes à l'intégrité physique, le manque de documentation juridique et civile et les difficultés à enregistrer les nouveaux apparaissent comme des problématiques relativement communes dans les sites de déplacés.

La fragmentation sociale basée sur les distinctions entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs et les rivalités interethniques sont aussi une source de tension historique exacerbée par le conflit, notamment dans la région de Tillabéri et Tahoua. L'accès aux ressources naturelles de plus en plus limité est également une source de tensions sociales.

Les risques de protection liés aux droits au logement, à la terre et à la propriété (LTP) augmentent et pourraient résulter dans l'expulsion des familles. La situation est d'autant plus complexe car elle doit aussi tenir compte de la présence de restes de guerre, comme le montre l'étude menée par le gouvernement (CNCCAI).

Enfin, le Niger reste un pays de transit pour des milliers de migrants d'Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi que pour les demandeurs d'asile, qui peuvent être exposés à des abus, à des violations de leurs droits, à l'exploitation et aux violences basées sur le genre.

## Activités prévues

En 2019, le Cluster Protection travaillera sur : (i) le renforcement de la coordination

et la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection des filles, des garçons, des hommes et des femmes et des personnes affectés par les déplacements forcés ; (ii) le renforcement de l'environnement de protection à travers une analyse de la situation de protection des personnes déplacées par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées et la promotion du cadre des solutions durables intégrées ; y compris une stratégie sur des questions liées au LTP et anti-mine ; (iii) la coordination et le renforcement du mécanisme de collecte et de partage des données, d'analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice ; (iv) un soutien à la mise en œuvre de la stratégie de protection de l'EHP et un suivi des mécanismes de redevabilité envers les populations affectées. Le renforcement du cadre juridique des populations déplacées et le suivi du plan GP20 se poursuivra en 2019.

Le transfert progressif des responsabilités de coordination sectorielle aux autorités nationales se poursuivra à travers les activités de renforcement des capacités des acteurs nationaux selon le plan d'action déjà validé.

## Grandes lignes de la stratégie

La stratégie du Cluster Protection se basera sur les objectifs spécifiques suivants :

- Renforcer la coordination et assurer la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection, des filles, des garçons, des hommes et des femmes,



ainsi que des personnes affectées par les déplacements forcés ;

- Renforcer l'environnement de protection à travers une analyse de la situation de protection des personnes déplacées, par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées et la promotion du cadre de solutions durables et intégrées; y compris une stratégie sur des questions liées au LTP et anti-mines ;
- Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d'analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées et un suivi efficace des cas individuels de protection, y compris l'accès à la justice.

## PROTECTION DE L'ENFANCE

La détresse psychosociale et le manque d'accès aux services de base, suite aux mouvements de population, restent des problématiques majeures qui affectent les enfants dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua. Les régions de Zinder et d'Agadez sont confrontées à la migration des personnes vers l'Europe via le Maghreb et à des mouvements de retour d'Algérie. Dans ce contexte, les enfants se déplacent sans protection familiale et dans les conditions extrêmes du désert. Ils sont exposés à la traite, au travail forcé, à la maltraitance et à l'exploitation sexuelle. Par ailleurs, les enfants transférés de Lybie vers le Niger en attente de solution durable ont également besoin d'un accompagnement suite aux exactions vécues lors de leur trajet migratoire.

### Activités prévues

Les projets rédigés dans le cadre de la réponse sectorielle du Sous Cluster Protection de l'Enfance au Niger permettront de réaliser les activités suivantes :

- Mise en place de mesures préventives pour réduire les risques de violations des droits des enfants en promouvant un environnement protecteur ;
- Renforcement de la prise en charge alternative et soutien à la réinsertion socio-économique ou scolaire des enfants soupçonnés d'association ou associés aux groupes armés ;
- Renforcement du système national de prise en charge alternative des enfants à besoins spécifiques, y compris les enfants séparés et non accompagnés.

En plus des activités de protection de l'enfance, le SCPE renforce son approche intégrée avec les autres secteurs, particulièrement pour ce qui est des violences basées sur le genre, de la nutrition et de la sécurité alimentaire à travers les activités suivantes :

- Contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de réponse pour les enfants survivants de violences sexuelles ;
- Sensibiliser les jeunes mères et les enfants en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition sur les questions de protection dans les centres de récupération nutritionnelle.

Eu égard à la méthodologie de ciblage définie par le SCPE, 293 906 enfants (soit 61% des enfants dans le besoin), dont 161 648 filles, sont ciblés pour les activités de protection de l'enfance. De plus, 94 285 adultes, dont 56 571 femmes, ont été ciblés pour les activités de sensibilisation et un appui psychosocial.

### Grandes lignes de la stratégie

La stratégie d'intervention du Sous Cluster Protection de l'Enfance au Niger s'articule autour des objectifs spécifiques suivants :

- Réduire les risques de violation des droits des enfants affectés à travers des mesures préventives et la promotion d'un environnement protecteur ;

#### CONTACT

Eric Gervier  
Senior Protection Officer  
gervier@unhcr.org

- Améliorer la qualité et l'accès aux services de réponse pour les enfants les plus vulnérables, en mettant un accent sur les filles.

En 2018, la mise en œuvre du principe de « localisation », issue de l'accord Grand Bargain, a permis de travailler avec des ONG nationales pour apporter une réponse efficace et rapide dans des localités difficilement accessibles par les organisations internationales et agences des Nations Unies. Néanmoins, la plupart des ONG nationales travaillant dans le domaine de la protection de l'enfance ont besoin d'un renforcement des capacités institutionnelles (redevabilité, gestion financière, leadership, ressources humaines). C'est pourquoi, la coalition des ONG nationales au Niger, la CONAF, a rédigé un projet spécifique au renforcement institutionnel des ONG nationales pour la protection de l'enfance en situation de crise.

#### CONTACT

Eric Gervier  
Senior Protection Officer  
gervier@unhcr.org

### VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (VBG)

Avec les déplacements forcés des populations, les systèmes de soutien familial et communautaire sont déstructurés entraînant des changements de normes sociales. Les services sociaux de base comme la santé, la police ou la justice, dont la couverture était déjà limitée avant la crise, se trouvent dépassés ce qui favorise l'impunité dans un environnement socio-culturel où les violences basées sur le genre sont banalisées et plusieurs types de violence restent encore tabou. Ces dernières augmentent la vulnérabilité des femmes, des jeunes, des adolescentes, des personnes

âgées. En 2019 sur les 295 148 personnes dans le besoin identifiées par le sous cluster VBG, 177 089 personnes dont plus de 50% de femmes, adolescentes et jeunes seront ciblées.

#### Activités prévues

Le sous cluster privilégiera les activités stratégiques suivantes qui toucheront chacune des régions concernées par la crise à savoir : (i) le renforcement des capacités des partenaires pour améliorer la qualité des services auprès des personnes survivantes de VBG, y compris auprès des enfants et les adolescentes, (ii) l'intégration des VBG dans les interventions des autres secteurs, (iii) le renforcement du système de gestion des cas et la gestion de l'information relative aux VBG.

#### Grandes lignes de la stratégie

La stratégie du Sous Cluster VBG portera sur le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux, des acteurs nationaux et des mécanismes à base communautaires (hommes, femmes, garçon et fille) afin d'assurer la pérennité et la proximité des services de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre et réduire les risques de vulnérabilité. Elle portera sur la restauration des droits et la dignité des personnes survivantes des VBG à travers les services de qualité, appropriés, coordonnés et holistiques en collaboration avec les acteurs tant humanitaires que de développement.

#### REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE			BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
 Protection	867K	546K	173K	3K	147K	26K	197K	-	52%	73   24   3%		\$28,5M

## PERS. DANS LE BESOIN



461K

## PERSONNES CIBLÉES



346K

## BUDGET (US\$)



20,5M

## # DE PARTENAIRES



41

## PROTECTION OBJECTIF 1:

**1** Assurer l'intégration de la protection comme un objectif collectif, contribuer à la réduction de la vulnérabilité et améliorer la capacité de résilience des populations exposées aux risques de protection par le renforcement des actions de prévention et réponse.

**APPUI L' OS1 et L' OS3**

## PROTECTION OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la protection des enfants affectés par la crise humanitaire et l'assurance du respect de leurs droits humains.

**APPUI L' OS2 et L' OS3**

## PROTECTION OBJECTIF 3:

**3** La réponse à la violence basée sur le genre sauve des vies, est opportune et répond aux besoins, aux droits et à la dignité des survivantes et des personnes à risque.

**APPUI L' OS1, L' OS2 et L' OS3**

## PROTECTION

## ZOOM SUR DIFFA

## PROTECTION GÉNÉRALE

Les attaques menées dans la région de Diffa, continuent de constituer une menace sécuritaire pour les populations de la région, à laquelle s'ajoutent plusieurs préoccupations en termes de protection liées au déplacement. Ces personnes sont exposées à des risques de protection divers, notamment la difficulté d'accès à certaines localités, le manque de pièces d'identité, les arrestations arbitraires, la restriction de mouvement et l'accès limité aux services sociaux de base. Les personnes ayant des besoins spécifiques nécessitent une réponse adaptée et un suivi régulier, particulièrement les personnes porteuses de handicap. Des tensions intercommunautaires persistent, en particulier au niveau de Nguigmi, Diffa, et Bosso.

Avec la poursuite des déplacements dans la région de Diffa, les incidents de protection liés aux droits au logement, à la terre et à la propriété (LTP) augmentent et pourraient mener à l'expulsion des familles. Ces expulsions ou nouveaux déplacements interrompent les processus d'achèvement de solutions durables et d'autonomisation. Dans le contexte du retour, les dommages qu'ont subi les maisons et les champs dans les villages d'origine en raison de l'absence prolongée des personnes déplacées pourraient présenter des obstacles au processus de retour et/ou de réintégration durable. La situation est d'autant plus complexe qu'elle doit tenir compte de la présence de restes de guerre, comme le montre l'étude menée par le gouvernement (CNCCAI).

En 2019, Les interventions du GT protection de Diffa ciblent 345 993 personnes. Le GTP à Diffa poursuivra le renforcement de la résilience des personnes ciblées à travers les structures communautaires.

## Activités prévues

Les activités du GTP se concentreront sur la réponse immédiate aux violations des droits, ainsi que sur les capacités locales et d'autoprotection des populations pour faire face aux crises et chocs actuels et futurs. Il assurera l'analyse continue des risques de protection, notamment les facteurs à la base des violences. Les activités incluront la prévention et la réponse aux situations d'abus, de négligence, d'exploitation, l'éducation aux risques de mines et engins explosifs. La protection des personnes en situation de handicap inclut l'approche inclusive et l'accès aux différents services existants, ainsi que des appuis techniques pour faciliter les activités quotidiennes. Le GTP assumera également sa responsabilité qui est d'appuyer les autres GT à mettre en place ou à renforcer la redevabilité envers les populations affectées par le biais de formations et d'un appui continu. L'enregistrement et la documentation de ces personnes est une préoccupation majeure de protection, tout comme l'est l'appui psychosocial permanent et itinérant.

## Grandes lignes de la stratégie

Le Groupe de travail protection (GTP) renforcera et favorisera le respect des droits fondamentaux des personnes déplacées, retournées ainsi que des communautés hôtes, à améliorer leurs capacités de résilience et la cohésion sociale et à prévenir l'exposition aux risques de protection ceci à travers une approche inclusive axée sur l'analyse des vulnérabilités. En plus des objectifs spécifiques du Cluster protection, la stratégie du GT protection se focalise en priorité sur les personnes vulnérables ayant des besoins spécifiques. L'objectif est d'améliorer l'environnement de la protection par la réduction des risques et des vulnérabilités en vue de sauver des vies en cas de



situation d'urgence.

## PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans la région de Diffa affectée par la crise du Bassin du Lac Tchad, 180 354 enfants (soit 70% des enfants dans le besoin), dont 99 195 filles, sont ciblés par les activités de protection de l'enfance. Et 55 628 adultes, dont 33 377 femmes, sont ciblés pour les activités de sensibilisation et d'appui psychosocial. La situation de crise perdure et les adolescents ont développé des mécanismes d'adaptation négatifs tels que le banditisme et le sexe de survie. Dans la région de Diffa, les projets de protection de l'enfance viseront essentiellement les adolescents, au nombre de 59 517 (soit 60% des enfants ciblés) sachant qu'un grand nombre d'enfants déplacés lors du début de la crise en 2013, sont devenus des adolescents et ont besoin d'une protection adaptée aux risques liés à leur âge, notamment l'enrôlement dans les groupes armés, le sexe de survie, le mariage des enfants et d'autres formes de VBG.

### Activités prévues

Deux activités prioritaires directement liées à la coordination seront appuyées par le Sous cluster protection de l'enfance (SCPE), notamment :

- Le Child Survivor Initiative, a pour objectif de renforcer la coordination PE-VBG et d'améliorer les services de santé, pour une réponse efficace et adaptée aux enfants et adolescents survivants de violences sexuelles. Dans ce cadre, 21 experts comprenant des psychologues, travailleurs sociaux, agents de santé, et agents de justice ont été formés pour appuyer l'initiative.
- Le Système de gestion de l'information (CPIMS+) a pour objectif d'améliorer la qualité de la gestion des cas dans le respect des protocoles et standards ainsi que le partage d'informations sécurisées entre les acteurs de protection de l'enfance, dont les autorités nationales lead du système. Le CPIMS sera facilité à travers l'utilisation du logiciel Primero.

Le SCPE entend renforcer les mécanismes de coordination et d'harmonisation des interventions des acteurs de protection de l'enfance sous le leadership du Gouvernement. Il entend également veiller à l'application des standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire, notamment à travers le respect des six standards contextualisés aux réalités du Niger et relatifs à la violence sexuelle, aux enfants associés à des forces armées ou groupes armés, à la gestion des dossiers, aux mécanismes communautaires, à l'intégration de la protection de l'enfance

dans l'éducation et au relèvement économique.

## Grandes lignes de la stratégie

Un accent particulier sera mis sur le nexus humanitaire-développement par le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures gouvernementales (travailleurs sociaux, centres sociaux/ CEPPP, système de gestion de l'information) et ONG nationales en vue de la pérennisation des acquis et le transfert de compétences pour la prise en charge des enfants et le référencement effectif entre les différents services de bases (santé, éducation, justice). Le SCPE a développé une activité spécifique à la mise en œuvre du Nexus, à savoir appuyer l'accès aux services nationaux de PE à travers le renforcement de la gestion des cas et du système de référencement pour les enfants à besoins spécifiques, et notamment les enfants survivants de violence sexuelle.

## VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (VBG)

L'environnement sécuritaire des populations civiles est instable et contribue à la détérioration de leur situation de protection. Les capacités des services de sécurité et judiciaire dans les sites/camps des personnes déplacées restent encore faibles.

### Activités prévues

En plus des activités principales du Sous Cluster au niveau national, Le SGTVBG privilégiera les activités visant à soutenir la réduction de la vulnérabilité des populations affectées notamment pour les femmes et les filles avec (i) l'accès aux services d'information et de soutien socio-économique dans le cadre d'une réponse multisectorielle pour atténuer les risques de SGBV, (ii) le plaidoyer auprès des leaders et acteurs au niveau national, régional et local pour la prévention, la mitigation et la réponse aux incidents de SGBV, (iii) l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité).

## Grandes lignes de la stratégie

La stratégie du Sous Cluster VBG visera l'offre de services de base de qualité, en temps opportun, aux personnes survivantes des VBG (femmes, filles, hommes et garçons) Le Sous Cluster VBG travaillera pour renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux, et communautaires (hommes, femmes, garçons et filles) afin d'assurer la pérennité et la proximité des services et réduire les risques de vulnérabilité.



CONTACT

Eric Gervier  
Senior Protection Officer  
gervier@unhcr.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Tota
Protection	400K	195K	55K	-	42K	-	98K	-	52%	73   24   3%	\$1!



## PERS. DANS LE BESOIN



400K

## PERSONNES CIBLÉES



195K

## BUDGET (US\$)



15M

## # DE PARTENAIRES



18

## PROTECTION OBJECTIF 1:

**1** Assurer l'intégration de la protection comme un objectif collectif, contribuer à la réduction de la vulnérabilité et améliorer la capacité de résilience des populations exposées aux risques de protection par le renforcement des actions de prévention et réponse.

APPUI L' OS1 et L' OS3

## PROTECTION OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la protection des enfants affectés par la crise humanitaire et l'assurance du respect de leurs droits humains.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## PROTECTION OBJECTIF 3:

**3** La réponse à la violence basée sur le genre sauve des vies, est opportune et répond aux besoins, aux droits et à la dignité des survivantes et des personnes à risque.

APPUI L' OS1, L' OS2 et L' OS3

## PROTECTION

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA



## PROTECTION GÉNÉRALE

Les attaques menées dans les régions de Tillabéri et Tahoua continuent de constituer une menace sécuritaire pour les populations hôtes de la région, à laquelle s'ajoutent plusieurs préoccupations en termes de protection liées au déplacement. Ces personnes sont exposées à des risques de protection divers, notamment la difficulté d'accès à certaines localités, le manque de pièces d'identité, les arrestations arbitraires, la restriction des mouvements et l'accès limités aux services sociaux de base. Des tensions intercommunautaires persistent, en particulier au niveau d'Ayorou, Tillia, Abala et Banibangu.

L'accès à l'assistance humanitaire pour les personnes déplacées reste un défi en raison des risques sécuritaires importants dans les localités des régions de Tahoua et de Tillabéri qui sont frontalières avec le Mali, ainsi que l'impraticabilité des routes. En 2019, les interventions du GT protection de Tillabéri et Tahoua concerneront 194 562 personnes.

## Activités prévues

Les activités reposeront sur (i) le renforcement de la coordination et la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection des filles, des garçons, des hommes, des femmes et des personnes affectées par les déplacements forcés; (ii) sur le renforcement de l'environnement de protection à travers une analyse de la situation de protection des personnes déplacées, par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées et la promotion du cadre des solutions durables intégrées; y compris une stratégie sur des questions liées au LTP et anti-mine,

(iii) sur la coordination et le renforcement du mécanisme de collecte et de partage des données, d'analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et de contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice.

## Grandes lignes de la stratégie

Compte tenu de la complexité du contexte de déplacement des populations qui sont majoritairement éleveurs et nomades, l'assistance humanitaire aux personnes vulnérables et celles présentant des besoins spécifiques reste une priorité pour les acteurs de protection. Dans les trois villages identifiés par le gouvernement pour accueillir des IDPs (Inates, Abonkor et Tilloua), les activités de protection et d'assistance pourront être conduites pour tous ceux qui y seront enregistrés. Le Cluster Protection continuera le plaidoyer afin d'accélérer l'identification d'autres villages d'accueil dans la zone frontalière. Pour les IDPs installés dans les sites spontanés, le Cluster Protection soutiendra les plaidoyers développés par l'Equipe Humanitaire Pays pour multiplier les corridors humanitaires ou toutes autres initiatives entreprises sous la protection des forces de l'ordre afin de faciliter l'accès aux zones affectées par des incidents de sécurité. Dans toutes les zones en état d'urgence, le Cluster Protection va continuer à orienter les agences en charge du Protection Monitoring afin que soient déployés des points focaux responsables d'alerter sur les mouvements de populations, conduire un profiling sommaire et contribuer à l'élaboration de listes de bénéficiaires avec les autorités locales afin de les communiquer aux acteurs humanitaires implantés dans ces zones. Le GTP de Tillabéri et de Tahoua veillera à créer un environnement de protection à travers



une analyse de la situation de protection des personnes déplacées, par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées, ainsi que par la prévention des conflits intercommunautaires. Le renforcement du mécanisme de collecte et de partage des données, d'analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et de contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées seront prioritaires.

## PROTECTION DE L'ENFANCE

### Activités prévues

Deux activités prioritaires directement liées à la coordination seront appuyées par le SCPE, notamment :

- Le Child Survivor Initiative, a pour objectif de renforcer la coordination PE-VBG et d'améliorer les services de santé, pour une réponse efficace et adaptée aux enfants et adolescents survivants de violences sexuelles. Dans ce cadre, 21 experts comprenant des psychologues, travailleurs sociaux, agents de santé, et agents de justice ont été formés pour appuyer l'initiative ;
- Le Système de gestion de l'information (CPIMS+) a pour objectif d'améliorer la qualité de la gestion de cas dans le respect des protocoles et standards. Le partage d'informations sécurisées entre les acteurs de protection de l'enfance, dont les autorités nationales lead du système, sera facilité à travers l'utilisation du logiciel Primero.

La SCPE entend renforcer les mécanismes de coordination et d'harmonisation des interventions des acteurs de protection de l'enfance sous le leadership du Gouvernement ; s'assurer de la bonne application des standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire, notamment à travers le respect des six standards contextualisés aux réalités du Niger et relatifs à la violence sexuelle, aux enfants associés à des forces armées ou groupes armés, à la gestion des dossiers, aux mécanismes communautaires, à l'intégration de la protection de l'enfance dans l'éducation

et au relèvement économique.

## Grandes lignes de la stratégie

Un accent particulier sera mis sur le nexus humanitaire-développement par le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures gouvernementales (travailleurs sociaux, centres sociaux/ CEPPP, système de gestion de l'information) et ONG nationales en vue de la pérennisation des acquis et le transfert de compétences pour la prise en charge des enfants et le référencement effectif entre les différents services de base (santé, éducation, justice). Le SCPE a développé une activité spécifique à la mise en œuvre du Nexus: Appuyer l'accès aux services nationaux de PE à travers le renforcement de la gestion des cas et du système de référencement pour les enfants ayant des besoins spécifiques, y compris les enfants survivants de violence sexuelle.

## VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (VBG)

Dans les régions de Tillabéri et Tahoua, les populations déplacées vivent dans la promiscuité, et avec peu de ressources pour subvenir à leur besoin. Les femmes, les filles, les adolescentes, les hommes et garçons vivant dans un environnement non sécurisé sont obligés de se déplacer pour subvenir à leurs besoins et s'exposent alors à des risques multiples (viol, agression physique, agression sexuelle etc.). Aussi il manque un mécanisme de protection et des services de prise en charge des cas. Sur 87 543 personnes dans le besoin, le Sous-Groupe de travail VBG (SCVBG) ciblera 52 532 personnes.

### Activités prévues

Le SGTVB appuiera, en plus des activités principales au niveau national, (i) la mise en place ou la redynamisation des structures communautaires de prévention et mitigation des risques de VBG incluant les femmes, les filles, les hommes et les garçons et (ii) la facilitation de l'accès aux services de prise en charge multisectorielle VBG (médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité).

#### CONTACT

Eric Gervier  
Senior Protection Officer  
gervier@unhcr.org

Grandes lignes de la stratégie


La stratégie du Sous-Groupe de travail VBG portera sur la sensibilisation des communautés aux causes et aux conséquences des VBG ainsi que sur l'accès aux services disponibles, l'amélioration des services de base de qualité, coordonnés et en temps opportun aux personnes survivantes des VBG (femmes, filles, hommes et

garçons) en vue de renforcer leur résilience.

CONTACT

Eric Gervier  
Senior Protection Officer  
gervier@unhcr.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE			BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
 Protection	400K	195K	55K	-	42K	-	98K	-	52% <div><div></div></div>	73   24   3% <div><div></div></div>		\$15,1M



## PERS. DANS LE BESOIN



1,8M

## PERSONNES CIBLÉES



1,2M

## BUDGET (US\$)



76,3M

## # DE PARTENAIRES



37

## NUTRITION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès équitable à une prise en charge nutritionnelle de qualité pour les filles, les garçons et les femmes enceintes et allaitantes atteints de malnutrition aiguë

APPUI L' OS2

## NUTRITION OBJECTIF 2:

**2** Prévenir la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, en particulier dans les zones vulnérables.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## NUTRITION OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités de de coordination, de gestion de l'information et de surveillance nutritionnelle.

APPUI L' OS1

## NUTRITION

## SITUATION NATIONALE

## Contexte

Il est estimé que le secteur de la nutrition ciblera environ 1,2 million d'enfants et de femmes en 2019 et que cette cible annuelle ne devrait pas évoluer drastiquement d'ici 2021. Comme observé depuis de nombreuses années au Niger, la nature chronique et persistante du problème de la malnutrition engendre chaque année en moyenne environ 370 000 enfants de moins de 5 ans sévèrement malnutris (MAS) admis pour traitement. Presque 500 000 enfants de 6 à 23 mois atteints de malnutrition aiguë modérée, plus de 170 000 femmes enceintes et environ 66 000 enfants de 6 à 23 mois à risque de malnutrition auront besoin d'une supplémentation nutritionnelle préventive. Enfin, environ 77 000 personnes accompagnantes d'enfants MAS avec complications médicales recevront une assistance alimentaire pendant leur hospitalisation.

Ces chiffres sont en légère augmentation chaque année du fait d'une croissance démographique très élevée. Devant l'envergure du problème de la malnutrition, le Niger a élaboré une politique nationale multisectorielle de sécurité nutritionnelle (PNSN), composée de huit engagements :

- 1) Gouvernance et coordination multisectorielle de la nutrition ;
- 2) Nutrition et santé ;
- 3) Agriculture et systèmes alimentaires sensibles à la nutrition ;
- 4) Eau, hygiène et assainissement sensibles à la nutrition ;
- 5) Nutrition et protection Sociale ;

6) Nutrition et éducation ;

7) Nutrition et maladies non transmissibles et enfin,

8) Communication et plaidoyer pour la nutrition. Cette politique multisectorielle et son plan d'action budgétisé inclut la prise en charge de la malnutrition aiguë, y compris en situation d'urgence et englobe un ensemble d'interventions à fort potentiel d'impact qui, dès leur mise en œuvre, contribueront à des objectifs de sécurité nutritionnelle et donc de résilience.

La stratégie du Plan de réponse humanitaire se doit, à l'image de la PNSN, d'être multisectorielle et alignée sur les mêmes objectifs s'inscrivant ainsi dans l'approche de Nexus humanitaire - développement. Ce présent plan de réponse met cependant l'accent uniquement sur quelque unes des interventions prioritaires spécifiques à la nutrition répondant aux besoins les plus aigus sur l'ensemble du territoire.

## Activités prévues

Les activités prévues pour répondre aux besoins aigus des personnes les plus vulnérables incluent :

- Le dépistage de la malnutrition aiguë, dépistage de masse seul ou bien couplé aux activités santé (CPS, PCIME-Com, sortie foraines/mobiles) ; aux approches à base communautaire (PFE, PB-parents, etc.), et aux interventions couplées à l'assistance alimentaire (blanket feeding, DGC, etc.) et le référencement des cas dépistés dans les centres de prises en charge des formations sanitaires.
- La prise en charge de la malnutrition

aiguë sévère (enfants de moins de 5 ans) et modérée (enfants 6-23 mois et femmes enceintes) avec une approche de renforcement du système de santé.

- Des activités intégrées « WASH in Nutrition » en CRENI et en collaboration avec les acteurs du Cluster WASH auprès des ménages affectés par la malnutrition (avec enfants MAS admis pour traitement).
- Une assistance alimentaire aux personnes accompagnant les enfants atteints de MAS et de complications médicales nécessitant une hospitalisation (en CRENI).
- La supplémentation nutritionnelle préventive des enfants 6-23 mois des ménages pauvres et très pauvres bénéficiant d'une assistance alimentaire dans les zones vulnérables (activités dites de "blanket feeding" ou encore la promotion de farines infantiles fortifiées), en collaboration avec les acteurs du Cluster de la Sécurité Alimentaire.
- La protection, la promotion et le soutien aux pratiques adéquates de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), en particulier la mise en œuvre d'activité ANJE en situation d'urgence,
- La stimulation du jeune enfant avec l'intégration d'activités de Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE).
- Le renforcement des mécanismes de coordination sectorielle au niveau national et décentralisé ainsi que la promotion de synergies multisectorielles.
- L'appui à la gestion de l'information relative à la nutrition et à la surveillance

nutritionnelle de par le suivi et l'analyse des données de routine et par la réalisation d'une enquête nationale de nutrition.

- La Préparation et la Planification de la Réponse aux situations d'Urgences (PPRU) et de chocs saisonniers/pic de malnutrition avec les mesures dites CMAM-Surge; approche foraines/mobiles et en collaboration avec les mécanismes de réponse rapide type RRM.

### Les grandes lignes de la stratégie

Avec des objectifs à moyen, voire long terme du Nexus humanitaire – développement et donc de renforcement des capacités nationales et locales, de renforcement du système de santé et de transfert progressif des ressources et des compétences, le renforcement des structures étatiques est devenu un enjeu majeur pour l'intégration des activités de nutrition. La principale approche stratégique consiste donc à fournir un appui au Gouvernement dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions.

Les efforts pour prévenir la malnutrition seront intensifiés, en renforçant notamment le dépistage et le référencement précoce des cas de malnutrition aiguë à travers la mise à l'échelle progressive d'approches basées sur la communauté (ex: approche « PB-mère ») et la promotion et l'adoption de comportements favorables à la nutrition à travers l'appui et la mise à l'échelle de stratégies de promotion, de protection et de soutien de pratiques adéquates d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE). En parallèle, les efforts d'intégration des interventions de nutrition au sein des activités i) de la santé (dépistage de la malnutrition aiguë au sein des campagnes de Chimio prévention du Paludisme Saisonnier (CPS) et des activités

#### CONTACT

Cécile Basquin  
Nutrition cluster coordinator  
coordination.gtn@gmail.com

CONTACT


Cécile Basquin  
Nutrition cluster coordinator  
coordination.gtn@gmail.com

de Santé à base communautaire (PCIME Communautaire) ; ii) de l'eau, hygiène et assainissement – EHA (WASH-in-Nut) ; iii) de l'éducation (Développement de la Petite Enfance, soutien psycho-social, stimulation du jeune enfant, etc.) seront poursuivis et renforcés.

Un soutien actif pour le renforcement des capacités de coordination, notamment au niveau décentralisé dans le cadre d'une

approche multisectorielle durable en synergie avec l'initiative 3N sera intensifié et étendu à l'échelle nationale. Des actions de plaidoyer en faveur de la nutrition seront entreprises vers davantage d'engagement politique et de ressources pour la nutrition et vers la promotion de la politique nationale de sécurité nutritionnelle et du Nexus humanitaire – développement.

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautes d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Nutrition	1,8M	1,2M	2K	-	7K	-	164K	1M	62%	78   22	\$76,3M



## PERS. DANS LE BESOIN

101<sub>K</sub>

## PERSONNES CIBLÉES

83<sub>K</sub>

## BUDGET (US\$)

72<sub>M</sub>

## # DE PARTENAIRES



16

## NUTRITION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès équitable à une prise en charge nutritionnelle de qualité pour les filles, les garçons et les femmes enceintes et allaitantes atteints de malnutrition aiguë

APPUI L' OS2

## NUTRITION OBJECTIF 2:

**2** Prévenir la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, en particulier dans les zones vulnérables.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## NUTRITION OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités de de coordination, de gestion de l'information et de surveillance nutritionnelle.

APPUI L' OS1

## NUTRITION

## ZOOM SUR DIFFA

## Contexte

La situation nutritionnelle dans la région de Diffa reste préoccupante et est exacerbée par la persistance de l'état d'urgence et de facteurs de nature à aggraver les vulnérabilités existantes. Il est estimé qu'un peu plus de 82 000 personnes bénéficieront des services de nutrition annuellement à Diffa. Cet effectif inclut 15 600 enfants de 0 à 59 mois atteints de MAS, dont environ 2 000 avec complications médicales, 28 762 enfants de 6-23 mois atteints de MAM, 12 032 femmes enceintes atteintes de MAM. Quelque, 23 750 enfants de 6-23 mois des ménages pauvres et très pauvres bénéficiant d'une assistance alimentaire recevront une supplémentation nutritionnelle préventive et 2 390 personnes accompagnantes des patients admis en CRENI recevront une assistance alimentaire.

## Activités prévues

Les principales activités prévues pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables sont :

- L'évaluation et le suivi de la situation nutritionnelle ;
- La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et modérée ;
- Le dépistage communautaire régulier de la malnutrition aiguë et le référencement des cas dans les centres de prise en charge ;
- La supplémentation nutritionnelle préventive auprès des ménages pauvres et très pauvres éligibles à l'assistance alimentaire ;
- La promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant, en particulier la mise en œuvre de l'ANJE en situation d'urgence ;
- Le renforcement de la coordination décentralisée.

## Grandes lignes de la stratégie

En cohérence avec la stratégie mise en place à l'échelle nationale, l'approche pour la région de Diffa sera aussi guidée par une vision d'atteinte d'objectifs à moyen, voire à long terme et de rapprochement humanitaire – développement afin d'établir les fondations nécessaires permettant d'aller vers une résilience nutritionnelle des populations.

Le nombre d'admissions de cas de malnutrition aiguë dans la région de Diffa est relativement stable tout au long de l'année avec une recrudescence de cas surtout en période de soudure pastorale. Une optimisation de l'accès et de la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère continuera d'être recherchée à travers l'appui aux structures étatiques, y compris dans leur stratégies foraines/avancées pour fournir des services de soins de santé-nutrition à un niveau périphérique aux populations éloignées des formations sanitaires.

Les efforts d'intégration des interventions de Nutrition au sein des activités de la santé (dépistage de la malnutrition aiguë au sein des campagnes CPS et activités PCIME-Communautaire) ; de l'Eau, Hygiène et Assainissement – EHA (WASH-in-Nut), ainsi que des approches de prévention à base communautaire seront poursuivis et renforcés.


Le GTN à Niamey et le Groupe de Nutrition-Santé de Diffa veilleront à travailler davantage en synergie et en collaboration pour un renforcement de la coordination des activités de nutrition. Une analyse et un suivi plus rapprochés de la situation nutritionnelle, des efforts de Planification et de Préparation de plan de Réponse aux situations d'Urgence (PPRU) seront entrepris.

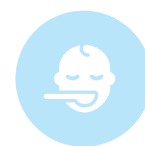


CONTACT

Cécile Basquin  
Nutrition cluster coordinator  
coordination.gtn@gmail.com

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Nutrition	101K	83K	-	-	7K	-	76K		62% <div><div></div></div>	78   22 <div><div></div></div>	\$72M



## PERS. DANS LE BESOIN

517<sub>K</sub>

## PERSONNES CIBLÉES

352<sub>K</sub>

## BUDGET (US\$)

73<sub>M</sub>

## # DE PARTENAIRES



11

## NUTRITION OBJECTIF 1:

**1** Assurer un accès équitable à une prise en charge nutritionnelle de qualité pour les filles, les garçons et les femmes enceintes et allaitantes atteints de malnutrition aiguë

APPUI L' OS2

## NUTRITION OBJECTIF 2:

**2** Prévenir la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, en particulier dans les zones vulnérables.

APPUI L' OS2 et L' OS3

## NUTRITION OBJECTIF 3:

**3** Renforcer les capacités de de coordination, de gestion de l'information et de surveillance nutritionnelle.

APPUI L' OS1

## NUTRITION

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA

## Contexte

Pour le secteur de la nutrition, une analyse similaire ressort pour les régions de Tahoua et Tillabéri. La situation nutritionnelle dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina-Faso continuera d'être préoccupante. Si l'état d'urgence se prolonge, continuant à limiter les opportunités d'activités génératrices de revenus, l'accès aux marchés et aux services sociaux de base, les vulnérabilités existantes ne feront que perdurer.

Un pic de malnutrition prévisible est observé de manière cyclique et annuelle en période de soudure pastorale en mars – avril – mai à Tillabéri surtout (peu marqué à Tahoua). Tahoua semble davantage souffrir (par rapport à Tillabéri) de la soudure agricole, entre fin juin/juillet à octobre, avec une forte corrélation avec la recrudescence des cas de paludisme pendant la saison de l'hivernage qui constitue également un facteur favorisant et aggravant la malnutrition.

Pour les départements des régions de Tillabéri et Tahoua frontaliers avec le Burkina-Faso et/ou le Mali (Say, Torodi, Gotheye, Tillabéri, Bankilare, Ayerou, Ouallam, Baninbangou, Abala, Tillia et Tassara), il est estimé qu'environ 352 000 personnes (enfants, femmes enceintes et allaitantes) bénéficieront d'une assistance nutritionnelle en 2019. Ce total comprend 108 000 enfants de 0 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS). Le nombre d'enfants de 6 à 23 mois atteints de malnutrition aiguë modérée ciblés annuellement est d'environ 161 000. Environ 41 000 femmes enceintes ayant un périmètre brachial inférieur à 210 mm seront ciblées pour une prise en charge nutritionnelle annuellement et 20 000 personnes accompagnantes auront besoin d'une assistance alimentaire dans les CRENI. Par ailleurs, environ 22 000 personnes

bénéficieront d'une supplémentation nutritionnelle.

## Activités prévues

Les principales activités prévues pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables sont :

- L'évaluation et le suivi de la situation nutritionnelle ;
- La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et modérée ;
- Le dépistage communautaire régulier de la malnutrition aiguë et le référencement des cas dans les centres de prise en charge ;
- La supplémentation nutritionnelle préventive auprès des ménages pauvres et très pauvres éligibles à l'assistance alimentaire ;
- La promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant, en particulier la mise en œuvre de l'ANJE en situation d'urgence ;
- Le renforcement de la coordination décentralisée.

## Grandes lignes de la stratégie

Comme décrit pour le niveau national et pour la région de Diffa, seules la mise en œuvre et la promotion d'approches visant à atteindre des objectifs de résilience permettront à long terme d'infléchir les tendances de la malnutrition dans ces départements frontaliers. Là aussi, l'optimisation de l'accès et de la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère continuera d'être recherchée à travers l'appui aux structures étatiques, y compris aux autorités sanitaires locales dans la mise en œuvre d'approches de santé-nutrition mobiles en se basant sur les leçons apprises de la région de Diffa.

Des programmes de renforcement des capacités des formations sanitaires seront mis en place en amont des pics saisonniers de malnutrition pour une meilleur gestion du flux de patients et des performances du programme national de prise en charge de la malnutrition aigüe.


Comme dans les autres régions, un accent

plus prononcé sera mis sur la prévention ; le renforcement de la gestion de l'information et de la coordination.

CONTACT

Cécile Basquin  
Nutrition cluster coordinator  
coordination.gtn@gmail.com

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautés d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 Nutrition	517K	352K	1K	-		-		351K	62% <div><div></div></div>	78   22 <div><div></div></div>	\$73,1M



## PERS. DANS LE BESOIN



1,7M

## PERSONNES CIBLÉES



1,1M

## BUDGET (US\$)



22,1M

## # DE PARTENAIRES



63

## EHA OBJECTIF 1:

**1** Contribuer à ce que chaque personne affectée ait accès à au moins une quantité minimale d'eau potable, à un endroit de défécation assaini, protégé et adapté et se lave les mains à 3 moments critiques.

APPUI L' OS1 ET L' OS2

## EHA OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la préparation et l'intervention rapide et efficace en cas de crise (catastrophes naturelles, épidémies ou mouvement de population) en collaboration avec les autorités pour sauver la vie des personnes affectées à travers les interventions adaptées et cibles dans le secteur WASH

APPUI L' OS1 et L' OS3

## EHA OBJECTIF 3:

**3** Contribuer à la collecte systématique, l'analyse et la mise à disposition adaptée des informations EHA y compris l'aspect spatial et cartographique pour une bonne coordination intra- et inter- sectorielle, les acteurs gouvernementaux et de développement.

APPUI L' OS1

## EAU, HYGIENE, ASSAINISSEMENT

### SITUATION NATIONALE

Le Cluster EHA cible quatre crises majeures nécessitant une intervention humanitaire adaptée. En premier lieu, les mouvements de population qui affectent les régions de Tillabéri, Tahoua et de Diffa, exigent une assistance complète et structurelle afin d'apporter les services de base en eau, hygiène et assainissement. Dans un deuxième temps, le secteur WASH apportera une réponse en termes de prévention et de riposte aux épidémies de choléra qui sévissent dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, et l'hépatite E dans la région de Diffa.

Les crises relatives à la malnutrition et aux inondations, touchent l'ensemble du territoire avec plus ou moins de sévérité. Le Cluster a ciblé les zones les plus fréquemment affectées par ces crises.

#### Activités prévues

La réponse aux mouvements de population concerne les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa où le Cluster cible 100% des personnes dans le besoin soit 670 000 personnes parmi lesquels 5 000 migrants. Le Cluster EHA fournira un appui technique complémentaire à travers l'ensemble des partenaires déjà présents dans la région. L'assistance s'alignera sur les standards sectoriels afin de couvrir les besoins en eau, assainissement et hygiène des personnes affectées. Les standards sectoriels incluent l'approvisionnement en eau potable à travers des mesures d'urgence et durables, un assainissement d'urgence protégé et la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. L'approche préconisée auprès des partenaires est de nature inclusive, à travers la question du genre, des enfants et des personnes en situation d'handicap.

Les épidémies ont été au cœur de la réponse EHA au cours de l'année 2018 avec l'épidémie de choléra qui a concerné 13 districts sanitaires. La réponse sectorielle s'aligne sur deux axes d'intervention :

D'une part un mécanisme de veille à l'échelle du territoire et de préparation à la riposte en collaboration avec les services sanitaires de l'Etat et d'autre part, un dispositif flexible et mobile d'intervention rapide afin de maîtriser au plus vite les premiers foyers épidémiques en coupant la chaîne de transition avec l'appui des relais communautaires et des districts sanitaires. Ce dispositif doit être consolidé par une contingence mobilisable sur six régions (Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder).

Certaines zones géographiques à haut risque, pourront en complément être le lieu d'activités de prévention, notamment en termes de renforcement des capacités locales et d'IEC (Information Education Communication). En 2019, 905 183 personnes sont ciblées pour une réponse liée aux épidémies.

Les interventions des acteurs EHA et du Cluster EHA au Niger dans le cadre des inondations ciblent l'approvisionnement en eau temporaire et l'établissement de mesures d'assainissement de première urgence et de durée limitée. Ces mesures d'assistance seront accompagnées systématiquement de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène de base spécifiques auprès des personnes victimes et à risques. Ces communications incluront des notions de résilience au vu de la répétitivité des inondations dans les mêmes zones géographiques. Ces activités et mesures seront mises en œuvre de façon coordonnée avec les structures et mécanismes gouvernementaux dans les zones où ces derniers n'auront pas la capacité d'assurer seuls la réponse d'urgence. Les modalités d'intervention suivront ainsi le plan de contingence multisectoriel en vigueur. Au-delà de l'assistance, le secteur WASH fournira un appui technique dans la préparation à la réponse et la définition des besoins, en collaboration avec les services techniques régionaux. Le secteur cible plus de 500 ménages sinistrés, soit 118 363 personnes

réparties sur sept régions (Agadez, Diffa, Maradi, Tillabéri, Dosso, Zinder et Niamey).

En termes de malnutrition, le Cluster EHA intervient en appui aux actions menées par le Cluster nutrition. Ce soutien sera apporté aux structures de prise en charge des enfants malnutris aigus sévères (CRENI et CRENAS) dans des communes et départements à forte prévalence de MAS avec un paquet minimum d'activités EHA (approvisionnement en eau potable, assainissement amélioré et formation sur les principes d'hygiène minimale et spécifique EHA) pour ces structures. Les activités incluent également l'accompagnement de l'enfant malnutri aigu sévère (MAS) jusqu'à domicile et la fourniture d'un kit d'hygiène spécifique. Ces activités couvriront 67 589 enfants touchés par la MAS dans six régions (Agadez, Maradi, Zinder, Tahoua, Diffa et Tillabéri). La coordination sera renforcée avec les acteurs de la nutrition afin que le paquet minimum d'activités EHA soit intégré aux activités des autres CREN non ciblés par les acteurs EHA.

Grandes lignes de la stratégie

Les interventions du secteur EHA se concentreront principalement sur les besoins majeurs encore non couverts et à venir dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa qui enregistrent régulièrement des mouvements importants de population sur


des zones dépourvues de tout service. Les réfugiés des camps seront pris en charge par UNHCR dans le cadre du CRRP, et les migrants de la région d'Agadez par l'OIM au niveau des centres de transits. Dans le reste du pays, le secteur se concentrera sur la mise en place d'un dispositif robuste et flexible d'intervention rapide aux épidémies et inondations dans les zones à haut risque, ainsi que sur la fourniture d'un paquet minimum WASH aux enfants atteints de MAS dans les zones connaissant une forte prévalence des cas de malnutrition, la mise en place d'un système d'accompagnement jusqu'à domicile et la mise en place du paquet minimum d'activités EHA dans les centres de prise en charge.

Au-delà des standards sectoriels d'urgence, le Cluster portera une attention particulière au plaidoyer fait pour l'intégration systématique de stratégies transitionnelles plus durables et résilientes qui incluent les services techniques de l'Etat et la mise en œuvre d'approches inclusives vis-à-vis des personnes les plus vulnérables, par considération du genre, des enfants, des personnes en situation de handicap. Les interventions rentrant dans le cadre du nexus humanitaire-développement seront privilégiées en particulier dans la région de Diffa.

CONTACT

Sanoussi Dodo Natatou  
Coordinateur  
sdodonatou@unicef.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communautes d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 EHA	1,7M	1,1M	21K	5K	158K	4K	27K	966K	51%	55   42   3%	\$22,1M

## PERS. DANS LE BESOIN

274<sub>K</sub>

## PERSONNES CIBLÉES

269<sub>K</sub>

## BUDGET (US\$)

12,5<sub>M</sub>

## # DE PARTENAIRES



25

## EHA OBJECTIF 1:

**1** Contribuer à ce que chaque personne affectée ait accès à au moins une quantité minimale d'eau potable, à un endroit de défécation assaini, protégé et adapté et se lave les mains à 3 moments critiques.

APPUI L' OS1 ET L' OS2

## EHA OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la préparation et l'intervention rapide et efficace en cas de crise (catastrophes naturelles, épidémies ou mouvement de population) en collaboration avec les autorités pour sauver la vie des personnes affectées à travers les interventions adaptées et cibles dans le secteur WASH

APPUI L' OS1 et L' OS3

## EHA OBJECTIF 3:

**3** Contribuer à la collecte systématique, l'analyse et la mise à disposition adaptée des informations EHA y compris l'aspect spatial et cartographique pour une bonne coordination intra- et inter- sectorielle, les acteurs gouvernementaux et de développement.

APPUI L' OS1

## EAU, HYGIENE, ASSAINISSEMENT

## ZOOM SUR DIFFA

274 454 personnes sont ciblées en 2019 par le secteur EHA dans la région de Diffa pour les quatre crises, dont 48 600 personnes déplacées (PDI, réfugiés, retournés) et populations hôtes.

L'assistance portera sur deux axes : dans un premier temps, une assistance complète et intégrée selon les standards sectoriels d'urgence pour les nouvelles personnes déplacées inclura l'approvisionnement en eau durable si le contexte hydrogéologique est favorable ou dans une perspective d'urgence sur une durée limitée assortie d'une stratégie de sortie. Cela suppose la mise à disposition d'infrastructures d'assainissement durables tout en maintenant une capacité de réponse d'urgence aux nouveaux déplacés. Ces interventions répondront aux exigences du genre, de la protection et de l'inclusion des personnes les plus vulnérables et en situation de handicap. Un volet de sensibilisation et de promotion à l'hygiène de base sera automatiquement intégré et renforcé par des distributions de kits hygiène minimum défini par le Cluster.

Dans un second temps, et ce, afin de répondre aux problématiques structurelles majeures non couvertes dans certaines zones isolées, notamment sur la question de l'accès à l'eau potable et la durabilité des solutions d'urgence en matière d'assainissement, des actions plus structurantes seront proposées sur les mécanismes de gestion et de pérennisation des services et des infrastructures développées. Le lien sera renforcé avec le secteur du développement dans le sens du nexus humanitaire-développement.

## Autres activités prévues

Si le contexte EHA à l'échelle du pays est propice aux épidémies de nature hydrique, celui de Diffa l'est d'autant plus par le confinement des populations déplacées

sur les nombreux sites qui se sont, à la fois développés de façon spontanée le long de la route nationale, et développés de manière dispersée dans certaines zones géographiques isolées. La frontière nigériane et les échangeurs commerciaux sont des facteurs de risque permanent.

Concernant les épidémies (choléra et hépatite E) dans la région de Diffa, les interventions EHA ciblent les activités de prévention et de préparation sur les sites de personnes déplacées et les communautés hôtes et adjacentes /riveraines (258 558 personnes à risque).

Les interventions des acteurs EHA et du Cluster EHA dans le cadre des inondations se focaliseront sur l'approvisionnement en eau temporaire et d'une durée limitée, l'établissement de mesures d'assainissement d'urgence temporaires et de durée limitée ainsi que la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène de base spécifique. Ces activités et mesures seront mises en œuvre de façon coordonnée avec les structures et les mécanismes gouvernementaux (Ministère de l'action humanitaire, protection civile, etc.) et seulement dans des situations et aux endroits où ils n'auront pas la capacité d'assurer seuls la réponse d'urgence.

Les activités incluent également l'accompagnement de l'enfant malnutri aigu sévère (MAS) jusqu'à son domicile et la réception d'un kit d'hygiène spécifique. Ces activités couvriront 5 817 enfants touchés par la MAS dans la région de Diffa.

## Grandes lignes de la stratégie

Les interventions des acteurs EHA et du Cluster EHA dans la région de Diffa cibleront d'une part les populations déplacées à travers une assistance intégrée et globale eau, hygiène et assainissement, ainsi que les populations hôtes dont les conditions





ne respectent pas les standards sectoriels humanitaires. Les populations réfugiées du camp de Sayam Forage seront couvertes par UNHCR et ses partenaires.


Les interventions EHA s’intégreront aux stratégies de développement du secteur EHA sous l’égide de la Direction régionale de l’hydraulique pour la région de Diffa et contribueront à renforcer la résilience des populations vulnérables, à réduire les risques de désastres et de renforcer les capacités des communautés, des acteurs et institutions

nationales locales et décentralisées de la région de Diffa.

CONTACT

Sanoussi Dodo Natatou  
Coordinateur  
sdodonatou@unicef.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE			BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		Total
 EHA	274K	269K	21K	-	18K	4K	5K	221K	51% <div><div></div></div>	55   42   3% <div><div></div></div>		\$12,5M

## PERS. DANS LE BESOIN



661K

## PERSONNES CIBLÉES



397K

## BUDGET (US\$)



14,1M

## # DE PARTENAIRES



35

## EHA OBJECTIF 1:

**1** Contribuer à ce que chaque personne affectée ait accès à au moins une quantité minimale d'eau potable, à un endroit de défécation assaini, protégé et adapté et se lave les mains à 3 moments critiques.

APPUI L' OS1 ET L' OS2

## EHA OBJECTIF 2:

**2** Contribuer à la préparation et l'intervention rapide et efficace en cas de crise (catastrophes naturelles, épidémies ou mouvement de population) en collaboration avec les autorités pour sauver la vie des personnes affectées à travers les interventions adaptées et cibles dans le secteur WASH

APPUI L' OS1 et L' OS3

## EHA OBJECTIF 3:

**3** Contribuer à la collecte systématique, l'analyse et la mise à disposition adaptée des informations EHA y compris l'aspect spatial et cartographique pour une bonne coordination intra- et inter- sectorielle, les acteurs gouvernementaux et de développement.

APPUI L' OS1

## EAU, HYGIENE, ASSAINISSEMENT

## ZOOM SUR LA BANDE FRONTALIÈRE MALI/BURKINA



Quelque 397 000 personnes sont ciblées en 2019 par le secteur EHA dans les régions de Tahoua et Tillabéri pour les quatre crises, parmi elles figurent 162 019 personnes déplacées internes et populations hôtes. L'assistance portera sur deux axes : d'une part une assistance complète et intégrée selon les standards sectoriels d'urgence pour les nouvelles personnes déplacées sera fournie. Ce soutien inclura l'approvisionnement en eau durable si le contexte hydrogéologique est favorable ou de nature urgente sur une durée limitée incluant une stratégie de sortie. Le nord de la région de Tahoua nécessite des infrastructures structurantes comme les forages profonds d'environ 700 mètres de profondeur. Cette technique paraît être une option adéquate pour l'approvisionnement en eau des déplacés. Ce soutien passe également par la mise à disposition d'infrastructures d'assainissement durables tout en maintenant une capacité de réponse d'urgence aux nouveaux déplacés. Ces interventions répondront aux exigences du genre, de la protection et d'inclusion des personnes les plus vulnérables et en situation de handicap. Un volet de sensibilisation et de promotion à l'hygiène de base sera automatiquement intégré et renforcé par la distribution de kits d'hygiène minimum définis par le Cluster. D'autre part, pour répondre aux problématiques structurelles majeures et non couvertes dans certaines zones isolées, notamment l'accès à l'eau potable et la durabilité des solutions d'urgence en matière d'assainissement, des actions plus structurantes seront proposées sur les mécanismes de gestion et de pérennisation des services et des infrastructures développées.

## Autres activités prévues

En termes de mouvements de populations, la réponse EHA cible les zones frontalières avec le Mali ainsi que la frontière avec le Burkina Faso dans les régions de Tillabéri et Tahoua.

Les personnes nouvellement déplacées bénéficieront d'un paquet d'activités EHA d'urgence pour sauver des vies qui sera progressivement remplacé par des réalisations plus durables si les déplacés s'installent sur les sites et villages d'accueil.

Concernant les épidémies de choléra, les interventions EHA ciblent d'une part les activités de prévention et de préparation à la réponse dans ces deux régions ciblant 317 865 personnes à risque.

Dans le cadre des inondations, les interventions des acteurs EHA et du Cluster EHA se focaliseront sur l'approvisionnement temporaire en eau, l'établissement de mesures d'assainissement d'urgence temporaires et de durée limitée ainsi que la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène de base. Ces activités et mesures seront mises en œuvre de façon coordonnée avec les structures et mécanismes gouvernementaux (Ministère de l'action humanitaire, protection civile, etc.) et seulement dans des situations et dans les localités où ces mécanismes n'auront pas la capacité d'assurer eux-mêmes la réponse d'urgence.

Les activités incluent également l'accompagnement de l'enfant malnutri aigu sévère (MAS) jusqu'à domicile et la réception d'un kit d'hygiène spécifique. Ces activités couvriront 26 792 enfants touchés par la MAS dans les régions de Tahoua et Tillabéri.

## Grandes lignes de la stratégie

Les interventions des acteurs EHA et du Cluster EHA dans les régions de Tahoua et Tillabéri cibleront d'une part les populations déplacées à travers une assistance intégrée et globale en eau, hygiène et assainissement, ainsi que les populations hôtes dont les conditions ne respectent pas les standards sectoriels humanitaires. Les populations


réfugiées seront couvertes par UNHCR et ses partenaires.

Les interventions EHA s’intégreront aux stratégies de développement du secteur EHA sous le lead des deux directions régionales de l’hydraulique et de l’assainissement et contribueront à renforcer la résilience des populations vulnérables, à réduire les risques de catastrophes et de renforcer les capacités des communautés, acteurs et institutions nationales locales et décentralisées.

CONTACT

Sanoussi Dodo Natatou  
Coordinateur  
sdodonatou@unicef.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	TOTAL		PAR STATUT		REPARTITION DES PERSONNES CIBLEES				PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés	Migrants	PDI	Retournés	Communités d'accueil	Autres Pop. vulnérables	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Total
 EHA	661K	397K	-	-	140	-	22K	235K	51%	55   42   3%	\$14,1M

## BUDGET (US\$)



9,8M

## # DE PARTENAIRES



164

## LOGISTIQUE

## SITUATION NATIONALE



Au regard de la vaste étendue du territoire nigérien, de l'impraticabilité de certains axes, de l'insécurité dans plusieurs régions ou les besoins humanitaires sont les plus conséquents et de l'inexistence d'un service aérien national répondant aux normes établies par l'IATA (International Air Transport Association) et par l'aviation des Nations Unies (UNAVSTAD), certaines parties du pays ne sont pas accessibles.

Quelques 132 organisations d'utilisateurs sont ainsi dépendantes du service aérien UNHAS pour accéder aux zones d'interventions et assurer la mise en œuvre des activités de réponse humanitaire auprès des populations.

Le maintien de ce service est alors essentiel. Au cours des dernières années, UNHAS a intensifié ses vols sur Diffa pour répondre à la demande des organisations humanitaires et pendant l'année 2018, UNHAS a assisté à une augmentation globale du nombre de passagers et de réservations de fret.

Au début de l'année 2018, la flotte d'UNHAS a maximiser ses capacités en remplaçant un BEECH 1900D (19 sièges) par un nouveau DASH8 (37 sièges) afin de répondre plus efficacement aux demandes de réservations des utilisateurs. En 2019, le PAM / UNHAS continuera d'exploiter une flotte de deux avions DASH8 de 37 sièges chacun.

Les intérêts de la communauté humanitaire sont représentés par le Comité du groupe d'utilisateurs (Users Group Committee - UGC) qui est composé d'organismes des Nations Unies, d'ONG et de donateurs dont le rôle est de définir les exigences et les priorités en matière de transport aérien, surveiller la qualité du service afin de pouvoir fournir des orientations au responsable des transports aériens du PAM (questions administratives, destinations, horaires de vol, etc...).

Le comité de pilotage conseille UNHAS sur les questions plus stratégiques et mène des activités de plaidoyer. Pendant l'année 2018, UNHAS a organisé deux réunions du Comité du groupe d'utilisateurs à des intervalles stratégiques, en mars et en août afin de répondre aux demandes des organisations d'utilisateurs.

SO 200792 BR 2 est une continuation des services aériens fournis depuis 2008.

## Activités prévues

En 2019, le PAM/UNHAS continuera d'assurer des vols humanitaires vers les destinations suivantes : Niamey, Tahoua, Agadez, Maradi, Zinder, Diffa et Dirkou. La fréquence des vols pourra être ajustée si l'évolution de la situation humanitaire et de la sécurité le justifie et des vols supplémentaires pourront être ajoutés sur demande spéciale. Par exemple, pour répondre à une épidémie de choléra signalée à Maradi en septembre 2018, UNHAS (sous financement CERF) a pu augmenter le nombre de vols destination de Maradi, de 3 à 5 vols par semaine afin de faciliter le transport du personnel humanitaire et du fret. Si besoin est, des sites d'atterrissage supplémentaires pourront être desservis afin de faciliter une réponse humanitaire dans le pays. Par ailleurs, en cas de besoin, le PAM/UNHAS procèdera à des évacuations d'ordre médical et/ou de sécurité.

## Grandes lignes de la stratégie

Le PAM / UNHAS prévoit de générer environ 30% de recettes par la vente de billets à prix subventionné, les 70% restants provenant de contributions des différents donateurs. Le prix du billet subventionné est fixé par le Comité du groupe d'utilisateurs. Les deux résultats principaux à atteindre pour l'année 2019 sont (1) les acteurs humanitaires ont accès à un transport aérien sûr et fiable au Niger, leur permettant de mener à bien

## CONTACT

Martin Nseke  
nseke@wfp.org

leur mission humanitaire et (2) les acteurs humanitaires ont accès aux évacuations sécuritaires et médicales.

Les indicateurs à mesurer comprennent :

- Réponse à 100% aux évacuations médicales et de sécurité ;
- 1 083 passagers transportés chaque mois en % du plan ;
- Taux d'occupation des avions de 75% ;
- 3,5 tonnes de denrées alimentaires ou non alimentaires transportées par rapport aux quantités demandées ou prévues.

---

#### CONTACT

---

Martin Nseke  
nseke@wfp.org

BUDGET (US\$)



4,5M

# DE PARTENAIRES



164

## COORDINATION SITUATION NATIONALE



Le Plan de réponse humanitaire 2019 réaffirme la nécessaire complémentarité entre tous les acteurs dans le cadre d'un partenariat actif qui met au-devant les structures de l'État (principe de subsidiarité) tout en préservant les principes humanitaires.

En 2019, afin d'appuyer le travail de toutes les organisations humanitaires et de développement impliquées dans la réponse humanitaire au Niger, la coordination opérationnelle de la réponse humanitaire conduite par l'Equipe humanitaire pays en coordination avec les autorités nationales sera renforcée à plusieurs niveaux et notamment au travers des axes de travail prioritaires ci-dessous.

Sous l'égide du Coordonnateur Humanitaire et de l'Equipe Humanitaire de Pays, OCHA et les partenaires humanitaires internationaux et nationaux, contribuent à fournir une assistance humanitaire efficace et opportune à travers la coordination stratégique, technique et opérationnelle pour une meilleure planification et orientation de la réponse humanitaire en prenant en compte l'apport d'autres acteurs sur le terrain. En 2019, OCHA assurera une coordination opérationnelle à travers ses sous bureaux dans les régions de Diffa, Tahoua, Zinder, Tillabéri en plus de Niamey où se trouve le bureau national. La situation à Tillabéri continue d'être suivie de très près et à la demande de plusieurs acteurs, OCHA va assurer sa présence dans cette région à travers son antenne de Ouallam et l'ouverture d'un sous-bureau à Tillabéri. La coordination opérationnelle sera conduite avec le Ministère de l'Action Humanitaire et toute structure appropriée sur le terrain, partout où nécessaire afin de faciliter et appuyer le travail de toutes les organisations aussi bien humanitaires que de développement impliqué dans la réponse humanitaire au Niger. Ceci inclut les agences des Nations unies, les ONG internationales et nationales, les membres du mouvement de

la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

### Axes d'intervention

#### Nexus

Au niveau stratégique, la coordination de la réponse humanitaire mise en œuvre à travers le présent plan, sera réalisée à travers l'Equipe Humanitaire de Pays en lien avec les différentes structures nationales : Ministère de l'Action humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires, Structures ministérielles sectorielles au niveau national, régional et départemental. Il s'agira aussi de créer un cadre favorable pour le renforcement du nexus humanitaire / développement afin de mettre en place des solutions durables pour les personnes vulnérables.

Cette coordination devra s'inscrire résolument dans le dispositif du Comité Tripartite de Haut Niveau (Gouvernement-Acteurs Humanitaires et Acteurs de Développement) pour développer la concertation et la coopération entre les organisations humanitaires et les autorités nationales et renforcer les synergies dans la mise en œuvre des actions convenues y compris la mobilisation commune des ressources, le suivi/ évaluation des activités identifiées en vue de l'atteinte des résultats communs, et ce dans le respect des principes humanitaires, des principes opérationnels et principes de partenariat.

### Coordination intersectorielle

#### Niveau national

Dans le cadre de la coordination intersectorielle, l'inter-cluster appuiera les clusters et groupes de travail aux niveaux national et régional en vue d'assurer une orientation multisectorielle intégrée des interventions sur le terrain et en recherchant constamment à combler les lacunes dans la réponse et éviter les doublons et les chevauchements. La conduite des missions



inter secteurs et inter agences, la collecte et la gestion de l'information, la promotion de la redevabilité envers les bénéficiaires ainsi que le suivi de la problématique de l'accès et la coordination civilo-militaire sont des axes qui vont être encore renforcés en 2019.

Cinq clusters, deux groupes de travail, deux sous-clusters, un Inter cluster (ICC), une Equipe Humanitaire Pays (EHP) et un comité tripartite de haut niveau, sont fonctionnels au niveau national. Ce système est renforcé par plusieurs groupes de travail :

- La gestion de l'information (IMWG),
- Mécanisme de réponse rapide (RRM),
- Transferts monétaires multisectoriels (MSCWG),
- Coordination Civilo-Militaire (CMCOORD) et des tasks forces ad hoc (chaque fois que de besoin).

### Niveau régional

La coordination sectorielle sera assurée autour des groupes de travail sectoriels coordonnés par les services techniques appropriés de l'Etat. Sur le plan intersectoriel, la coordination sera faite par le point focal auprès de l'autorité régionale ou départementale qui est en charge de la coordination des interventions humanitaires et de développement.

Un Comité de Coordination Inter-Organisations (CCIO) est en place à Diffa. Il est géré par OCHA et co-facilité par le HCR, afin de prendre en compte les questions relatives aux réfugiés.

### Coordination civilo-militaire et accès

Dans le cadre de la coordination de l'espace humanitaire, à l'instar de Diffa, deux cadres de coordination civilo-militaire, dont OCHA assure le leadership, ont été mis en place dans les régions de Tillabéri et Tahoua.

Dans les trois régions (Diffa, Tahoua et Tillabéri), zones prioritaires d'interventions humanitaires, la coordination avec les forces de défense et de sécurité nationales et internationales sera poursuivie.

### Autres mécanismes de coordination intersectorielle : collecte de l'information, Transfert monétaire et Réponse rapide

Un groupe de travail sur la gestion de l'information inter organisations (IMWG) travaille activement à l'amélioration de la collecte des données, leur traitement et analyse et assure une diffusion et un partage coordonnés de l'information et le suivi des actions de réponse par secteur.

Le groupe de travail sur les transferts monétaires multisectoriels travaillera de manière à ce que le recours aux transferts monétaires comme modalité de réponse multisectorielle soit envisageable et/ou renforcée dans la plupart des zones du Niger où cela est possible.

En ce qui concerne le RRM, le groupe stratégique (GS) au niveau national et 3 groupes de discussions (GD) à Diffa, Tahoua et Tillabéri vont poursuivre l'appui aux acteurs humanitaires dans les interventions rapides en cas de chocs, y compris dans les zones difficiles d'accès.

### Renforcement du suivi de la réponse et du plaidoyer

OCHA veillera, à ce que la protection des civils reste au centre de la réponse humanitaire, au suivi de la mise en œuvre du plan d'action de Redevabilité envers les populations affectées aux niveaux national et régional. Pour ce faire, OCHA devra s'assurer que la planification, l'intervention et le suivi sont entrepris en collaboration avec les communautés touchées, également en communiquant des messages par le biais des médias, notamment via des radios locales.

En 2019, le plaidoyer devra être renforcé au niveau national et international, afin de rendre plus visible la crise humanitaire au Niger et ainsi pouvoir mobiliser davantage de ressources pour une réponse humanitaire appropriée.

### Activités prévues :

#### CONTACT

Bamouni Dieudonné  
Chef de Bureau  
dieudonneb@un.org

En termes de Coordination humanitaire et de gestion de l'information :

- Appui au Bureau du Coordonnateur Humanitaire dans la mise en place, la révision et le fonctionnement des structures de coordination au niveau national et régional
- Organisation et animation de réunions de coordination aux niveaux national et régional afin de garantir une réponse humanitaire efficace et dans les délais : HCT, ICCG, MSCWG, IMWG, CMCOORD, RRM, Groupe de travail sur la communication et le plaidoyer, etc.
- Appui au Bureau du Coordonnateur Humanitaire et à l'Equipe humanitaire Pays dans la mise en œuvre des engagements relatifs au Sommet Humanitaire Mondial (WHS), Grand Bargain et du programme nexus humanitaire – développement, Nouvelle façon de travailler (NWoW) : évaluation conjointe des besoins avec les acteurs du développement ; élaboration de résultats collectifs et planification humanitaire.
- Production et diffusion de produits d'information de qualité sur les données et le contexte humanitaire (bulletins d'information humanitaire, communiqués de presse, infographies, tableaux de bord, web stories, aperçu des besoins humanitaires, points de situation et d'étape sur la réponse humanitaire en cours, diverses cartes, messages clés humanitaires, etc.), via les sites web OCHA, Twitter, à la demande de la communauté humanitaire et en fonction des besoins des structures de coordination : HCT et ICCG.
- OCHA assurera la gestion de sites web au profit de la communauté humanitaire et de leurs partenaires et appuiera la coordination du mécanisme de réponse rapide (RRM) à Diffa, Tahoua et Tillabéri et partout où le besoin sera, pour une meilleure intégration de la réponse rapide aux mécanismes

existants de coordination inter organisations.

- OCHA travaillera à assurer une coordination efficace et inter organisations des activités de transferts monétaires en tant que modalité de la réponse humanitaire globale à travers le multi sectoriel cash working group (MSCWG) ;
- OCHA assurera la coordination du mécanisme de CMCOORD au niveau national et dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri (zones touchées par les conflits)

En termes de plaidoyer humanitaire selon les problématiques majeures, qui se présentent dans le pays :

- OCHA plaidera auprès des autorités compétentes pour garantir un accès humanitaire aux populations dans le besoin d'assistance et de protection
- OCHA continuera de soutenir la vulgarisation des principes de l'action humanitaire à travers des activités de sensibilisation ou de « outreach » auprès d'instituts de formation ou d'universités nationales
- OCHA poursuivra ses activités pour la mobilisation des fonds nécessaires à l'assistance et à la réponse humanitaires (réunion avec principaux donateurs, élaboration et diffusion de bulletins hebdomadaire du financement PRH, etc.).
- OCHA continuera d'apporter le soutien stratégique pour assurer le leadership du gouvernement.

Pour ce faire OCHA, entre autres (1) organisera ou soutiendra des réunions de plaidoyer du Coordonnateur Humanitaire et du Gouvernement avec les donateurs dans le Pays et fournira à la Division des Opérations et du Plaidoyer au siège, les éléments utiles à un plaidoyer au niveau global (2) rendra disponible conjointement avec le Ministère

## CONTACT

Bamouni Dieudonné  
Chef de Bureau  
dieudonneb@un.org

---

**CONTACT**

---

Bamouni Dieudonné  
Chef de Bureau  
dieudonneb@un.org

de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes, sur une base trimestrielle, un état de la situation humanitaire sur le terrain qui précise les besoins, l'état de la réponse, les gaps, les contraintes / défis opérationnels et qui précisera aussi les atouts et les opportunités en place qu'il faut saisir pour parvenir à une réponse humanitaire de qualité.



## PERS. DANS LE BESOIN



183K

## PERSONNES CIBLÉES



183K

## BUDGET (US\$)



104,6M\*

## # DE PARTENAIRES



36

## OBJECTIF 1:

**1** Fournir | Maintenir un environnement favorable de protection et améliorer les capacités d'intervention des autorités nationales tendant à délivrer un niveau de protection conforme aux standards internationaux en maintenant ouvert l'accès au territoire et aux procédures d'asile.

## OBJECTIF 2:

**2** Maintenir le niveau d'assistance déployée en faveur des réfugiés et demandeurs d'asile et améliorer l'accès aux services sociaux de base.

## OBJECTIF 3:

**3** Rechercher et développer les solutions durables et l'accès à des activités d'intégration pour les réfugiés installés au Niger.

## CONTACT

Mamady Fatta Kourouma  
UNHCR  
kourouma@unhcr.org

## PLAN DE RÉPONSE POUR LES REFUGIES

Les partenaires impliqués dans ce plan de réponse, en collaboration avec le Gouvernement, se proposent encore en 2019 de coordonner et d'œuvrer à la couverture des besoins de la population réfugiée installée dans le pays. Comptant un total de 182 794 individus, cette population se compose principalement de 57 718 réfugiés maliens, 118 868 réfugiés nigériens et de 3 034 demandeurs d'asile dont 1 613 à Agadez, identifiés dans les flux de migrations mixtes en direction de la Méditerranée. Par ailleurs, un groupe de 1 675 personnes, de nationalités différentes, ont été évacuées des centres de détentions de Libye et accueillies au Niger, par le biais du mécanisme de transit temporaire d'urgence (Emergency Temporary Transit Mechanism –ETM) afin d'être réinstallées dans des pays tiers. Enfin, bien qu'encore insuffisamment évalué au niveau national, le risque d'apatridie auquel pourrait être confrontés certains réfugiés et ressortissants nigériens continue de faire l'objet d'un monitoring de la part des autorités nationales, appuyées en cela par l'UNHCR et l'UNICEF. En tout, la population ciblée par ce plan de réponse est de 182 794 personnes pour lesquels les principaux objectifs seront d'assurer la continuité de la protection internationale, la délivrance d'assistance afin d'améliorer leur bien-être et la recherche de solutions durables, avec une attention particulière sur les perspectives d'intégration locale dans le cadre d'une politique alternative aux camps de réfugiés incluant la fermeture de ceux de la région de Tillabéri et d'insertion des réfugiés dans le tissu économique local à l'horizon 2020.

Pour les réfugiés maliens et nigériens, arrivés au Niger en 2012 et 2013 respectivement, les conditions de sécurité prévalant encore dans leurs pays d'origine ne permettent pas d'envisager le rapatriement comme une solution à leur exil prolongé.

Des enquêtes d'intentions conduites auprès de ces populations révèlent qu'entre 30% et 40% des maliens, et 90% des nigériens

consultés ne conçoivent pas cette option à court terme. Au contraire, de plus en plus nombreux sont ceux qui entrevoient leur séjour au Niger sur une échéance longue, voire même définitive.

Dans ce contexte, et dans le cadre du Modèle de Coordination pour les Réfugiés (MCR) et les orientations du Gouvernement du Niger, la réponse aux besoins de ces populations doit continuer à être axée sur l'assistance multisectorielle aux plus vulnérables et accentuer les projets tendant à leur autonomisation. A ce titre, une attention particulière sera maintenue sur l'intégration des réfugiés par le biais de partenariats avec des agences de développement ou tout autre opérateur intervenant dans ce secteur dans le but de promouvoir et renforcer le nexus humanitaire-développement conformément aux plans nationaux et régionaux.

L'assistance alimentaire mensuelle bénéficiera ainsi aux plus nécessiteux, qui pour la plupart, seront identifiés lors des campagnes de « ciblage » conjointement conduites avec le PAM et certaines agences intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire et combinée avec des projets d'assistance en cash et le développement d'activités génératrices de revenus tendant à augmenter leur résilience et leur autosuffisance.

Les services sociaux de base, notamment ceux de la santé, de l'hygiène et des installations sanitaires seront renforcés par des constructions ou des réhabilitations de centres médicaux, de sources d'approvisionnement en eau, de latrines et des campagnes de promotion à l'hygiène sur une base communautaire privilégiant ainsi l'insertion des populations réfugiées dans les réseaux de services locaux existants.

L'UNICEF et l'UNHCR en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation et les partenaires opérationnels œuvreront pour faciliter l'accès à l'éducation de tous les enfants réfugiés et demandeurs d'asile. Des campagnes de sensibilisation pour encourager les enfants en âge de suivre

\*Le montant global pour répondre aux besoins des réfugiés est de 104,6 millions incluant les projets multi secteur HCR ainsi que la partie réfugiés des plans sectoriels.

l'enseignement dispensé au cycle primaire - surtout les filles - à s'inscrire seront organisées. Il en sera de même pour recruter les enseignants, les cours de mise à niveau et les cantines scolaires pour permettre même aux familles les plus démunies de bénéficier de ces services. Dans la mesure du possible, les mêmes efforts seront consentis pour assurer la scolarisation de ces enfants dans le cycle secondaire, et quelques bourses de troisième cycle pourront être obtenues pour permettre aux plus méritants d'accéder aux études universitaires. Parallèlement, l'enseignement professionnel sera maintenu afin de faciliter l'autosuffisance rapide des populations réfugiées au sein de l'économie locale.

Initiés dans la région de Diffa pour les réfugiés nigériens, des lotissements à but humanitaire sont également en cours de développement dans la région de Tillabéri pour les réfugiés maliens de Tabareybarey, Mangaize et Abala. Offrant l'opportunité aux réfugiés et à une partie de la frange la plus vulnérable de la population locale de disposer de logements, ces lotissements, combinés à des projets d'attribution de lopins de terre cultivable, à des activités génératrices de revenu et à des sources d'énergie non polluantes, en plus de contribuer à préserver

ou régénérer l'environnement, participent à l'intégration durable des réfugiés dans les communautés hôtes.


Enfin, pour les réfugiés et demandeurs d'asile identifiés avec le concours de l'IOM dans le cadre du suivi des mouvements de migration mixtes, des centres de transit sont établis à Niamey et Agadez afin de les accueillir et leur proposer une gamme complète d'assistance le temps que des solutions adaptées à chaque cas particulier soient définies et mises en œuvre.

Pour tous ces réfugiés et demandeurs d'asile, les mesures prises pour assurer leur protection seront conduites par l'UNHCR en partenariat avec le Gouvernement du Niger par le biais de la Direction Générale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations (DGECEM). Tout sera ainsi fait pour garantir l'accès au territoire et une liberté de mouvement pour les réfugiés ainsi que pour assurer leur protection, avec une attention particulière en ce qui concerne la prévention de toutes formes de violences dont pourraient être victimes les femmes et les enfants. Enfin, les personnes vulnérables, dont celles vivant avec un handicap, feront aussi l'objet de programmes adaptés à leur situation et leurs besoins particuliers pour être intégrés dans les communautés d'accueil.

CONTACT

Mamady Fatta Kourouma  
UNHCR  
kourouma@unhcr.org

REPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLEES PAR SEXE ET AGE

	TOTAL	Pers. ciblées Réfugiés	PAR SEXE & AGE		BUDGETS
	Pers. dans le besoin Réfugiés		% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés
 Réponse multi sectorielle pour les réfugiés	183K	183K	51% <div><div></div></div>	55   42   3%	\$ 104,6M

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter:



[humanitarianresponse.info/  
operations/niger](http://humanitarianresponse.info/operations/niger)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées.

Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des companies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde.

Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF:



[unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents.

Dans les cas où vous pouvez faire que des contributions en nature en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter:



[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que les lacunes dans les plus humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais de formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>



# PART III:

## ANNEXE



Organisations participantes & financements requis .....	79
Activités, indicateurs & cibles .....	81
Acronymes.....	92
Et si ? ...on n'apporte pas de réponse.....	94

## ORGANISATIONS PARTICIPANTES &amp; FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATION	BUDGET REQUIS (USD)
ACT Alliance / Norwegian Church Aid	3359500
Act Together for Humanity International	293958
Action Contre la Faim	12722233
Action pour le Développement du Sahel	570000
Agency for Technical Cooperation and Development	1684299
Alliance Nationale Contre la Faim et la Malnutrition	42802
Arbeiter-Samariter-Bund Deutschland e.V	2926905
Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime	811684
CARE International	2282240
Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest - Pôle Régional Niger	55000
Coalition d'ONG africaines en faveur des enfants (Niger)	440808
Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli	2050000
Concern Worldwide	1748328
Congence pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, la Paix et le Développement Durable	2559450
Cooperazione Internazionale - COOPI	5639239
Danish Refugee Council	6128030
Deutsche Welthungerhilfe e.V. (German Agro Action)	60900
Développement Endogène Durable et Innovation	3701880
Femmes Unies contre la Malnutrition - Kundji Fondo	150000
Food & Agriculture Organization of the United Nations	12828400
GOAL	1447631
Groupe d'Action pour le Développement Rural et la Démocratie	398240
Gruppo Volontariato Civile	1038134
Handicap International / Humanity & Inclusion	293958
International Aid Services	1162983
International Medical Corps	400000
International Organization for Migration	8842100
International Rescue Committee	10694830
Islamic Relief Worldwide	846000
Luxembourg Red Cross	1185000
Mercy Corps	1300000
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes	170822
ONG AU SEOURS DES OUBLIES	770000
ONG Agir Plus	225090
ONG Agir Plus-21	476000
ONG Akarass	1021500
ONG DIKO	1131637
ONG Développement pour un Mieux Être	183000

ORGANISATION	BUDGET REQUIS (USD)
ONG Monde des Enfants	533380
ONG pour lutter contre l'ensablement du fleuve Niger	75440
OXFAM	2464828
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	4360104
Organisation pour le Développement inclusif au Niger	374351
Plan International	5332938
Plan Niger	1545993
Première Urgence Internationale	1225109
Qatar Charity	1436466
SOS Villages d'Enfants	157417
Samaritan's Purse	4412589
Save the Children	2732139
Search for Common Ground	5093121
Spanish Red Cross	479028
United Nations Children's Fund	48626243
United Nations Development Programme	1650000
United Nations High Commissioner for Refugees	65062734
United Nations Population Fund	9084964
World Food Programme	129775534
World Health Organization	5468557
World Vision International	1145781
World Vision Niger	422520
Total	383 M

## ACTIVITÉS, INDICATEURS &amp; CIBLES

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
S01	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérables affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	27000
S03	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérables affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	27000
S01	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable victimes de catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	16000
S03	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable victimes de catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	16000
S01	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérables assister dans leurs lieux de retour ou intégration locale	2000
S03	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérables assister dans leurs lieux de retour ou intégration locale	2000
S01	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable victimes des catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en abris d'urgence	12000
S03	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable victimes des catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en abris d'urgence	12000
S01	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en abris	27000
S03	Abris/NFI		Nombre de ménages vulnérable affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en abris	27000
CL1/C01	Abris/NFI	Distribution de Biens Non Alimentaire aux ménages affecté par le conflit	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant reçu de CASH pour l'achat des BNA	2400
CL1/C01	Abris/NFI	Distribution de Biens Non Alimentaire aux ménages affecté par le conflit	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant reçu un kit Biens non-alimentaires complet	24600
CL1/C02	Abris/NFI	Distribution et réalisation d' abris d'urgence aux ménages affecter par le conflit	Nombre d'abri d'urgence réaliser pour les bénéficiares	16250
CL1/C02	Abris/NFI	Distribution et réalisation d' abris d'urgence aux ménages affecter par le conflit	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant reçu un kit abris d'urgence	16250
CL1/C02	Abris/NFI	Construction d'abris transitionnelles/ durable pour les ménages vulnérables victimes de conflits	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant bénéficié d'un assistance dans leurs lieux de retour en abri transitionnelle/durable	2000
CL1/C02	Abris/NFI	Construction d'abris transitionnelles/ durable pour les ménages vulnérables victimes de conflits	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant reçu un kit de reparation d'abri	750
CL1/C02	Abris/NFI	Construction d'abris transitionnelles/ durable pour les ménages vulnérables victimes de conflits	Nombre de ménage affecté par le conflit ayant reçu de CASH pour la construction ou réparation d'un abri.	1125
CL1/C02	Abris/NFI	Construction d'abris transitionnelles/ durable pour les ménages vulnérables victimes de conflits	Nombre de ménages affecté par le conflit ayant bénéficié d'un abri transitionnelle dans un site/ village de deplacees	8875

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
CL1/CO1	Abris/NFI	Distribution de Biens Non Alimentaire aux victime de catastrophes	Nombre de ménages victime de catastrophe ayant reçu des kits BNA composer	16000
CL1/CO2	Abris/NFI	Distribution de kit d' abris d'urgence aux ménages victime de catastrophes	Nombre de ménages victime de catastrophe ayant reçu un kit abris d'urgence	10000
	Coordination and Support Services	Appui à la mise en œuvre du NWoW: par des évaluations conjointes des besoins avec les acteurs du développement; élaboration de résultats collectifs et une bonne planification humanitaire	Nombre d'évaluations conjointes organisées avec les acteurs de développement.	4
	Coordination and Support Services	Suivi de la réponse, des gaps et des nouveaux besoins	Nbre de rapport de suivi produit a temps et partagé pour action rapide	12
	Coordination and Support Services	Soutenir le HC/EHP et appuyer au fonctionnement effectif du comité du haut niveau pour une meilleure gestion de l'action humanitaire au Niger	Nbre de réunion et rencontre tenue avec le gouvernement et les acteurs de développement.	4
	Coordination and Support Services		Nombre de rencontres organisees avec les donateurs	2
	Coordination and Support Services	Suivi et évaluation de la réponse à travers des missions de supervision trimestrielle	Nombre de missions de supervision	4
	Coordination and Support Services	Séminaires gouvernementaux sur les principes et actions humanitaire, le droit humanitaire international et les principes opérationnels en rapport avec l'action humanitaire	Nombre de seminaires gouvernementaux	2
	Coordination and Support Services	Formation des cadres ministériels, administratifs et territoriaux sur la mise en oeuvre de l'action humanitaire	Taux de cadres ministériels formés	25
	Coordination and Support Services		Nombre de missions d'évaluations	2
	Coordination and Support Services		Nombre de réunions auxquelles le MAHGC a participé	12
	Coordination and Support Services	Appui pour un renforcement des mécanismes de coordination humanitaire et développement (nexus humanitaire développement).	Nombre de forums stratégiques mise en place et ou appuyés par OCHA	2
	Coordination and Support Services	Appui pour un renforcement des mécanismes de coordination humanitaire et développement (nexus humanitaire développement).	Nombre de réunion tenue et rapport de suivi élaboré et partagé	6
	Coordination and Support Services	Suivi régulier des alertes humanitaires, des besoins, de la réponse et des gaps	Briefings sur le contexte humanitaire, les besoins, la réponse et les gaps	12
	Coordination and Support Services	Appui aux autorités nationales, sous-nationales (leadership gouvernement) et aux partenaires humanitaires pour une réponse appropriée et à temps.	Nombre de séances de formation et/ou de sensibilisation sur la protection et les principes humanitaires et le Droit Humanitaire International (DHI)	5
	Coordination and Support Services	Assurer la coordination civilo-militaire dans les zones touchées par le conflit	Nombre de réunion de coordination civilo-militaire avec décisions et recommandations partagées	12
	Coordination and Support Services	Assurer la coordination civilo-militaire dans les zones touchées par le conflit	Nombre de reunions CMCOORD operationnelles dans les 3 zones prioritaires	36
	Coordination and Support Services	Assurer la coordination civilo-militaire dans les zones touchées par le conflit	Cadres de coordination civilo militaire fonctionnels	3
	Coordination and Support Services	Appui à la collecte de données et information pour une réponse multi sectorielle efficace et rapide	Nbre de mission d'évaluation rapide multi secteurs +MSA/ERP et de rapport partagé.	20
	Coordination and Support Services	Appui à la collecte de données et information pour une réponse multi sectorielle efficace et rapide	Nombre de fois où les données sont collectées dans la matrice (MHR) et partagées	12

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
	Coordination and Support Services	Appui au mécanisme de réponse rapide (RRM)	Nombres de réunions du RRM coprésidées par OCHA	52
	Coordination and Support Services	Appui pour un renforcement des mécanismes et stratégies de coordination humanitaire et alignement avec l'évolution du contexte humanitaire, au niveau national et régional	Nbre de réunions facilitées par OCHA	100
	Coordination and Support Services	Appui pour un renforcement des mécanismes et stratégies de coordination humanitaire et alignement avec l'évolution du contexte humanitaire, au niveau national et régional	Nombre de clusters, inter cluster et forums stratégiques appuyés par OCHA	30
<b>S01</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui assistent à l'éducation dans une salle de classe où l'enseignant a été formé à l'appui psycho-social	149598
<b>S02</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui assistent à l'éducation dans une salle de classe où l'enseignant a été formé à l'appui psycho-social	149598
<b>S01</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui ont accès à l'éducation	149598
<b>S02</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui ont accès à l'éducation	149598
<b>S01</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent la ration planifiée d'un repas scolaire ou d'un snack pendant au moins 80% des jours d'école	175200
<b>S02</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent la ration planifiée d'un repas scolaire ou d'un snack pendant au moins 80% des jours d'école	175200
<b>S02</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent du matériel scolaire	219000
<b>S03</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent du matériel scolaire	219000
<b>S02</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) encadrés par un enseignant formé en pédagogie didactique	149598
<b>S03</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) encadrés par un enseignant formé en pédagogie didactique	149598
<b>S03</b>	Education		Nombre de garçons et filles (4 à 17 ans) affectés par la crise qui assistent à l'éducation dans une école où un plan de réponse aux risques est mise en œuvre	175200
<b>CL2/C01</b>	Education	Etablissement des espaces temporaires d'apprentissage	Nombre d'espaces temporaires d'apprentissage établies	1461
<b>CL2/C02</b>	Education	Distribution du matériel de l'apprentissage aux enfants	Nombre de kits scolaires distribués aux élèves	219000
<b>CL2/C02</b>	Education	Distribution du matériel pédagogique aux enseignants	Nombre de kits classe distribués aux enseignants	4384
<b>CL2/C03</b>	Education	Formation des personnels éducatifs sur la préparation et gestion des catastrophes	Nombre de personnel éducatifs formés sur la préparation et gestion des catastrophes	3504
<b>CL2/C03</b>	Education	Sensibilisation sur les risques en milieu scolaire et leurs mitigations	Nombre de garçons et filles sensibilisés sur les risques en milieu scolaire et leurs mitigations	219000



OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
CL2/CO3	Education	Elaboration des plans de préparation et de réponse aux risques dans les écoles	Nombres d'écoles ou un plan de réponse aux risques et mise en place	584
CL2/CO1	Education	Réhabilitation basique de salle de classes	Nombre de salles de classe réhabilitées	209
CL2/CO1	Education	Formation des enseignants sur l'appui psychosocial	Nombre d'enseignants formés sur l'appui psychosocial	2292
CL2/CO1	Education	Distribution des kits récréatifs aux enfants	Nombre de garçons et filles bénéficiant de la distribution des kits récréatifs	219200
CL2/CO1	Education	Fourniture de l'alimentaire scolaire	Nombre d'écoles dans les zones d'urgence avec cantine scolaire	584
CL2/CO1	Education	Formation en métier des enfants de 13-17 ans	Nombre d'enfants (13-17 ans) formés en métier	59975
CL2/CO1	Education	Mobilisation communautaire autour de question de l'éducation	Nombre de CGDES ayant mis en place un plan d'action annuel pour l'école	584
CL2/CO1	Education	Promotion de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire	Nombre d'enfants qui bénéficient des activités de promotion de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire	219200
CL2/CO2	Education	Formation des enseignants en pédagogie didactique	Nombre d'enseignants formés sur la pédagogie didactique	2992
S02	EHA		"Nombre d'enfants admis pour le traitement de la MAS ayant reçu un paquet minimum d'activités WASH "	67589
S02	EHA		Nombre de personnes ayant reçu de kits d'hygiène et touchées par des messages de sensibilisation/ promotion d'hygiène	1180893
S02	EHA		Nombre de personnes affectées ayant accédé à de l'eau potable durablement pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s) (au moins 15L/pers/j)	168600
S02	EHA		Nombre de personnes affectées ayant accédé à de l'eau potable temporairement pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s) (au moins 7,5L/pers/Jr)	20000
S02	EHA		Nombre de personnes affectées ayant accédé à un assainissement adéquat pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s)	128600
CL10/CO1	EHA	EAU_1: Mise en place des mesures et installations temporaires d'eau d'urgence (water trucking, water pumping, traitement d'eau d'urgence, installations temporaires pour l'eau)	Nombre de personnes ayant accès à au moins 7.5 lt/p*d d'eau potable	20000
CL10/CO2	EHA	PREP_1: Elaboration de plans de contingence général et spécifiques par région (ou par département) pour les catastrophes naturelles, épidémies, etc. avec mécanismes précis, responsabilités, budget, préposition de stocks, etc.	Nombre de plans de contingence élaborés et partagés	2
CL10/CO3	EHA	DAT_1: Appuis au secteur aux travers l'élaboration d'outils, de guidelines ou de fiche technique, la collecte/capitalisation des données sectorielles et l'élaboration de carte ou ifographie améliorant la coordination sectorielle à l'échelle du pays et des régions affectées par les crises.	Nombre d'outils établis et partagés	24
CL10/CO1	EHA	Eau_2: Mise en place d'installations d'approvisionnement en eau potable durables (nouveaux points d'eau, extensions, réhabilitations)	Nombre de personnes ayant accès à au moins 15 lt/p*d d'eau potable	168600
CL10/CO1	EHA	SAN_1: Mise en place des mesures et installations d'assainissement d'urgence temporaires (champs de défécation, tranchées de défécations, latrines d'urgence etc.	Nombre personnes ayant accès à des des mesures et installations d'assainissement d'urgence temporaires	42800

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
CL10/CO1	EHA	SAN_2: Mise en place d'installations d' assainissement durable incluant un dispositif de lavage des mains et un mécanisme de gestion des boues de vidange adaptés, incluant les approches inclusives telles que l'ATPC	Nombre de personnes ayant accès à une installation d' assainissement durables construites/réhabilitées	85800
CL10/CO1	EHA	HYG_1: Activité d'Information, Education et Communication a travers des approches de masse, de groupe ou individuelle, incluant la promotion à l'hygiène, l'entretien des ouvrages hydrosanitaires, la salubrité et la santé publique.	Nombre de personnes bénéficiant d'une action de sensibilisation et de pomotion à l'hygiène	1180893
CL10/CO1	EHA	HYG_2: Distribution de kits d'hygiène (familiale et dignité), incluant l'approche CASH	Nombre de ménages ayant reçu un kit d'hygiène familiale	84350
CL10/CO1	EHA	HYG_2: Distribution de kits d'hygiène (familiale et dignité), incluant l'approche CASH	Nombre de ménages ayant reçu un kit d'hygiène familiale à travers une approche CASH	84350
CL10/CO1	EHA	Transv_1: Mise en place des activités et mesures pour la durabilité des points d'eau (comités de gestion des points d'eau, de latrines, artisans réparateurs, relais commuanautaire, délégataires, communes, revendeurs pièce de rechange, etc.)	Nombre de structures, acteurs ou leader mis en place, formés et équipés les cas échéants	500
CL10/CO1	EHA	Transv_2: Mise en place du paquet d'infrastructure minimum WASH dans les centres de santé, écoles ou autres institutions publiques (Incluant un accès à d'e l'eau potable, à un endroit de défécation assaini, protégé et un dispositif de lavage des mains)	Nombre de centres de santé/prise en charge de la malnutrition ayant bénéficiées du paquet minimum WASH	120
CL10/CO1	EHA	Transv_2: Mise en place du paquet d'infrastructure minimum WASH dans les centres de santé, écoles ou autres institutions publiques (Incluant un accès à d'e l'eau potable, à un endroit de défécation assaini, protégé et un dispositif de lavage des mains)	Nombre d'écoles dans les zones affectées ayant bénéficiées du paquet minimum WASH in schools	120
CL10/CO1	EHA	Transv_3 Mise à disposition du paquet minimum WASH in Nut aux couples enfants malnutris/accompagnant des centres de prise en charge jusqu'à domicile (kits d'hygiène, messages, suivi à domicile, etc.)	Nombre d'enfants malnutri aigu sévère couvert par le paquet minimum WASH in Nut	67589
	Logistique UNHAS	"Humanitarian actors have access to safe and reliable air transport in Niger allowing them to carry out their humanitarian interventions and projects"	Passengers transported monthly	1083
	Logistique UNHAS	"Humanitarian actors have access to safe and reliable air transport in Niger allowing them to carry out their humanitarian interventions and projects"	Aircraft occupancy rate	75
	Logistique UNHAS	Humanitarian actors have access to security and medical evacuations	Medical and security evacuations rate	100
S02	Nutrition		SAM new admissions	380166
S02	Nutrition		MAM new admissions	498750
S02	Nutrition		MAM new admissions	171150
S02	Nutrition		BSFP beneficiaries	66818
S03	Nutrition		BSFP beneficiaries	66818
S02	Nutrition		Caretakers of SAM cases admitted at hospitale level (inpatient care)	77424
S03	Nutrition		Caretakers of SAM cases admitted at hospitale level (inpatient care)	77424
S01	Nutrition		CCPM undertaken (once a year)	1
S01	Nutrition		National Nutrition Survey undertaken (once a year)	1

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
<b>S01</b>	Nutrition		Quarterly, monthly and/or weekly statistics on malnutrition trend disaggregated by geographic area, age and gender is available	
<b>CL4/C01</b>	Nutrition	Prise en charge de la MAS : CRENI et CRENAS; (inclus intrants; transport DS/CSI; reference-contre-reference; appui RH, renforcement des capacités 6 piliers, etc); y compris en stratégies avancées et mobiles et CMAM-Surge	SAM new admissions	380116
<b>CL4/C01</b>	Nutrition	Prise en charge de la MAM chez les 6-23 mois en CRENAM (inclus intrants; transport CSI); et chez les femmes enceintes couplée à la CPN	MAM new admissions	171150
<b>CL4/C01</b>	Nutrition	Prise en charge de la MAM chez les 6-23 mois en CRENAM (inclus intrants; transport CSI); et chez les femmes enceintes couplée à la CPN	MAM new admissions	498750
<b>C01</b>	Nutrition	WASH in Nutrition : Les activités en CREN intègrent le paquet minimum WASH et les ménages d'enfants admis pour traitement reçoivent un kit WASH		
<b>CL4/C02</b>	Nutrition	activités dites de "blanket feeding" = supplémentation préventive de la malnutrition des 6-23 mois chez 8% des ménages pauvres et très pauvres bénéficiant d'une assistance alimentaire dans les zones vulnérables; distribution de farines infantiles fortifiées	BSFP beneficiaries	66818
<b>CL4/C01</b>	Nutrition	Assistance alimentaire aux personnes accompagnant les patients admis en CRENI	Caretakers of SAM cases admitted at hospital	77424
<b>C02</b>	Nutrition	Supplémentation en micronutriments (vitamine A, fer-acide folique, MNPs)		
<b>C02</b>	Nutrition	Protection, promotion et soutien aux pratiques ANJE adéquates; Sensibilisation de masse et conseil individualisé, en formation sanitaire et au niveau communautaire; groupe de soutien		
<b>CL5/C01</b>	Protection	Renforcer la coordination et assurer la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection, des filles, des garçons, les hommes et des femmes, personnes affectés par le déplacement forcés.	Nombre des réunions inter agence effectuée	24
<b>CL5/C01</b>	Protection	Renforcer la coordination et assurer la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection, des filles, des garçons, les hommes et des femmes, personnes affectés par le déplacement forcés.	Nombre d' actions de plaidoyer mené auprès des services compétents en faveur des victimes de violations de droits humains	10
<b>CL5/C01</b>	Protection	Renforcer la coordination et assurer la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection, des filles, des garçons, les hommes et des femmes, personnes affectés par le déplacement forcés.	Nombre des missions inter agence effectuées	10
<b>CL5/C01</b>	Protection	Renforcer la coordination et assurer la centralité de la protection dans toutes les interventions humanitaires en vue d'une réponse intégrée pour une meilleure protection, des filles, des garçons, les hommes et des femmes, personnes affectés par le déplacement forcés.	Nombre de personnes atteints avec les activités de sensibilisation sur protection	150000

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
CL5/C02	Protection	Renforcer l'environnement de protection à travers une analyse de la situation de protection des personnes déplacées et l'appui au système d' asile, par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées internes, les demandeurs d' asile, les réfugiés et la promotion du cadre des solutions durables intégrées	Nombre des rapports mensuel analytique des tendances de monitoring de protection diffusés	12
CL5/C02	Protection	Renforcer l'environnement de protection à travers une analyse de la situation de protection des personnes déplacées et l'appui au système d' asile, par l'enregistrement individuel, la documentation des personnes déplacées internes, les demandeurs d' asile, les réfugiés et la promotion du cadre des solutions durables intégrées	Nombre de personnes a risque d'apatridie ayant reçu un document d'état civil	2000
CL5/C03	Protection	Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d' analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice	Nombre des référencements effectués	2500
CL5/C03	Protection	Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d' analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice	Nombre des rapports d' analyse publiés	50
CL5/C03	Protection	Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d' analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice	Pourcentage de sites ou le système de référencement est fonctionnel	80
CL5/C03	Protection	Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d' analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice	Nombre de mécanisme communautaires mis en place	50
CL5/C03	Protection	Coordonner et renforcer le mécanisme de collecte et de partage des données, d' analyse des incidents de protection, d'orientation, de référencement et contre référencement pour la prise en charge des personnes affectées pour un suivi efficace des cas individuels de protection y compris l'accès à la justice	Nombre des personnes formes sur les sujets lies a la protection	3000
	Protection de L'Enfant	Appuyer l'accès aux services nationaux de PE à travers le renforcement de la gestion de cas et du système de référencement pour les enfants à besoins spécifiques, y inclus les enfants survivants de violence sexuelle	# de cas de protection de l'enfance ayant été identifiés et référés aux services nationaux de protection (les DRPF/PE)	3500
	Protection de L'Enfant	Mettre en place des mesures préventives pour réduire les risques de violations envers les enfants en promouvant un environnement protecteur	# d'enfants bénéficiant d'un soutien psychosocial, incluant l'accès à des espaces amis des enfants	75000

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
	Protection de L'Enfant	Mettre en place des mesures préventives pour réduire les risques de violations envers les enfants en promouvant un environnement protecteur	# d'enfants affectés par la crise notamment ceux séparés et non accompagnés ayant bénéficiés d'enregistrement à l'état civil	5000
	Protection de L'Enfant	Mettre en place des mesures préventives pour réduire les risques de violations envers les enfants en promouvant un environnement protecteur	# de personnes affectés (enfants et adultes) ayant bénéficié d'activités de sensibilisation sur les sujets liés à la protection de l'enfant dont l'éducation aux risques de mines, y compris dans les centres de récupération nutritionnelle	320000
	Protection de L'Enfant	Encourager la prise en charge alternative et soutien à la réinsertion socio-économique ou scolaire des enfants soupçonnés d'association ou associés aux groupes armés	# d'enfants séparés des forces / groupes armés bénéficiant d'un soutien à la réintégration	200
	Protection de L'Enfant	Renforcer le système national de prise en charge alternative des enfants à besoins spécifiques, y compris des ES/ENA	# d'enfants non accompagnés réunifiés avec leurs familles	150
	Protection de L'Enfant	Renforcer le système national de prise en charge alternative des enfants à besoins spécifiques, y compris des ES/ENA	# d'enfants enregistrés non accompagnés et séparés bénéficiant de services de recherche de la famille et de réunification, de soins basés sur la famille ou de dispositifs de protection de remplacement	650
	Protection de L'Enfant	Contribuer à l'amélioration de la qualité et l'accès aux services de réponse pour les enfants survivants de violence sexuelle	% de travailleurs sociaux pour la gestion de cas, formés sur la réponse pour les enfants survivants de violence sexuelle et ayant réussi le test d'évaluation de compétence	100
	Refugees response	Registration	# of persons registered	45000
	Refugees response	Population has optimal access to reproductive health and HIV services	# of livebirths attended by skilled personnel	2500
	Refugees response	Population has optimal access to reproductive health and HIV services	# of women newly admitted to family planning	4000
	Refugees response	Ensure the implementation of integrated management of acute malnutrition programmes	# of new admissions to community management of acute malnutrition programmes	4600
	Refugees response	Natural resources and shared environment better protected	# of ha planted	10
	Refugees response	Self reliance and livelihoods improved	# of persons meet household needs through production kits received for agriculture/livestock/fisheries commercial activities	100
	Refugees response	Self reliance and livelihoods improved	# of students between 15-24 had vocational and technical training	4393
	Refugees response	Population has sufficient basic and domestic items	# of households provided with basic and domestic items	17333
	Refugees response	Shelter and infrastructure established, improved and maintained	# of emergency shelters provided	7380
	Refugees response	Shelter and infrastructure established, improved and maintained	# of long-term/permanent shelters provided	2000
	Refugees response	Shelter and infrastructure established, improved and maintained	# of transitional shelters provided	4360
	Refugees response	Supply of potable water increased or maintained	litres of potable water available per person per day	20
	Refugees response	Supply of potable water increased or maintained	# of boreholes rehabilitated and/or constructed	26
	Refugees response	Population lives in satisfactory conditions of sanitation and hygiene	# of communal sanitary facilities/ latrines constructed	1340

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
	Refugees response	Civil registration and civil status documentation	# of children registered and received delayed birth certificate.	6200
	Refugees response	Civil registration and civil status documentation	# of villages reached by the sensitization campaign on importance of birth registration..	150
	Refugees response	Protection of children	# of children's committees, groups and other structures that are operational and facilitate children's participation	7
	Refugees response	Protection of children	# best interest determination panel sessions	15
	Refugees response	Protection of children	# of children at risk identified and effective response provided.	3576
	Refugees response	Risk of SGBV is reduced and quality of response improved	# of community groups operational for SGBV prevention and response.	45
	Refugees response	Risk of SGBV is reduced and quality of response improved	# of SGBV cases received support (psychoso social, legal, material, socio economic)	516
	Refugees response	Risk of SGBV is reduced and quality of response improved	GBV multifunction center created	1
	Refugees response	Services for persons with specific needs strengthened	# of persons with specific needs received non-cash support	3000
	Refugees response	Services for persons with specific needs strengthened	# of persons with specific needs who received effective response	100
	Refugees response	Population has optimal access to education	# of children enrolled in primary education	3107
	Refugees response	Population has optimal access to education	# of students enrolled in secondary education	574
	Refugees response	Population has optimal access to education	# of teachers trained for capacity strengthening.	273
	Refugees response	Improve food security	# of persons received food assistance	62369
	Refugees response	Improve food security	# of persons received cash grants for food needs	1631
	Refugees response	Improve food security	# of persons meet consumption needs through seeds and agricultural tools received	2000
	Refugees response	Improve food security	# of persons start make living through cash grants for livelihood	2609
	Refugees response	Promote women's community engagement in food security through income generation activities	# of women's groups created and operational for income generating activities	40
	Refugees response	Health status of the population improved	# of health facilities rehabilitated, equipped, supplied and locally staffed	14
	Santé	Actualiser/élaborer les plans de préparation et de prévention des épidémies	Nombre de plans actualisés/élaborés	4
	Santé	Riposter aux différentes épidémies par le repositionnement des médicaments de gestion des épidémies	Létalité (%) liée au choléra	1
	Santé	Riposter aux différentes épidémies par le repositionnement des médicaments de gestion des épidémies	Létalité (%) liée à la méningite	50
	Santé	Riposter aux différentes épidémies par le repositionnement des médicaments de gestion des épidémies	Létalité (%) liée à l'hépatite E	0,5
	Santé	Riposter aux différentes épidémies par le repositionnement des médicaments de gestion des épidémies	Létalité (%) liée à la Fièvre de la vallée du Rift	1
	Santé	Assurer une meilleure surveillance épidémiologique par la collecte, l'analyse et la transmission des données	promptitude des notifications épidémiologiques	70



OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
	Santé	Assurer une meilleure surveillance épidémiologique par la collecte, l'analyse et la transmission des données	Complétude et des notifications épidémiologiques	100
	Santé	Mettre à niveau les maternités des CSI et l'affectation du personnel selon les normes	Taux d'accouchement assisté (Diffa, Tillabéri et Tahoua)	40
	Santé	Assurer la fonctionnalité des sites SONU par la dotation en équipement SONU et la formation des agents	Nombre de sites fonctionnels en Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua	50
	Santé	Assurer la gratuité des accouchements assistés dans les districts soutenus par les membres du cluster	Nombre de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du cluster	93316
	Santé	Assurer la dotation des formations sanitaires en support MDO et renouvellement du parc informatique des CSE des districts	Nombre de rapports épidémiologique mensuels complétés et reçus au niveau central	1082
	Santé	Renforcer la vaccination de routine par des sorties foraines et mobiles au niveau des DS	Nombre d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster	112329
	Santé	Doter les formations sanitaires en MEG et intensification des sensibilisation pour l'utilisation des services de santé	Nombre de consultations dans les districts soutenus par les membres du cluster	349933
<b>S02</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance alimentaire aux personnes en situation d'urgence	Nombre de personnes ayant reçu l'assistance alimentaire en cash ou en vivre	676082
<b>S03</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance conditionnelle en cash ou vivres pour renforcer la résilience des ménages	Nombre de personnes ayant reçu l'assistance conditionnelle en cash ou vivres pour renforcer la résilience des ménages	676082
<b>S02</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance agricole aux ménages en situation d'urgence	Nombre de ménages ayant reçu l'assistance agricole en situation d'urgence	78791
<b>S03</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance agricole aux ménages en situation d'urgence	Nombre de ménages ayant reçu l'assistance agricole en situation d'urgence	78791
<b>S02</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance pastorale aux ménages en situation d'urgence	Nombre de ménages ayant reçu l'assistance pastorale en situation d'urgence	53818
<b>S03</b>	Sécurité Alimentaire	Assistance pastorale aux ménages en situation d'urgence	Nombre de ménages ayant reçu l'assistance pastorale en situation d'urgence	53818
<b>S03</b>	Sécurité Alimentaire	Activités génératrices de revenus et protection de l'environnement	Nombre de ménages ayant reçu l'assistance pour des activités de résilience	96583
	VBG	Appuyer le renforcement des capacités des partenaires pour améliorer la qualité des services aux personnes survivantes de VBG y compris pour les enfants et les adolescentes	Nombre de centre multifonctionnels(One stop centers) opérationnels	4
	VBG	Appuyer le renforcement des capacités des partenaires pour améliorer la qualité des services aux personnes survivantes de VBG y compris pour les enfants et les adolescentes	Nombre de structures sanitaires offrant des services adaptés aux survivantes de VBG (sexe, âge) y compris les adolescentes et les enfants	9
	VBG	Faciliter l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (Médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité)	Nombre de personnes y compris les enfants et adolescentes atteintes avec des services de soutien psychosocial	88500
	VBG	Faciliter l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (Médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité)	Nombre de personnes survivantes de VBG y compris les enfants et les adolescentes atteintes avec des services de santé (médicaux et santé mentale)	8850

OBJECTIF STRATÉGIQUE	SECTEUR	ACTIVITÉS	INDICATEURS	CIBLES
	VBG	Faciliter l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (Médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité)	Nombre de personnes survivantes de VBG ayant reçu une prise en charge juridique et sécuritaire	3540
	VBG	Faciliter l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (Médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité)	Nombre de nouvelles procédures opérationnelles élaborés et mis à jour	3
	VBG	Faciliter l'accès aux services de prise en charge multisectorielle et de qualité en faveur des survivants des VBG (Médicale, psychosociale et santé mentale, réinsertion socio-économique, accès à la justice et à la sécurité)	Nombre de nouveaux schémas de référencement élaborés et disséminés	11
	VBG	Appuyer les autres secteurs à intégrer la VBG dans leurs interventions	Nombre d'acteurs touchés par des formations sur les normes minimales standard en matière de prévention et réponse à la VBG dans le contexte humanitaire	30
	VBG	Appuyer les autres secteurs à intégrer la VBG dans leurs interventions	Nombre d'acteurs dont le personnel a signé le code de conduite PSEA/VBG	30
	VBG	Mettre en place ou redynamiser et appuyer des structures communautaires de prévention et mitigation des risques de VBG incluant les femmes, les filles, les hommes et les garçons	Nombre de personnes atteintes avec les activités de sensibilisation sur les VBG et l'ESA	177000
	VBG	Mettre en place ou redynamiser et appuyer des structures communautaires de prévention et mitigation des risques de VBG incluant les femmes, les filles, les hommes et les garçons	Nombre de mécanismes communautaires intégrant les femmes, les filles les hommes et les garçons pour la prévention des VBG/ESA fonctionnels	50
	VBG	Mener des actions visant à soutenir la réduction de la vulnérabilité des populations affectées notamment pour les femmes et les filles avec les services d'information et de soutien socio-économique dans le cadre d'une réponse multisectorielle pour atténuer les risques de SGBV	Nombre de personnes survivantes de VBG soutenues avec les activités génératrices de revenu	17700
	VBG	Mener des actions visant à soutenir la réduction de la vulnérabilité des populations affectées notamment pour les femmes et les filles avec les services d'information et de soutien socio-économique dans le cadre d'une réponse multisectorielle pour atténuer les risques de SGBV	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation sur la gestion ou la vie associative	4425
	VBG	Conduire des actions de plaidoyer et d'influence auprès des leaders et acteurs au niveau national, régional et local pour la prévention, la mitigation et réponse aux incidents de SGBV	Nombre de leaders nationaux et locaux atteints par sessions/séances de plaidoyer et d'influence sur la prévention des VBG	300
	VBG	Renforcer le système de gestion de cas, de collecte et de gestion de l'information relative aux VBG	Nombre de Rapports sur le GBVIMS produits et diffusés	12
	VBG	Renforcer le système de gestion de cas, de collecte et de gestion de l'information relative aux VBG	Nombre d'évaluations sur les VBG menées	12

## ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

ACRONYMES	
ABNA	Abris et Biens non alimentaires
ACF	Action contre la faim
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
ASB	ARBEITER -SAMARITER- BUND
BNA	Biens non alimentaires
CCIO	Comité de Coordination Inter-Organisations
CH	Cadre harmonisé
CEPPP	Centre d'excellence sur le partenariat avec les patients et le public
CERF	Fonds central pour les interventions d'urgence
CICG	Centre international de conférence de Genève
CMCOORD	Coordination civilo-militaire
CMAM	Community-based management of acute malnutrition
CONAFE	Coalition des ONG africaines en faveur de l'enfance - Niger
CNCCAI	Commission nationale de collecte et de contrôle des armes illicites
CPIMS	Child protection information system
CPS	Chimioprévention du paludisme saisonnier
CREN	Centre de récupération nutritionnelle
CRENI	Centre de récupération et d'éducation nutritionnelle intensif
CRN	Croix rouge nigérienne
CRRP	Country refugee response plan
DGC	Distribution gratuite ciblée
DGECR-M	Direction Générale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations
DIJE	Développement Intégré du Jeune Enfant
DMU/SR	Dispositif minimum en santé sexuelle et reproductive en situations d'urgence
DRC	Danish Refugee Council
DREC	Direction régionale de l'état civil
DREP	Direction régionale de l'enseignement primaire
C/DRR	Conflict / disaster risk reduction
EAT	Espaces d'apprentissage temporaire

ACRONYMES	
EFSNA	Emergency food security and nutrition assessment (analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'urgence)
EHA	Eau, hygiène et assainissement
EHP	Equipe humanitaire pays
ETM	Emergency Temporary Transit Mechanism
FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDS	Force de défense et de sécurité
FTS	Financial Tracking Service
FVR	Fièvre de la vallée du rift
GD	groupe de discussion
GS	groupe stratégique
GT	Groupe de travail
GTABNA	Groupe de travail abris et biens non alimentaires
GTE	Groupe de Travail Education
GTN	Groupe de travail nutrition
GTP	Groupe de travail Protection
GTS	Groupe de travail sectoriel
GTSA	Groupe de travail sécurité alimentaire
HCT	Humanitarian country team
HNO	Humanitarian Needs Overview (aperçu des besoins humanitaires)
HD	Humanitarian Dashboard
HEA	Household Economy Approach (Analyse de l'économie des ménages)
HRP	Plan de réponse humanitaire
HVE	Hépatite virale E
IATA	International Air Transport Association
ICE	Inter-cluster élargi
ICC	Inter-cluster
ICCG	Inter-cluster core group
IDP	Personne déplacée interne
IEKH	Interagency Emergency Health Kit (Kit sanitaire d'urgence inter institutions)

ACRONYMES	
IMWG	Information management working group
IPC	Integrated Phase Classification (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire)
IRC	International rescue Committee
ISWA	État islamique d'afrique de l'Ouest
LTP	Droits au logement, à la terre et à la propriété
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MCR	Modèle de Coordination pour les Réfugiés
MSCWG	Multi sector cash working group
MRR	Mécanisme de Réponse Rapide
3N	Nigériens nourrissent les nigériens
NWoW	New way of working
NFI	Non food items (biens non alimentaires)
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
ODI	Overseas development institute
OS	Objectif stratégique
OIM	Organisation internationale des migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PAA	plan d' action annuel
PB	Périmètre brachial
PCIME	Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
PDI	Personnes déplacées internes
PFE	Pratique familiale essentielle
PE	Protection de l'enfance
PMR	Periodic Monitoring Report
PNSN	Politique nationale multisectorielle de sécurité nutritionnelle
PPRU	Préparation et la Planification de Réponse aux situations d'Urgences
PRH	Plan de réponse humanitaire
RPM	Response Planning and Monitoring
RRM	Rapid response mechanism (mécanisme de réponse rapide)
SCPE	Sous cluster protection de l'enfance
SCVBG	Sous Cluster Violences Basées sur le Genre

ACRONYMES	
SGTVBG	Sous-groupe de travail violences Basées sur le Genre
SECAL	Sécurité alimentaire
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SMART	Standardized monitoring and assessment of relief and transitions (suivi et évaluations standardisées des urgences et transitions)
SIMR	Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte
SSP	Soins de santé primaire
SSR	Santé sexuelle et reproductive
SR	Santé de la reproduction
UGC	Users Group Comittee
UNAVSTAD	Normes de l'aviation des Nations Unies
UNDSS	UN Department of Safety and Security
UNFPA	Fonds des Nations unies pour la population
UNHCR	Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés
UNHAS	Service aérien humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
VBG	Violences basées sur le genre
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WASH	Water sanitation and hygiene promotion (eau, hygiène & assainissement)
WHS	World humanitarian summit

# ET SI?

## ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE

### LE NOMBRE DE PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË CONTINUERA À AUGMENTER



Si les actions prévues ne sont pas mises en œuvre ou sont réalisées à un faible niveau, la sécurité alimentaire des populations vulnérables risque d'être impactées de manières significative avec une augmentation du nombre de personnes en phase de crise. La période de soudure pour les communautés va augmenter et les moyens de subsistance de ménages vulnérables seront touchés.

### LE MANQUE DE SERVICES SANITAIRES APPROPRIÉS CONDUIRA À L'ÉRUPTION D'ÉPIDÉMIES



Si aucune réponse n'est apportée, les problèmes de santé publique seraient accrus en termes de propagation des maladies épidémiques, et d'autres infections transmissibles comme le VIH, une augmentation de la morbidité et la mortalité faute d'accès aux soins de santé surtout chez les plus vulnérables: les enfants, les personnes âgées et les femmes notamment celles en âge de procréation. Même dans un scénario favorable, on peut estimer plus de 57, 000 cas d'épidémies cumulées et si aucune riposte appropriée n'est apportée le taux de létalité pourrait atteindre 10 % des cas soit 5700 décès. En plus 2880 cas de complications obstétricales qui auront besoin d'une intervention chirurgicale majeure en perdront probablement leur vie et aussi 13400 enfants qui auront besoin d'une prise en charge médicale du fait seulement de la malnutrition grave perdront également leur vie.

### LA MALNUTRITION CONTINUERA À AFFECTER LE DÉVELOPPEMENT ET LE BIEN ÊTRE DE NOMBREUX ENFANTS



Dans le cadre d'une analyse économique utilisant l'outil Lives Saved, une étude entreprise par l'UNICEF lors de l'élaboration de la politique nationale de sécurité nutritionnelle a montré que le retrait des fonds humanitaires alloués à la gestion de la malnutrition aiguë sévère entraînerait une multiplication par trois de la prévalence de la malnutrition et la mortalité des enfants de moins de 5 ans augmenterait de nouveau dans l'année.

### LES ENFANTS CONNAITRONT UNE DEUXIÈME ANNÉE SANS ÉCOLE



344000 enfants sont en risque de ne pas bénéficier des avantages de l'apprentissage et d'être plus vulnérables aux risques de protection de l'enfance. L'éducation dans les situations d'urgence offrent aux enfants une protection à la fois physique et psychologique au cours d'une urgence. Ils les protègent de l'exploitation et du danger, et créent une certaine normalité et une certaine routine, cruciales au processus de rétablissement suite à des expériences éprouvantes. Les enfants sont dans un environnement où aux conflits armés qui opposent des groupes armés s'ajoutent des conflits intercommunautaires, Sans une prise en charge éducative, ces enfants deviendront des proies faciles à l'embrigadement et à l'enrôlement dans des bandes criminelles.

### RISQUE D'ÉPIDÉMIES



Une absence de réponse EHA aggraverait les risques d'épidémies d'origine hydrique en particulier le cholera pour environs 905183 personnes à l'échelle du pays. 118363 personnes affectées par les inondations

pourraient basculer dans situations d'épidémies s'ils ne reçoivent pas d'assistance. Ces épidémies pouvant facilement engendrer de pertes en vies humaines et s'étendre aux pays frontaliers. 215 619 personnes déplacées n'auraient pas accès aux minimum EHA mettant en péril leurs vies.

### LA PROTECTION NE SERA PAS ASSURÉE POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES



La sécurité et la dignité de presque 700 000 personnes déplacées internes, membres des communautés hôtes seront compromises.

Les conflits intercommunautaires risquent de s'exacerber, ainsi que d'autres violations graves des droits humains.

293 906 enfants dont 161 648 filles seront en détresse psychologiques, 650 enfants séparés et non accompagnés ne bénéficieront pas d'une prise en charge dans les familles d'accueil et au moins 150 enfants non accompagnés ne seront pas réunifiés avec leur famille. Les enfants suspectés ou associés aux forces et groupes armés n'auront pas de perspective de réintégration communautaire et d'autres continueront à intégrer les groupes armés. Les filles deviennent encore plus vulnérables au mariage des enfants dans les familles affectées par la crise.

En l'absence d'intervention VBG (santé, sécurité, psychosocial et justice etc.) notamment la prise en charge clinique du Viol, 177700 personnes dont plus de 60% de femmes et de filles verront leur honneur et leur dignité bafouée, plus de 3500 personnes n'auront pas accès à la justice face alors que leur intégrité sont violée, 8850 victime de violence basée sur le Genre dont des enfants et adolescentes n'auront pas accès à un service de santé adaptés à leur âge.

